

# LE VAGABONDAGE DES MINEURS

---

THESE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 23 Mai 1936, à 14 heures*

PAR

**Ralph LEPOINTE**

---

JURY DE LA THÈSE :

*Président* : M. HUGUENEY, Professeur

*Suffragants* : MM. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur  
ESMEIN, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

—  
1936



**LE VAGABONDAGE  
DES MINEURS**



# LE VAGABONDAGE DES MINEURS

---

THESE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 23 Mai 1936, à 14 heures*

PAR

**Ralph LEPOINTE**

---

JURY DE LA THÈSE :

*Président* : M. HUGUENEY, Professeur

*Suffragants* : MM. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur  
ESMEIN, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

—  
1936

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



## PLAN DE L'OUVRAGE

---

*Etudiant le vagabondage des mineurs, nous aurions voulu définir tout d'abord ces deux termes : « vagabondage » et « minorité pénale ». Mais il eût été nécessaire de remonter à chaque instant dans le passé pour évoquer des législations antérieures. Aussi avons-nous jugé préférable de laisser nos définitions se dégager peu à peu, et d'aborder franchement, dans une première partie, l'histoire de la répression du vagabondage des mineurs. C'est ainsi que nous sommes amenés à étudier successivement l'Ancien Régime, le Code Pénal, et la législation de 1906 à nos jours.*

*Dans une seconde partie, nous recherchons comment et pourquoi le mineur vagabonde. Après avoir précisé les aspects et les statistiques du vagabondage, nous passons en revue les méthodes d'investigation habituellement employées en la matière. Puis nous examinons les facteurs héréditaires et pathologiques, et enfin les mobiles d'ordre familial et social qui poussent le mineur à la délinquance.*

*La troisième partie est consacrée spécialement à l'étude du décret-loi du 30 octobre 1935. Après avoir résumé les intentions du législateur, et détaillé l'économie du décret-loi, nous signalons tour à tour les anomalies ou insuffisances juridiques de ce texte, et les difficultés d'application pratique qui en découlent.*

*Dans une dernière partie, nous récapitulons ces critiques et présentons quelques suggestions.*



## PREMIERE PARTIE

---

# HISTORIQUE DE LA RÉPRESSION DU VAGABONDAGE DES MINEURS

---

CHAPITRE I. — L'ANCIEN RÉGIME

CHAPITRE II. — LE CODE PÉNAL

CHAPITRE III. — LA LÉGISLATION DE 1906 A 1935

---



## CHAPITRE PREMIER

---

### L'Ancien Régime

---

I. — « Vous voyez que, en Utopie, l'oisiveté et la paresse sont impossibles. On n'y voit ni tavernes, ni lieux de prostitution, ni occasions de débauche, ni repaires cachés, ni assemblées secrètes. Chacun, sans cesse exposé aux regards de tous, se trouve dans l'heureuse nécessité de travailler et de se reposer, suivant les lois et les coutumes du pays. L'abondance en toutes choses est le fruit de cette vie pure et active. Le bien-être se répand également sur tous les membres de cette admirable société ; la mendicité et la misère y sont des monstres inconnus ». (1)

Il est assez piquant de penser qu'au moment où Thomas Morus écrivait ces lignes, en 1516, la mendicité et le vagabondage prenaient, dans toute l'Europe, les proportions d'un fléau.

Les routes de France étaient sillonnées d'une foule de bohémiens, de clercs errants que l'on appelait « goliards », de pseudo-pèlerins, de « coquillards », vivant de la charité publique, lorsqu'ils n'étaient pas organisés en bandes pour terroriser et rançonner les populations. Leur grand

(1) Thomas Morus, l'Utopie, Trad. Stouvenel, Ed. du Pot Cassé, p. 117.

nombre rendait parfois bien difficile de distinguer un petit clerc errant qui portait des nouvelles de couvent en couvent moyennant une aumône, d'un « coquillard » en quête d'un mauvais coup.

A Paris même, les attaques à main armée étaient assez rares, mais par contre la mendicité et le vagabondage étaient scientifiquement organisés. A cet égard, on trouve dans divers documents de l'époque des renseignements abondants et colorés. Un ouvrage anonyme — souvent attribué à Sébastien Brant, l'auteur de la *Nef des Fous* — intitulé *Liber vagatorum*, et à peu près contemporain de l'Utopie, contient un véritable traité de la matière ; le *Liber vagatorum* apparaît d'ailleurs comme un simple développement d'un Avis du Sénat de Bâle relatif à la question. En le lisant, en étudiant l'histoire de la fameuse « Cour des Miracles » établie rue de la Truanderie, en se penchant sur cette gent grouillante qu'évoquent parfois Villon, Eustache Deschamps ou Holbein, on comprend que Thomas Morus ait tant tenu à ne laisser aucune place, dans sa République idéale, à ces gens sans aveu dont commençaient à se préoccuper les gouvernements. (2)

2. — Jusqu'au quinzième siècle, les vagabonds ne furent guère inquiétés. Il y avait parmi eux de nombreux clercs sans ressources. Et leur donner, n'était-ce pas prêter à Dieu ?

Une ordonnance de 1254 prescrit seulement aux dizeniers « de faire visitation, chaque lundi, en leurs dizaines, pour la multitude des vagabonds qui habitent Paris ».

En 1350, une ordonnance du roi Jean, déjà plus sévère, impartit aux mendiants valides un délai de trois jours pour quitter Paris, à défaut de quoi ils seront mis en prison pour quatre jours et nourris au pain et à l'eau. En cas de récidive, ils seront exposés au pilori et marqués.

(2) V. Henri Sauval, *Histoire et recherche des antiquités de la Ville de Paris*. Paris, 1724.

Cependant, au quinzième siècle, leur nombre n'a pas cessé de croître. Sans aggraver encore les pénalités qui les frappent, on se préoccupe de les secourir et de les faire travailler. En 1486, un arrêt de la Cour de Parlement ordonne que les vagabonds seront occupés à curer le lit du Grand Morin. En 1544 est fondé un « Grand Bureau des Pauvres » comprenant 32 commissaires, un receveur général, un procureur, un greffier, et enfin un bailli disposant de douze sergents, chargés d'appréhender les vagabonds. Parmi ceux-ci, les invalides sont secourus, et on fait travailler ceux qui sont valides. En 1554 des lettres patentes de Henri II complètent ces dispositions par la création d'hôpitaux généraux.

3. — Au dix-septième siècle (3), on s'aperçoit que cette tentative d'organisation ne suffit pas à enrayer le mal. Changeant de méthode, on passe au système du « renfermement ». Au lieu d'employer les vagabonds dans des ateliers publics, ou à construire des fortifications, on les prive de liberté. Edifié en 1612, l'hôpital de la Pitié devient en 1656 le chef-lieu de l'Hôpital Général. Chose intéressante pour notre étude, on y traite à part — mais dans quelles conditions et dans quelles promiscuités — les mineurs vagabonds : quatre-vingts garçons à la Petite Pitié, et plusieurs centaines de filles à la Grande Pitié. La Salpêtrière, Bicêtre, relèvent également de l'Hôpital Général.

4. — Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les mesures répressives sont encore accentuées. Une déclaration du 25 juillet 1700 défend la mendicité. Les hommes de moins de vingt ans qui s'y livreront seront fustigés, au-dessus de vingt ans ils pourront être envoyés aux galères. Ainsi apparaît pour la première fois, dans un texte important, une distinction entre

(3) V. Christian Paultre, De la répression de la mendicité et du vagabondage en France sous l'Ancien Régime, Paris, Sirey, 1906.

mineurs et majeurs, en ce qui concerne la sanction du vagabondage. En 1724, le système se trouve complété par des dispositions visant le cas de récidive. L'internement de deux mois dans un hôpital général est la moindre des peines. Tous les hôpitaux doivent tenir une sorte de « casier de vagabondage » des délinquants afin de pouvoir établir avec certitude les cas de récidive, grâce à un « bureau général de correspondance » installé à Paris.

5. — Une importante déclaration du 3 août 1764 vient à nouveau réglementer la matière. Elle nous intéresse par plus d'un côté. Tout d'abord, elle donne une définition précise du vagabondage, dont nous nous souviendrons pour apprécier la législation ultérieure. « *Seront réputés vagabonds et gens sans aveu, et condamnés comme tels, ceux qui depuis six mois révolus n'auront exercé ni profession, ni métier, et qui n'ayant aucun état ni aucun lieu pour subsister ne pourront être avoués ou faire certifier de leur bonne vie et mœurs par personnes dignes de foi* ». En second lieu, elle renferme des dispositions spéciales à l'égard des mineurs. « *A l'égard des enfants qui n'auraient pas atteint l'âge de seize ans, ils seront envoyés dans lesdits hôpitaux pour y être instruits, élevés et nourris, sans néanmoins qu'ils puissent être mis en liberté que par nos ordres* ». Ce régime spécial mérite d'autant plus de retenir l'attention, que les pénalités frappant le vagabondage des majeurs étaient très dures, puisqu'elles consistaient dans l'envoi aux galères.

A la même époque, on transforme les hopitaux généraux en dépôts de mendicité. Le Parlement se refusant à enregistrer un édit sur la mendicité, on procède par voie administrative, et la maréchaussée se voit reprocher plus d'une arrestation arbitraire. Les enfants au-dessous de six ans sont placés à la Salpêtrière. Les garçons de six à douze ans, au nombre de 1200 environ, sont détenus à la Pitié. Tenon a décrit en termes saisissants les conditions d'exis-

tence, dans ces hôpitaux, d'un mélange hétéroclite d'enfants, de vieillards, de filles, de fous, de malades, d'incurables. Le travail y est mal organisé, les évasions sont nombreuses (4).

6. — Ce régime répressif et inefficace dura jusqu'à la Révolution. La Convention adopta un plan basé sur le droit à l'assistance et au travail, qui ne fut jamais appliqué. Sur sentence du juge de paix, les vagabonds devaient être placés dans des maisons de répression pour un an au moins. En cas de récidive, ils devaient être envoyés aux colonies. Le Consulat décida de créer une juridiction spéciale. Mais aucun de ces textes n'entra en vigueur.

7. — En 1777, l'Académie de Châlons avait mis au concours le sujet suivant : « Les moyens de détruire la mendicité en France, en rendant les mendiants utiles à l'Etat sans les rendre malheureux ». Elle reçut plus de cent mémoires, et nous ne serons pas surpris par l'incertitude de l'opinion publique à cet égard après trois siècles d'efforts stériles (5). Certains, trahissant les préoccupations des campagnes, voudraient voir renforcer encore la répression. Mais le plus souvent les peines appliquées aux vagabonds paraissent excessives. Les auteurs des mémoires cherchent à faire une distinction entre les « vrais » mendiants et les autres. L'archevêque d'Aix écrit : « La profession de la mendicité peut être vicieuse et n'est point criminelle » et avec d'autres prélats il s'élève contre l'envoi aux galères et le travail forcé.

Mais, si nous trouvons dans ces mémoires des considérations humanitaires, par contre nous y cherchons en vain

(4) Tenon, Mémoires sur les Hôpitaux de Paris. Paris, 1788.

(5) Abbé de Malvaux, Résumé des mémoires qui ont concouru pour le prix accordé en 1777 par l'Académie des Sciences, Arts, et Belles-Lettres de Châlons-sur-Marne.

des suggestions d'ordre social et préventif. De ce qu'on appellera par la suite la « prophylaxie du crime » personne n'entrevoit encore la possibilité.

Que fera le Code Pénal ?

---

## CHAPITRE II

---

### Le Code Pénal

---

#### A. — LE SYSTÈME DE 1810

8. — L'œuvre de la législation napoléonienne, concernant notre matière, consiste en un décret du 5 juillet 1808 et en la rédaction des art. 269 à 282 du Code Pénal.

Le décret du 5 juillet 1808 « sur l'extirpation de la mendicité » décide que celle-ci sera défendue dans tout le territoire de l'empire ; les mendiants seront conduits dans des dépôts de mendicité qui seront établis dans chaque département selon les modalités prévues au décret.

9. — Les articles 269 et suivants du Code Pénal font la distinction entre la mendicité et le vagabondage, tant souhaitée par les auteurs de la plupart des mémoires envoyés à l'Académie de Châlons.

Le mendiant est plus ou moins puni selon qu'un dépôt de mendicité existe ou n'existe pas au lieu où il mendie. Précisons que ces établissements furent partiellement organisés vers 1814, que la Restauration ne poursuivit pas cette œuvre, et que finalement, après des hauts et des bas, nos tribunaux, fort embarrassés devant l'inexistence des dépôts, en vinrent à chercher si leur création « sur le papier » ou si des conventions fictives passées entre un des rares dé-

pôts existants (ce qui ne veut pas dire organisés) et un dépôt inexistant, ne suffisaient pas à conférer à ce dernier une réalité suffisante pour faire jouer l'art. 274. Constatons d'ailleurs que la Cour Suprême ne suivit pas cette voie, et passons au vagabondage, qui dorénavant, bien séparé de la mendicité, nous intéressera seul. (1)

10. — Voici les textes des articles 269 et 270, définissant le vagabondage, dans leur rédaction de 1810 :

« Art. 269. — *Le vagabondage est un délit.*

« Art. 270. — *Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession* ».

Et sur la peine, toujours dans le texte de 1810 :

Art. 271. — *Les vagabonds ou gens sans aveu qui auront été également déclarés tels, seront, pour ce seul fait, punis de trois mois à six mois d'emprisonnement, et demeureront, après avoir subi leur peine, à la disposition du Gouvernement pendant le temps qu'il déterminera, eu égard à leur conduite* ».

Nous n'analyserons pas la définition du délit, puisque pour les mineurs la loi du 24 mars 1921, puis le décret-loi

(1) Orienté essentiellement vers l'examen de problèmes actuels, nous ne pouvons rappeler ici en détail une jurisprudence aujourd'hui périmée. On trouvera citées les décisions les plus importantes dans le « Code de l'Enfance », Paris, 1904, et dans le « Supplément au Code de l'Enfance » Melun 1922. Ces deux ouvrages contenaient le commentaire autorisé des principaux textes de la législation de l'enfance. Ils n'ont pas été mis à jour depuis 1922, et, bien plus, ils sont épuisés. Le « Nouveau Guide de l'Union des Sociétés de Patronage » les a remplacés dans une certaine mesure, et contient en outre des renseignements pratiques très précieux. Mais il ne comporte pas de jurisprudence. Ainsi il manque toujours aux Tribunaux un instrument de travail véritablement complet et à jour, en matière de délinquance juvénile.

du 30 octobre 1935 modifieront cette définition. Notons seulement par comparaison avec la déclaration du 3 août 1764, déjà citée, qu'une fois encore le Code se montre plus sévère, et aussi plus abstrait dans sa conception du délit, que la législation préexistante. Pendant plus d'un siècle, cette définition, critiquable pour les majeurs, nettement défectueuse en ce qui concerne les mineurs, sera appliquée indifféremment aux uns et aux autres (2).

11. — Quant à la peine principale, si elle est de trois à six mois de prison pour les majeurs, elle sera différente pour les mineurs de seize ans, car les articles 66 et 69 C. Pén. font jouer en leur faveur l'excuse de minorité. Les voici, dans leur rédaction de 1810, aujourd'hui oubliée, et qui n'est même pas reproduite dans la plupart des codes usuels :

« Art. 66 ancien : *Lorsque l'accusé aura moins de seize ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté ; mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parents, ou conduit dans une maison de correction, pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera, et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa vingtième année.*

« Art. 69 ancien : *Si le coupable n'a encouru qu'une peine correctionnelle, il pourra être condamné à telle peine correctionnelle qu'il sera jugé convenable, pourvu qu'elle soit au-dessous de la moitié de celle qu'il aurait subie s'il avait seize ans ».*

Il en résulte que si le mineur de seize ans est déclaré avoir agi avec discernement, il ne pourra être l'objet de mesures de redressement, mais sera condamné à une peine de prison, au régime de droit commun, pouvant

(2) On a même critiqué la notion du délit de vagabondage. V. infra N° 101.

s'élever jusqu'à trois mois. Quant au minimum, en l'absence d'un autre texte, il sera de six jours (3).

12. — En outre, du fait que le mineur aura été condamné à une peine de prison, il pourra être « mis à la disposition du gouvernement » tout comme le majeur, car ni l'art. 66 ni l'art. 69 n'indiquent qu'il puisse échapper à cette mesure administrative, dont l'institution fut assez éphémère pour qu'aucune controverse n'ait eu le temps d'aboutir à ce sujet.

Tel est le régime du Code Pénal, n'offrant au mineur que des possibilités imparfaites de redressement, et en cas de discernement le mettant au régime de droit commun.

## B. — LA RÉFORME DE 1832

13. — Deux difficultés surgirent bientôt — résolues toutes deux lors de la refonte du Code Pénal par la loi du 28 avril 1832.

En premier lieu, l'article 271 s'appliquait-il aux mineurs ? Ceux-ci, ayant pour domicile légal celui de leurs parents, pouvaient-ils même se trouver en état de vagabondage ? Certaines décisions avaient répondu négativement, mais la Cour de Cassation avait adopté l'affirmative par l'arrêt du 21 mars 1823 (4).

D'autre part, comment appliquer la « mise à la disposition du Gouvernement », alors que les établissements spéciaux qui eussent été nécessaires pour l'exécution de cette mesure administrative n'avaient pas été créés ?

14. — La loi du 28 avril 1832 résolut cette dernière difficulté, tout en confirmant sur le premier point la thèse

(3) Cass. II. I. 1836. S. 56. I. 633. D. 56. I. 108.

(4) S. 23. I. 210.

de la Cour de Cassation. Sans modifier la définition du délit, elle ajouta à l'article 271 un alinéa 2 ainsi conçu :

« Art. 271 alinéa 2 : *Néanmoins, les vagabonds âgés de moins de seize ans ne pourront être condamnés à la peine d'emprisonnement ; mais, sur la preuve des faits de vagabondage, ils seront renvoyés sous la surveillance de la haute police jusqu'à l'âge de vingt ans accomplis, à moins qu'avant cet âge ils n'aient contracté un engagement régulier dans les armées de terre ou de mer* ».

En même temps, à l'alinéa 1 du même article, la peine de la « mise à la disposition du Gouvernement » prévue pour les majeurs et qui n'avait pu être organisée, faisait place à la « surveillance de la haute police » :

« Art. 271 alinéa 1 in fine : ... « *Ils seront renvoyés, après avoir subi leur peine, sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus* ».

Il n'est pas besoin de préciser autrement les modifications ainsi apportées au sort du mineur de seize ans ayant agi avec discernement, qui échappait à la peine de prison, beaucoup trop sévère, pour tomber seulement sous la surveillance de la haute police.

Mais les vagabonds de plus de seize ans restaient assimilés aux majeurs : lourde erreur qui leur enlevait toute chance d'amendement, et devait durer trois quarts de siècle !

#### C. — DE 1832 A 1906

15. — Après 1832, l'application des textes que nous venons d'examiner donna lieu à de nouvelles discussions.

En premier lieu, on se demanda si la rédaction de l'art. 271 al. 2 ne venait pas faire échec aux dispositions des art. 66 et 69, et si elle ne rendait pas inutile la recher-

che du discernement chez le jeune vagabond : « sur la preuve des faits du vagabondage » disait l'art 271 nouveau, il devait être renvoyé sous la surveillance de la haute police. N'était-ce pas dire que cette mesure devait jouer automatiquement, sans qu'il y ait à examiner le degré de responsabilité de l'enfant ? Il fallut un arrêt de la Cour de Paris (5) pour faire admettre que l'art. 66 jouait toujours, et que le délinquant *pouvait* en bénéficier, la surveillance de la haute police ne lui étant infligée qu'en cas de discernement.

16. — Autre question : pouvait-on décerner contre lui un mandat de dépôt ? L'art. 94 du Code d'Instruction Criminelle ne donnait cette latitude au juge d'instruction que dans les cas où « le fait comporte la peine d'emprisonnement ou une autre peine plus grave ». Était-ce à dire que depuis 1832 on ne pouvait se saisir d'un mineur vagabond, ou même simplement user d'un mandat de dépôt pour le recueillir, dans son propre intérêt ? Il n'y eut pas de jurisprudence sur la question, mais en pratique elle fut résolue par l'affirmative. Cette pratique, ratifiée par la loi du 22 juillet 1912, devint impossible après le décret-loi du 30 octobre 1935. (6)

Mentionnons que la surveillance de la haute police présentait de graves inconvénients d'ordre général que nous n'avons pas à examiner ici, plus frappants que jamais lorsqu'il s'agissait de vagabonds mineurs, dont elle confirmait ou encourageait l'instabilité, alors que le véritable problème était de l'enrayer.

17. — Et voici la loi du 5 août 1850, sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus : elle intéresse par plus d'un point les jeunes vagabonds. Mais cet intérêt a progressivement disparu, à mesure que le législateur marquait sa

(5) 16 janvier 1834, S. 1834.2.226.

(6) V. infra N° 118.

défiance à l'égard des maisons correctionnelles, spécialement en ce qui concerne la répression du vagabondage.

Puis une longue période s'écoule sans que la criminalité juvénile préoccupe le législateur. Et, lorsqu'il interviendra de nouveau, ce sera par des lois de protection qui, à strictement parler, sortent du cadre de notre étude, mais que nous mentionnons cependant à titre documentaire :

Loi du 7 décembre 1874 sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

Loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés.

Loi du 19 avril 1898 sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté, et attentats commis envers les enfants.

Ainsi le siècle s'achève, sans que la législation relative au vagabondage des mineurs, pourtant si imparfaite, ait été amendée.

18. — Tout au plus se trouva-t-elle modifiée, par ricochet, lorsque après maints avatars, la surveillance de la haute police fut remplacée par l'interdiction de séjour (art. 19 de la loi du 27 mai 1885).

Mais comme, selon les propres termes de l'art. 19, cette nouvelle peine ne devait être prononcée qu'à l'encontre de condamnés faisant l'objet d'une « libération » et que la liste des lieux interdits devait lui être signifiée avant cette « libération », on prétendit que le mineur vagabond, n'étant plus susceptible d'être condamné à la prison, et n'ayant donc pas à être libéré, ne pouvait subir davantage l'interdiction de séjour.

Il fallut l'autorité d'un arrêt de la Cour de Cassation (7) pour écarter cette théorie qui jouait sur les mots.

Ainsi, au lieu de se voir assigner le lieu de sa résidence, le mineur vagabond se vit désigner les lieux où il ne devait

(7) 30 Juin 1892, S. 92.1.536.

pas résider. Il y avait déjà là un progrès, mais il n'en restait pas moins qu'éloigné la plupart du temps de la ville où était domiciliée sa famille, le vagabond mineur convaincu de discernement se trouva rejeté dans l'instabilité et ancré dans une délinquance qui n'avait eu pour lui que trop d'attraits déjà. Aussi les tribunaux, pour éviter pareille conséquence, prirent-ils l'habitude de déclarer toujours que le mineur avait agi sans discernement. En effet, s'ils n'avaient procédé de la sorte, il n'eût pu échapper à l'interdiction, même par le jeu des circonstances atténuantes. Certes, pour un majeur, l'octroi de celles-ci permettait de réduire la peine de prison et d'écarter l'interdiction. Mais pour le mineur de seize ans, l'interdiction de séjour, qui était la peine principale, ne pouvait que se trouver réduite, sans être jamais supprimée. D'où la pratique des tribunaux.

---

### CHAPITRE III

---

## La Législation de 1906 à 1935

---

#### A. — LA LOI DU 12 AVRIL 1906

19. — Le 12 avril 1906 fut promulguée une loi qui concerne la majorité pénale et par là-même nous intéresse.

Résumons-la sommairement :

1° Elle élève la majorité pénale de seize à dix-huit ans, dans le but principal d'éviter autant que possible, dans certains cas, un casier judiciaire à des jeunes gens qui se verraient, même pour de petits délits, enlever toute possibilité de trouver un emploi ou un métier honorable. Si le discernement n'est pas reconnu, le jeune délinquant se verra appliquer l'une des mesures de préservation déjà prévues pour les mineurs de seize ans. Au contraire, si le discernement est reconnu, le délinquant de seize à dix-huit ans ne bénéficiera pas de l'excuse de minorité, ce qui serait une prime à la délinquance (à en croire M. Strauss, rapport au Sénat, séance du 22 février 1906) (1), mais il sera traité comme un majeur. Ajoutons que de seize à dix-huit ans, le discernement devra être présumé, alors qu'au-dessous de seize ans c'est le non-discernement qui

(1) Journal Officiel du 23 février.

le sera : cette règle n'est pas énoncée dans la loi, mais elle se trouve par contre dans les vœux du Comité de Défense des Enfants Traduits en Justice, et elle fut évoquée lors des débats.

2° Elle met l'article 67 ancien en harmonie avec l'article 66 nouveau, avec la loi du 27 mai 1885 sur l'interdiction de séjour et avec la loi du 5 août 1850.

20. — Se combinant avec l'art. 271, la loi du 12 avril 1906 donnait les résultats suivants : en cas de non discernement, le mineur de 18 ans ne pouvait être l'objet que de mesures de redressement. En cas de discernement, il ne pouvait être condamné qu'à l'interdiction de séjour, au-dessous de seize ans ; et au-dessus de cet âge, il était traité comme les majeurs.

La loi du 22 juillet 1912 qui organisera définitivement les Tribunaux pour Enfants, conservera les mêmes distinctions d'âge, mais elle établira en plus une limite inférieure au-dessous de laquelle l'irresponsabilité sera absolue. Or, la loi de 1906 est encore muette à ce sujet. Grave imperfection, si l'on songe que *théoriquement* un enfant de dix ans, fuyant un foyer disloqué, pouvait se trouver condamné à l'interdiction de séjour ! Nous disons *théoriquement*, car, dans l'intérêt même de l'enfance, les juges usèrent largement du non-discernement, sans compter tous les cas, qui n'ont jamais été dénombrés, où un vagabondage « accidentel » ne se traduisit que par une sévère admonestation, qu'en bonne justice la famille aurait d'ailleurs dû le plus souvent partager avec l'enfant.

#### B. — LA LOI DU 11 AVRIL 1908 SUR LA PROSTITUTION DES MINEURS

21. — Nous avons examiné jusqu'à présent des lois qui, de façon timide et imparfaite, complétaient et corri-

geaient peu à peu le système défectueux du Code Pénal. En voici une qui, au contraire, va ouvrir une brèche dans ce système : il s'agit de la loi du 11 avril 1908 sur la prostitution des mineurs.

Bien qu'elle n'ait jamais été considérée comme un délit, la prostitution a plus d'une fois préoccupé le législateur. En dépit de toutes les réglementations administratives, elle n'a jamais pu être enrayée, et au contraire, à la faveur de certaines périodes critiques, en particulier au lendemain de la guerre de 1914-1918, elle a sévi de façon plus intense que jamais, au plus grand dam de la santé et de la moralité de la nation.

Mais que dire de la prostitution des mineures ? Il n'est déjà pas glorieux pour un pays de posséder quelques milliers de « Maison Tellier » de toutes catégories et la valeur de quelques corps d'armée de prostituées — sans compter les semi-professionnelles. Mais on est révolté de penser que chaque année des centaines d'enfants de seize ans échouent dans les « maisons d'éducation » après avoir passé quelques semaines à « faire le trottoir » : on pourra consulter à ce sujet quelques statistiques au début de la seconde partie de cet ouvrage.

Le Comité de Défense des Enfants traduits en Justice s'était ému de la situation (Rapport de M. Passez du 27 juillet 1892), et la jurisprudence avait cherché le moyen de faire rentrer la prostitution dans le cadre du vagabondage afin d'en assurer la répression.

22. — Aux environs de 1885 — car il nous faut revenir en arrière — les filles de douze à seize ans arrêtées pour prostitution étaient simplement détenues par mesure administrative pour deux mois au plus, puis relâchées. Elles ne tardaient pas à reprendre leur ancien « métier », se faisaient de nouveau arrêter, et ainsi de suite jusqu'à l'âge où elles pouvaient prétendre à être « mises en carte »

ce qui était la consécration officielle de leur profession et une garantie d'impunité (2).

Les Parquets étaient tentés de poursuivre pour vagabondage. Mais les filles en question justifiaient aisément 1° de ressources : celles de la prostitution ; 2° d'un domicile, représenté le plus souvent par un « garni », qui servait, si l'on ose dire, de local à usage professionnel. Les conditions de l'article 270 faisaient défaut et la répression devenait impossible.

Il fallait donc en venir à décider que les ressources provenant de la prostitution ne constituaient pas les « moyens de subsistance » prévus à l'article 270, et que la prostitution elle-même n'était ni un métier, ni une profession, au sens où l'entend ce même article. Moyennant quoi on pouvait garder l'espoir de poursuivre pour vagabondage quelques prostituées qui n'auraient pas eu de domicile certain.

C'est ce que décida un jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine en date du 19 juillet 1889 (3) et l'arrêt du 10 Mars 1893 de la Cour de Paris, qui prit soin cependant de préciser que, si la prostitution n'empêchait pas l'existence du délit de vagabondage, elle n'équivalait pas non plus à ce délit : les conditions de l'art. 270 devaient toujours être réunies.

Ainsi l'on avait pu poursuivre quelques mineures, qui étaient à la fois prostituées et vagabondes, mais celles qui avaient su mieux s'organiser restaient impunies : en pratique on ne considérait les mineures prostituées comme étant « sans domicile certain » que lorsqu'elles avaient quitté le domicile paternel depuis un mois — ce qui leur laissait tout le temps de bénéficier des conseils d'une « camarade » majeure, de s'installer, etc...

Dans les mêmes cas, les parents, par incurie ou par

(2) La Préfecture de Police de la Seine délivre la carte à 18 ans.

(3) Gazette des Tribunaux, 20 juillet 1889.

complicité, usaient rarement de la « correction paternelle » ; il n'était pas toujours facile de les atteindre par la déchéance de la puissance paternelle, ni de les poursuivre pour excitation à la débauche. De sorte que rares furent les mineurs prostitués qui, par le biais d'un vagabondage coexistant, purent être traduits en justice, acquittés comme ayant agi sans discernement, et confiés à une œuvre ou envoyés en correction.

23. — La loi du 11 avril 1908 crut remédier au mal : il n'était plus nécessaire que le mineur n'eût pas de domicile certain, qu'il n'exerçât pas de profession — il suffisait qu'il se livrât à la prostitution ou même seulement à la débauche, pour que la Chambre du Conseil, sans prononcer de peine, car il n'y avait toujours pas délit, pût recourir contre lui à des mesures de redressement. Ainsi le but que l'on poursuivait semblait atteint.

24. — Après réflexion, il fallut déchanter, et un jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine du 10 mai 1909 acheva la déroute. On poursuivait une mineure pour vagabondage, selon la pratique instaurée depuis 1890.

Mais cette fois le Tribunal répondit : *« Attendu que si antérieurement à la loi de 1908, on pouvait interpréter la loi conformément à la jurisprudence, en ajoutant à l'art. 270 C. Pén. les mots « moyens d'existence avouables », cette interprétation ne saurait plus être appliquée en raison du texte et du but de la loi nouvelle ; qu'une pareille interprétation aurait peut-être un résultat plus efficace en l'espèce, dans l'intérêt de la mineure, mais qu'elle ferait échec à la loi du 11 avril 1908, et qu'il n'appartient pas, dans tous les cas, au Tribunal de créer une mesure qui n'existe pas ; — attendu, dans ces conditions, que le délit de vagabondage n'est pas juridiquement établi ».*

Ainsi, seul tombait sous le coup de la loi de 1908 le mineur qui se prostituait sans quitter le domicile de ses

parents. Dès qu'il le quittait, il fallait aux termes de la même loi qu'il fût l'objet de deux procès-verbaux pour prostitution avant d'être arrêté. Il ne pouvait plus être considéré comme un vagabond — et il lui suffisait en outre de donner un faux nom lors du premier procès-verbal pour ne pas être atteint par la loi de 1908. Ainsi celle-ci se trouvait pousser les mineurs au vagabondage doublé de prostitution, tout en leur assurant en fait l'impunité aussi bien d'un chef que de l'autre.

Chose plus grave, elle entravait même la répression du vagabondage simple : il suffisait au mineur vagabond de faire un acte de racolage, pour ne plus encourir l'arrestation du fait du vagabondage. Il n'aurait pas fallu longtemps pour que les jeunes délinquants fissent leur profit de cet antagonisme de deux lois (4).

Sans doute la jurisprudence serait-elle revenue sur les termes un peu absolus du jugement de 1909, et aurait-elle essayé de concilier l'art. 270 et la loi de 1908 : mais le désaccord des textes était trop grand pour se combler aisément, et la loi de 1908 se prêtait à trop de fraudes.

D'ailleurs il n'y eut pas à faire cette conciliation : ne pouvant obtenir l'accord des municipalités intéressées en vue de créer des établissements destinés à recueillir la clientèle visée par la loi de 1908, le gouvernement dut différer la mise en application de celle-ci (5). La guerre sur-

(4) Dans un article de la Revue Critique de Législation et de Jurisprudence, paru en 1909 et édité à part en brochure, sous le titre : Le vagabondage et la prostitution des mineurs et la loi du 11 avril 1908, M. Marcel Nast a très clairement montré comment la loi de 1908 avait non seulement manqué son but, mais compromis la répression du vagabondage simple.

(5) Nous verrons plus loin que la leçon de la loi de 1908 n'a pas profité aux promoteurs du décret-loi de 1935, qui ont réitéré les mêmes erreurs : d'une part ils ont voulu autoriser l'arrestation tout en se refusant à admettre qu'il y ait délit ; d'autre part l'application du décret-loi était en fait impossible tant que ne serait pas créée toute une série d'établissements nouveaux dont aucun n'existait ou n'était même, pour diverses raisons, prochainement réalisable. V. infra N° 125 et s.

vint, et la loi resta lettre morte jusqu'en 1921, date à laquelle l'art. 270 du Code Pénal fut complété, ainsi que nous le verrons plus loin, de façon à permettre la répression de la prostitution des mineurs.

### C. — LA LOI DU 22 JUILLET 1912

25. — Si nous récapitulons les divers textes législatifs que nous avons examinés jusqu'à présent, nous constatons : 1° que la définition du vagabondage des mineurs est restée la même depuis 1810, 2° que la procédure suivie à l'encontre de ceux-ci est celle du droit commun, seuls l'âge du délinquant et le degré de la répression ayant fait l'objet de réglementations.

26. — Or il était apparu à la fin du xix<sup>e</sup> siècle qu'il y avait de graves inconvénients à soumettre les mineurs à la même juridiction que les majeurs : les Etats-Unis, puis diverses nations européennes, avaient fondé des Tribunaux pour Enfants, où l'on s'efforçait d'instruire minutieusement le cas de ceux-ci, de leur éviter des promiscuités dangereuses avec les criminels invétérés soit pendant les poursuites, soit pendant la période de redressement, et enfin de faire entrer en ligne de compte, pour leur amendement, des considérations d'ordre médical, sociologique ou pédagogique qui jusqu'alors n'avaient pas suffisamment retenu l'attention.

En face de cet effort, la France se présentait avec ses articles 66 et suivants du Code Pénal, et 340 du Code d'Instruction criminelle, incomplets et désuets.

27. — On sentait si bien la nécessité d'une réforme que certaines pratiques des Parquets avaient déjà tracé la voie. Voici un tableau sommaire de ces pratiques extra-légales, qui n'étaient d'ailleurs appliquées couramment qu'au Tribunal de la Seine :

1° Aux environs de 1890, on prit l'habitude d'envoyer à l'instruction toutes les affaires concernant les mineurs de seize ans (Circulaires de M. Lefuel, substitut, du 21 octobre 1898 et de M. Millerand, Garde des Sceaux, du 31 mai 1898).

2° A partir de 1891, les Juges d'Instruction firent mettre les enfants en observation à l'Assistance Publique, pendant la durée de leur enquête. L'art. 4 de la loi du 19 avril 1898 consacra cet usage.

3° En 1903, les substituts commencèrent à faire commettre un avocat d'office par le Bâtonnier de l'Ordre dans toutes les affaires de mineurs.

4° En 1906, quatre juges du Tribunal de la Seine furent spécialisés dans les informations concernant les mineurs. L'année suivante la 8<sup>e</sup> Chambre Correctionnelle fut spécialisée à son tour dans le jugement de ces mêmes affaires. Dans tous les cas on cessa de recourir à la procédure des flagrants délits.

5° Une collaboration du Tribunal et des œuvres consacrées au redressement de l'enfance avait permis d'organiser avant la lettre, de façon indirecte, la liberté surveillée : le Tribunal envoyait l'enfant en colonie pénitentiaire, mais aussitôt l'œuvre qui acceptait de le prendre en charge demandait sa liberté provisoire conformément à l'art. 79 de la loi du 5 août 1850, et le rendait sous condition à sa famille. Si la conduite de l'enfant ne donnait pas satisfaction, on le réintérait en colonie pénitentiaire, par l'intermédiaire de l'œuvre.

28. — Ainsi, lorsqu'après des travaux préparatoires que nous n'avons pas à relater ici, la loi du 22 juillet 1912

(6) Voir Nast et Kleine, Code Manuel des Tribunaux pour Enfants, p. 52 et s., ainsi que le Code de l'Enfance, et son Supplément, déjà cités.

fut votée, elle consista en partie à consacrer ces usages, dont les résultats avaient été satisfaisants. L'innovation capitale qu'elle contenait fut en outre d'établir l'irresponsabilité absolue des mineurs de treize ans, et de prévoir pour eux des mesures spéciales qui devaient être prises en Chambre du Conseil.

Une étude détaillée de la loi du 22 juillet 1912 dépasserait le cadre de cette monographie où nous examinons spécialement le cas du mineur vagabond. Aussi nous préoccuperons-nous seulement des incidences de cette loi sur son sort.

29. — En particulier, nous avons à rechercher comment, en 1912, les art. 66 et s. nouveaux peuvent se combiner avec les articles 270 et 271 du Code Pénal.

En ce qui concerne les art. 66 et 69, seuls applicables au vagabondage, pas de difficultés : ils sont abrogés et remplacés par une nouvelle rédaction dont voici les traits essentiels :

1° Les mineurs de 13 ans sont exclus de ces articles puisqu'ils bénéficient du régime spécial des art. 1 à 14 de la loi.

2° Pour les mineurs de 13 à 18 ans, qui seront acquittés comme ayant agi sans discernement, deux nouveautés a) une mesure intermédiaire entre la remise aux parents et l'envoi en colonie pénitentiaire : la remise à une personne ou à une institution charitable ; b) l'organisation de la liberté surveillée (Art. 66 nouveau).

3° Pour les mineurs de 13 à 18 ans qui ont agi avec discernement, la situation reste la même : ainsi que dans la loi de 1906, ils seront punis comme les majeurs au-dessus de 16 ans, et bénéficieront d'une excuse de minorité au-dessous de seize ans (Art. 69 nouveau).

30. — Et tout de suite se présente une objection : l'art. 69 nouveau n'est-il pas en contradiction avec l'art.

271 ? Ne supprime-t-il pas le régime spécial aux mineurs vagabonds, prévu par ce dernier ?

La négative ne fait pas de doute : les raisons qui ont fait accorder dès 1832 un régime de faveur aux vagabonds subsistent entièrement ; la loi de 1912 n'est pas faite dans le sens de la sévérité, mais elle humanise au contraire les dispositions préexistantes ; elle trace un cadre général dans lequel l'art. 271 peut fort bien s'insérer, aux lieu et place de l'art. 69 nouveau, comme un régime d'atténuation qui concerne nos mineurs vagabonds. Pour le surplus ils bénéficieront des innovations importantes de la loi. Mais en aucun cas celle-ci ne saurait rétablir à leur encontre la peine de prison, supprimée en 1832, et l'interdiction de séjour seule pourra les frapper, en cas de discernement, s'ils ont de 13 à 16 ans. Au-dessus de cet âge seulement ils resteront passibles des mêmes peines que les majeurs.

#### D. — LA LOI DU 24 MARS 1921

31. — La désagrégation morale qui suivit la fin de la guerre de 1914-1918, eut des répercussions fâcheuses sur la criminalité juvénile. L'absence des pères, les circonstances exceptionnelles, la substitution d'une « morale de guerre » à la morale tout court, favorisèrent en particulier le vagabondage.

Le 1<sup>er</sup> juin 1910, M. Etienne Flandin avait déjà déposé sur le bureau du Sénat une proposition de loi à ce sujet. Après rapports de M. Flandin en date des 9 juin 1910 et 21 mars 1911 et avis de la commission en date du 14 mars 1912, le projet avait été adopté le 28 juin 1912. Sur un rapport supplémentaire de M. Flandin, du 1<sup>er</sup> mars 1917, il y eut de nouveau délibération, discussion et adoption le 22 mars 1917. La loi fut transmise à la Chambre le 27 mars de la même année, fit l'objet d'un rapport par M. Sé-

nac le 16 février 1921, fut votée le 16 mars, et promulguée le 24. Elle parut au Journal Officiel le 30.

32. — L'art. 270 du Code Pénal était complété par un alinéa 2 ainsi conçu :

*« Sont considérés comme vagabonds les mineurs de dix-huit ans qui, ayant, sans cause légitime, quitté soit le domicile de leurs parents ou tuteurs, soit les lieux où ils étaient placés par ceux à l'autorité desquels ils étaient soumis ou confiés, ont été trouvés soit errants, soit logeant en garni et n'exerçant régulièrement aucune profession, soit tirant leurs ressources de la débauche ou de métiers prohibés ».*

Cette définition tranchait pour la première fois de façon directe la question de savoir si les mineurs pouvaient se trouver en état de vagabondage. Elle résolvait l'antagonisme qui existait entre la loi du 11 avril 1908 et l'art. 270. Enfin, elle prévoyait pour le mineur la « cause légitime » d'abandon du domicile paternel. Sur ce dernier point, M. Flandin s'était exprimé ainsi dans son second rapport : « Il serait manifestement injuste de considérer et de poursuivre comme vagabond l'enfant qui a pu avoir des motifs légitimes de se soustraire à la surveillance légale de ceux sous l'autorité desquels il était placé, soit qu'il fût de leur part l'objet de mauvais traitements, soit qu'il eût à redouter une influence immorale à laquelle il avait le droit de ne pas rester exposé. Ce n'est pas alors un vagabond, c'est un enfant moralement abandonné, placé sous la protection des lois du 24 juillet 1889 et du 19 avril 1898 ».

Pour le surplus, la définition du vagabondage des mineurs ayant été reprise à nouveau par le décret-loi du 30 octobre 1935, nous étudierons en détail dans la 3<sup>e</sup> partie les éléments constitutifs actuels de ce délit.

33. — L'art. 271, alinéa 2, était remplacé par les trois alinéas suivants, que, pour éviter toute confusion par la suite, nous appellerons dès à présent alinéas 2, 3 et 4.

*« Les vagabonds mineurs de 18 ans seront poursuivis et jugés dans les conditions prévues par la loi du 22 juillet 1912.*

*Les vagabonds de plus de treize ans et de moins de seize ans ne pourront être condamnés à la peine d'emprisonnement, mais après avoir été déclarés par jugement coupables de vagabondage, ils seront, selon les circonstances, soit remis à leurs parents, soit confiés à une institution charitable ou à un particulier, soit envoyés dans une école de réforme ou de préservation, ou dans une colonie pénitentiaire ou correctionnelle pour y être élevés et retenus jusqu'à l'âge de vingt et un ans, à moins que, avant cet âge, ils n'aient été admis à contracter un engagement régulier dans les armées de terre ou de mer.*

*Dans les cas où le Tribunal aura ordonné que le mineur sera remis à ses parents, à une personne ou à une institution charitable, il pourra décider, en outre, que ce mineur sera placé, jusqu'à l'âge de vingt et un ans au plus, sous le régime de la liberté surveillée, conformément aux dispositions des art. 20 à 24 de la loi du 22 juillet 1912 ».*

34. — Analysons les éléments que nous apporte le nouvel art. 271 du point de vue correctif et répressif :

1° Il confirme pour les mineurs de treize ans les dispositions spéciales des art. 1 à 14 de la loi de 1912.

2° Certains commentateurs ont prétendu que pour les mineurs de 13 à 16 ans, la question de discernement n'avait plus d'intérêt, puisqu'ils se trouvaient tous soumis au régime de l'alinéa 3. Tel n'est pas notre avis. L'alinéa 2 nouveau est un renvoi général à la loi de 1912. Les alinéas 3 et 4 sont des dérogations à ce renvoi. Or l'alinéa 3 envisage le cas des mineurs qui auront été « déclarés, par ju-

gement, coupables de vagabondage ». Si l'on se souvient que les mineurs ayant agi sans discernement doivent, aux termes de l'art. 66, être *acquittés*, puis soumis à une mesure de redressement, il faut considérer logiquement que l'alinéa 3 s'applique à ceux qui loin d'être acquittés, sont « déclarés coupables » ce qui implique qu'ils ont agi avec discernement, et ce qui justifie que cet alinéa, dérogeant à l'art. 69 en ce qu'il supprime la peine, prévoie cependant pour eux une série plus complète et plus sévère de mesures de redressement, que celle qui figure à l'art. 66. Ainsi loin de disparaître, la question de discernement devient plus importante que jamais (7).

3° Ceci posé, le mineur de 13 à 18 ans ayant agi sans discernement sera soumis à l'art. 66 dont nous avons souligné plus haut les deux innovations.

4° Les mineurs de treize à seize ans ayant agi avec discernement échappent enfin à la peine de l'interdiction de

(7) L'opinion que nous présentons ici est loin d'être universellement admise. Au contraire, le traité de MM. Vidal et Magnol, 8<sup>e</sup> édition, P. 265, soutient que la question de discernement ne doit plus être posée. M. Popineau est du même avis (Lois Nouvelles 1921-1-369). De plus, M. Sénac avait déclaré à la Chambre : « Le nouvel article 271 ne distingue pas entre les mineurs vagabonds âgés de 16 ans suivant qu'ils ont agi avec ou sans discernement. » M. Flandin ne s'était pas prononcé sur la question. Enfin le commentateur du Recueil Sirey (1926-4-450) souligne que depuis la loi de 1921 il n'y a plus de mesure intermédiaire entre l'acquittement pur et simple et la culpabilité « déclarée », l'acquittement pour défaut de discernement étant devenu impossible.

A notre avis, les débats souvent confus qui ont précédé le vote d'une loi ne sauraient aller à l'encontre de ce que la même loi exprime avec une rigueur grammaticale. Peut-on d'ailleurs, à la faveur d'une ambiguïté, déclarer supprimée la question de discernement, qui est partie intégrante du statut de la délinquance juvénile ?

M. Le Poittevin, dans le « Supplément au Code l'Enfance », p. 210, et le commentateur anonyme de Dalloz (D.P. 1921.4.100) soutiennent la même thèse que nous. La discussion n'a plus aujourd'hui qu'un caractère rétrospectif. Nous ne connaissons pas de jurisprudence sur la question.

séjour. Mais ils peuvent non seulement être soumis aux mesures de redressement de l'art. 66, mais encore être envoyés : a) dans une école de réforme ou de préservation ; b) dans une colonie correctionnelle. Quant aux autres mesures prises à leur encontre, le juge ne peut plus en fixer la durée à sa guise : le mineur les subira jusqu'à sa vingt-et-unième année. Et celles d'entre ces mesures qui peuvent s'en accommoder pourront être assorties du régime de la liberté surveillée. Ainsi en décide l'alinéa 4, car il fallait un texte spécial pour appliquer aux mineurs ayant agi avec discernement la mise en liberté surveillée, jusque là réservée aux non-discernants.

5° Enfin les mineurs de seize à dix-huit ans ayant agi avec discernement, tout en bénéficiant des dispositions de procédure de la loi de 1912, seront punis comme les majeurs : ici rien n'est changé, quant à la peine.

35. — Il avait fallu plus de dix ans pour voter ce texte, qui au moins avait été mûrement étudié. Encore n'était-il qu'une très faible partie du projet initial de 1910, lequel comportait la refonte complète des articles 270 à 284 du Code Pénal, relatifs au vagabondage et à la mendicité, et organisait l'assistance par le travail. M. Flandin, comprenant que les Chambres éterniseraient la discussion de cette réforme d'ensemble, avait au moins tenu à en faire aboutir la partie la plus urgente, concernant les mineurs. Le reste du projet, voté par le Sénat en 1921, ne le fut à la Chambre qu'en 1933, après modifications. Il a fait retour au Sénat, et la navette continue...

36. — A l'époque, la loi de 1921 donna des résultats satisfaisants. Enfin on put réparer le fiasco de la loi de 1908, et réprimer la prostitution des mineurs. La notion de « cause légitime » du vagabondage évita des répressions injustes.

Cependant, on ne manqua pas de faire remarquer que

le mineur de seize ans, ayant agi avec discernement, était en fin de compte puni de façon beaucoup plus sévère que le mineur de dix-huit ans, également convaincu de discernement.

En outre, il aurait fallu mettre sur pied une série d'écoles de préservation. On n'en fit rien, pour des raisons essentiellement budgétaires. Le système d'amendement des mineurs y perdit en souplesse.

Malgré tout, les spécialistes de la matière, ceux qui eurent à appliquer la loi à des titres divers, — magistrats, dirigeants de patronages, membres de l'Union des Sociétés de Patronage, avocats, Comité de Défense des enfants traduits en justice, tous s'en accommodèrent, et en louèrent l'esprit de même qu'ils en appréciaient la rédaction : pour une fois, on n'avait pas eu à tailler et à retailler, et aucun règlement d'administration publique n'avait été nécessaire.

37. — Cependant, quelques années plus tard, la presse essaya d'alerter l'opinion à propos de la criminalité juvénile. Le sujet avait l'avantage de satisfaire les goûts malsains d'un certain public, et peut-être aussi de flatter certaines vanités. Aussi fut-il largement exploité. De critiques fondées — tout au moins à l'époque — sur les maisons de correction (8), on en vint à une littérature rocambolesque sur les « bagnes d'enfants ». Peu à peu, on mit

(8) Voir notamment l'ouvrage saisissant de Louis Roubaud, « Les enfants de Caïn », Grasset éditeur. Il faudra tenir compte cependant que depuis la date de ce reportage, l'Administration Pénitentiaire a fait de gros efforts pour améliorer les anciennes « maisons de correction » dénommées maintenant « maisons d'éducation surveillée ». Voir l'ouvrage de M. Mossé « Les prisons et les institutions d'éducation corrective », Sirey, 1929, ainsi que sa chronique dans le N° 1 de la *Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé*, page 92. La collection de la *Revue Pénitentiaire*, dont la publication est malheureusement interrompue depuis 1933, fournira d'abondantes indications rétrospectives.

en avant la réforme de la loi de 1921, comme s'il n'y avait pas auparavant à abroger ou à modifier bien d'autres articles désuets du Code Pénal, bien d'autres lois véritablement malfaisantes.

M. Louis Rollin, député de Paris, décida d'attacher son nom à cette réforme, et fit à son tour une campagne de presse (9).

Enfin, lorsque la loi du 8 juin 1935 autorisa le gouvernement à prendre par décret toutes mesures ayant force de loi pour défendre le franc, on résolut de la mettre à profit. A aucun moment, le Comité de Défense ou l'Union des Sociétés de Patronage ne furent consultés.

Le 30 Octobre 1935 parut, sans autre forme de procès, un décret-loi abrogeant les art. 270 al. 2, et 271 al. 2, 3 et 4 du Code Pénal, et leur substituant un texte nouveau, sans en prévoir toutefois l'incorporation dans le Code à la place des articles abrogés, de sorte qu'il faudra l'aller chercher en appendice ou en note dans les codes usuels. Ce décret-loi était le huitième de ceux du Ministère de la Justice, et d'ores et déjà on l'appelle couramment « décret loi N° 8 ». Nous adopterons cette appellation, qui a l'avantage de la brièveté.

Cette fois, bien entendu, nous ne disposons pas des documents parlementaires habituels que l'on invoque chaque fois qu'il faut éclairer un texte obscur, et rechercher l'intention du législateur.

En tout et pour tout, ces quelques lignes dans le rapport au Président de la République :

*« Il nous a paru nécessaire, en vue d'assurer de façon*

(9) Dans le journal *Le Journal*. On ne peut songer à faire le dénombrement des quotidiens ou des périodiques qui ont abordé le sujet. La plupart des articles ainsi publiés fourmillent d'erreurs, lorsqu'ils ne relèvent pas de la plus basse pornographie. La « grande presse », en quête de gros tirages, a complètement faussé un problème qui méritait une publicité de meilleur aloi,

*plus humaine et à la fois plus efficace la protection et le relèvement des mineurs abandonnés, de substituer aux dispositions de la loi de 1921 un régime nouveau comportant un ensemble de mesures d'assistance et d'éducation. »*

En outre, pour nous renseigner sur les intentions personnelles de M. Rollin, nous avons ses écrits, et un projet de loi qu'il avait déposé en 1928.

38. — Présentant les décrets-lois relatifs à la protection de l'enfance, M. Voirin écrit : « Ils offrent en outre un autre trait commun : l'illégalité (10) ». Et il n'a point de peine à démontrer que n'importe quel Tribunal, juge sinon de la constitutionnalité, du moins de la légalité des décrets, pourra s'aviser qu'il n'existe que des rapports très lointains entre le vagabondage des mineurs et la défense du franc.

Nous ne le suivrons pas sur ce terrain, où il faut bien lui donner raison. Nous considérerons que le décret-loi va désormais régir la pratique des Tribunaux pour Enfants, et c'est comme tel que nous l'étudierons en troisième partie.

Toutefois, pour résumer nos explications sur l'historique du vagabondage des mineurs, nous les présentons sous la forme d'un tableau que l'on trouvera ci-contre.

(10) *Lois Nouvelles*, N° 2, 15 janvier 1936 (1<sup>re</sup> partie, page 1).

TABLEAU HISTORIQUE DE

| DATE DE LA LOI                | MINEURS DE 13 ANS                                                                                                                 |                                                                          |
|-------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| Code Pénal                    | S. D.* Remise à parents ou mesures de redressement.<br>A. D. 6 jours à 3 mois de prison et mise à la disposition du Gouvernement. | S. D. Rem<br>de redres<br>A. D. 6 j<br>et mise<br>vernemen               |
| Loi du<br>28 Avril 1832       | S. D. Remise à parents ou mesures de redressement.<br>A. D. Surveillance de la haute police **.                                   | S. D. Rem<br>de redres<br>A. D. Sur<br>lice **.                          |
| Loi du<br>12 Avril 1906       | S. D. Remise à parents ou mesures de redressement.<br>A. D. Interdiction de séjour.                                               | S. D. Rem<br>de redres<br>A. D. Inte                                     |
| Loi du<br>22 Juillet 1912     | Toujours considérés comme sans discernement, sont remis aux parents ou font l'objet d'un placement.                               | S. D. Rem<br>sonne ou<br>mesures d<br>A. D. Inter                        |
| Loi du<br>24 Mars 1921        | Idem.                                                                                                                             | S.D.*** Rem<br>sonne ou<br>mesures d<br>A. D. Idem<br>sures de<br>plète. |
| Décret-loi<br>30 Octobre 1935 | Remise aux parents, ou à institut<br>Publique, ou à tout établissemen                                                             |                                                                          |

\* Abréviations : S.D. : Sans Discernement ; A.D. : Avec Discernement.

\*\* Après le 27 Mai 1885, lire partout « interdiction de séjour », au lieu

\*\*\* Nous admettons, on l'a déjà vu, que la question de discernement e

N. B. — On tiendra compte que depuis le 22 Juillet 1912, la mise en li

# AGABONDAGE DES MINEURS

|                                                                | 16 A 18 ANS                                                                                                                                           | MAJEURS                                                         |
|----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| ures<br>ison<br>Gou-                                           | 3 à 6 mois de prison, et mise à la disposition du Gouvernement.                                                                                       | 3 à 6 mois de prison, et mise à la disposition du Gouvernement. |
| ures<br>po-                                                    | 3 à 6 mois de prison, et surveillance de la haute police **.                                                                                          | 3 à 6 mois de prison, et surveillance de la haute police **.    |
| ures                                                           | S. D. Remise à parents ou mesures de redressement.<br>A. D. 3 à 6 mois de prison et interdiction de séjour.                                           | 3 à 6 mois de prison, et interdiction de séjour.                |
| per-<br>ou                                                     | S. D. Remise à parents, ou à personne ou institution charitable, ou mesures de redressement.<br>A. D. 3 à 6 mois de prison et interdiction de séjour. | Idem.                                                           |
| per-<br>ou<br>me-<br>com-                                      | S. D. Remise à parents, ou à personne ou institution charitable, ou mesures de redressement.<br>A. D. 3 à 6 mois de prison et interdiction de séjour. | Idem.                                                           |
| particulier, ou à l'Assistance<br>té de la liberté surveillée. |                                                                                                                                                       | Idem.                                                           |

la haute police ».

oujours possible.



## DEUXIEME PARTIE

---

### COMMENT ET POURQUOI LE MINEUR VAGABONDE

---

- CHAPITRE I. — ASPECTS HABITUELS ET STATISTIQUES DU  
VAGABONDAGE DES MINEURS.
- CHAPITRE II. — COMMENT ON RECHERCHE LES MOBILES DU  
VAGABONDAGE DES MINEURS.
- CHAPITRE III. — FACTEURS HÉRÉDITAIRES ET PATHOLOGIQUES  
DU VAGABONDAGE DES MINEURS.
- CHAPITRE IV. — MOBILES D'ORDRE FAMILIAL ET SOCIAL.
- CHAPITRE V. — RÉCAPITULATION ET CONCLUSION.
-



## CHAPITRE PREMIER

---

### Aspects habituels et statistiques du vagabondage des mineurs

---

39. — « Hâve, déguenillé, un enfant marche à l'aventure... » Telle est la phrase que l'on trouve dans les faits divers des journaux et dans les romans à un franc vingt-cinq. Tel est aussi, assez rarement, l'aspect du mineur vagabond.

En effet, ceux qui se bornent à quitter leur domicile régulier pour errer pendant quelques jours, chercher un vague travail, et se faire arrêter, exténués, sur un banc ou sous une porte cochère, sont peu nombreux. Cette forme simple et bénigne de vagabondage est malheureusement la moins répandue, surtout dans les grandes agglomérations.

40. — Tout d'abord, il arrive souvent que des actes sexuels aient lieu au cours du vagabondage. Huit mineures sur dix ont fait cette triste expérience, et l'on est presque heureux lorsque c'est avec un même « ami », et non avec quelques dizaines d'individus (1). Parmi les garçons, on

(1) Le Docteur Faivre a observé à Fresnes que sur 622 vagabondes, 510 se livraient habituellement à la prostitution. De ces dernières, 100 seulement étaient saines ; 91 étaient atteintes de syphilis, 297 de blennorrhagie, 22 de ces deux maladies à la fois. (Les jeunes vagabondes prostituées en prison, Paris, 1931).

n'arrive pas toujours à dénombrer ceux qui ont voulu « faire les hommes ». Mais on constate plus facilement les relations homosexuelles, et on en trouve deux ou trois cas sur dix, tout au moins dans les grands centres.

41. — En outre, les enfants errants se livrent souvent à des tentatives de délits, que leur inexpérience fait échouer, et que les magistrats indulgents passent parfois sous silence.

Enfin, il arrive plus d'une fois que le vagabondage s'accompagne d'un délit, et ne soit même révélé qu'au cours de la constatation de ce dernier.

Par exemple, un mineur sera trouvé dans un train sans être muni d'un titre de circulation. Coupable d'infraction à la police des chemins de fer, il sera en outre convaincu de vagabondage après un interrogatoire qui révélera qu'il a depuis quelque temps quitté le domicile de ses parents, et qu'il vit d'expédients.

Un autre, qui n'a pas mangé depuis la veille, se fera prendre en flagrant délit de vol à l'étalage d'un magasin d'alimentation ; on s'apercevra que lui aussi est en état de vagabondage.

Un troisième, inculpé de coups et blessures après une rixe dans un débit, avouera au juge d'instruction que depuis deux mois il a quitté la ferme où ses parents l'avaient placé comme petit valet, et que depuis il a couché dans des meules de foin, puis dans un square en arrivant à la ville, etc...

Dans d'autres cas, le vagabondage sera la façon de vivre plus ou moins récente et habituelle sur laquelle seront venus se greffer des délits occasionnels : filouterie d'aliments, outrage public à la pudeur, etc...

Ainsi il nous apparaît que le vagabondage simple est assez rare. On comprend que dans ces conditions les statistiques, et surtout les statistiques d'ensemble, ne puissent avoir de précision rigoureuse. On le comprend d'autant

mieux, que dans beaucoup de tribunaux de province, la juridiction pour enfants ne retient pas suffisamment l'attention des magistrats, de sorte que ceux-ci ne recherchent pas avec tout le soin désirable, en vue de la statistique, quelle a été dans chaque dossier la qualification prépondérante.

Enfin ajoutons que les commissariats de police sont loin de transmettre au Parquet tous les dossiers de mineurs : s'érigeant en juges, les commissaires se bornent dans bien des cas à une réprimande. Certains d'entre eux, avaient même imaginé de placer directement des mineurs vagabonds en vertu des décrets-lois !

C'est sous ces réserves que nous allons examiner les divers documents de statistique qui existent en la matière.

42. — Aux termes de l'article 23 du règlement d'administration publique en date du 31 août 1912, le Ministère de la Justice doit publier tous les cinq ans au Journal Officiel un rapport faisant connaître les résultats de l'application de la loi du 22 juillet 1912.

Par suite de la guerre de 1914, le premier rapport ne fut publié qu'en 1927, portant sur la période 1914-1925. Le second rapport, embrassant la période de 1926 à 1930, fut publié en 1932. Les résultats de la période 1930-1935 ne sont pas encore connus au jour où nous écrivons.

De ces documents, il ressort qu'en 1930, 18.004 mineurs de dix-huit ans ont été déférés aux Parquets, aux juges d'instruction, et aux Tribunaux pour enfants et adolescents de France, contre 20.563 en 1925, ce qui accuse une diminution de 10 % environ de la criminalité juvénile pendant cette période de cinq ans. Mais d'après les renseignements que nous possédons, cette amélioration ne semble pas devoir se maintenir pour la période qui va de 1930 à 1935, bien au contraire.

Sur les 18.004 mineurs dont les dossiers ont été cons-

titués en 1930, 1980 ont moins de treize ans, 6.090 ont de treize à seize ans, et 9.934 ont de seize à dix-huit ans. De ces 18.004 mêmes jeunes délinquants, 12.234 ont été jugés, les autres ayant bénéficié d'un non-lieu ou d'un classement.

43. — Nous aurons à examiner plus tard les mesures prises à l'égard des mineurs dont les dossiers ont été retenus.

Pour l'instant, nous voudrions démêler, parmi les délits de toutes sortes qui sont relevés, la proportion des vagabondages. Or, à ce sujet, les rapports que nous examinons ne donnent pas de chiffres, mais se contentent d'un classement approximatif par ordre d'importance décroissante. Nous lisons dans le rapport de 1932 : « Les délits les plus fréquents sont, comme en 1919-1925, les vols simples, dans la proportion de 50 % environ, le vagabondage, les coups et blessures, les infractions à la police des chemins de fer, les délits de chasse, et les blessures involontaires. »

44. — Il nous faut donc aller chercher des précisions dans des documents moins généraux. La statistique des arrestations de mineurs à Paris, dressée par la Préfecture de Police, donne pour 1925 les proportions suivantes, qui ne varient guère d'année en année ; sur 4.691 mineurs arrêtés, il y a 1.636 vols, 1.470 vagabondages, 183 escroqueries et abus de confiance, 177 infractions à la police des chemins de fer, 172 affaires de coups et blessures, menaces, etc (2). Ainsi, le vagabondage est relevé dans un tiers des dossiers environ, sous réserve de l'exactitude de la qualification et des observations que nous avons précédemment faites au sujet de délits concomitants. La pro-

(2) Publié dans la *Revue Pénitentiaire*, 1925, p. 193.

portion paraît être à peu près identique dans tous les grands centres, mais il serait risqué de l'étendre aux régions agricoles.

45. — Un autre document, particulièrement précieux, mais relatif, lui aussi, au seul département de la Seine, est le rapport annuel établi sur le fonctionnement du Tribunal pour enfants et adolescents, en exécution de l'article 38 du décret du 15 janvier 1929. Pour l'année 1935, compte non tenu des incidents à la liberté surveillée, 1.650 mineurs de dix-huit ans ont été déférés au Tribunal. Il y a lieu d'y ajouter 116 vagabonds, qui, comparaisant après le décret-loi du 30 octobre 1935, c'est-à-dire pendant les mois de novembre et de décembre, n'ont pas été portés dans la statistique, puisqu'ils ne sont plus considérés comme délinquants. Au total, 1.766 comparutions. Or la discrimination faite depuis fin octobre pour les vagabondages a au moins l'avantage de nous en faire connaître le nombre : 116 pour deux mois, ainsi que nous venons de le dire, ce qui ferait environ 700 par an si le rythme se maintenait régulièrement pendant une période de douze mois. La proportion du vagabondage parmi les autres délits atteindrait presque 40 %.

46. — Il ne faut pas demander aux statistiques une précision rigoureuse, — si soigneusement établies soient-elles —, et surtout il ne faut pas les généraliser à outrance. Bornons-nous à constater que parmi les délinquants juvéniles, on compte certainement un bon tiers de vagabonds en moyenne.

Des recherches particulières aboutissent sensiblement au même résultat, d'ailleurs conforme à nos investigations personnelles. Le docteur Heuyer trouve 30 % de vagabonds parmi les mineurs qu'il examine. Au congrès de médecine légale de 1928, le docteur Roubinovitch arrivait aux chiffres suivants : 16 % de vagabondage proprement dit,

6 à 7 % de vagabondage spécial des garçons — le tout sans préjudice du vagabondage des filles, accompagné de prostitution, qui n'a jamais pu être sérieusement déterminé, en raison des difficultés d'application de la loi du 11 avril 1908 (3).

Enfin, une étude approfondie de trois cents dossiers d' « enfants de justice », dans l'arrondissement de Bruxelles, en 1929, a révélé 116 cas de vagabondage (47 garçons, 69 filles) soit toujours environ un tiers (4).

47. — Appliquant à l'ensemble du territoire le résultat des observations que nous venons de présenter, nous pouvons donc conclure que, — bon an, mal an, — cinq ou six mille enfants comparaissent devant les magistrats de la République pour vagabondage, ce qui revient à dire, selon la formule qu'on ne répétera jamais assez, que cinq ou six mille enfants sont chaque année « à l'école du crime ».

Ils sont assez nombreux, les dangers qu'ils courent et font courir sont assez grands, la responsabilité des pouvoirs publics à leur sujet est assez engagée, pour qu'il soit inutile d'insister sur l'importance de la question que nous étudions.

---

(3) Cité par le Docteur Beley, dans une thèse sur « La prophylaxie de l'acte anti-social chez le mineur instable », p. 50. L'auteur de cet ouvrage a spécialement étudié le rôle de l'instabilité caractérielle dans la délinquance.

(4) Aimée Racine, « Les enfants traduits en justice », Sirey, 1935.

## CHAPITRE II

---

### Comment on recherche les mobiles du vagabondage des mineurs

---

48. — Lorsqu'il s'agit de déterminer pourquoi tant d'enfants sont devenus des vagabonds, nous nous trouvons en face d'éléments complexes. Comme en matière de criminalité générale, nous rencontrons, entre l'école anthropologique et l'école sociologique, de nombreuses théories intermédiaires. Chacun, selon sa spécialité, pense que cette dernière fournit sinon la seule, du moins la plus sûre explication. Les médecins ramènent volontiers la question à l'étude de facteurs pathologiques aigus, les psychologues font ressortir la solitude morale de l'enfant dans un milieu incompréhensif ou hostile, tandis que les éducateurs incriminent un défaut de scolarité ou un mauvais comportement au cours des études.

Désirant juger sur pièces, d'après des données concrètes, nous nous proposons de rechercher les résultats tangibles des investigations auxquelles il est procédé en vue de la comparution des jeunes vagabonds.

En principe, ce sont :

- 1° Les procès-verbaux de police.
- 2° Les pièces de l'instruction.

3° L'enquête sociale.

4° L'examen médical.

5° Les incidents de la comparution à l'audience.

49. — Les procès verbaux de police nous intéressent seulement par l'exposé des conditions dans lesquelles l'acte délictueux a été constaté, et encore ont-ils à ce sujet une valeur très inégale, selon les capacités professionnelles de ceux qui les ont dressés (1). Les autres renseignements (famille, milieu, etc.) ne sont souvent que de seconde source, mal ou peu contrôlés, de sorte que nous préférons en ce qui les concerne nous en rapporter à l'enquête sociale.

50. — L'instruction était souvent de nature à éclairer le Tribunal sur les véritables mobiles du mineur : un juge d'instruction averti pouvait faire merveille à cet égard, et en consignait un ensemble d'indices, orienter le Tribunal vers les mesures de redressement les plus efficaces. Or le décret-loi N° 8 a d'un trait de plume supprimé l'instruction en matière de vagabondage, ainsi que nous le verrons plus loin. Les seuls contacts de l'enfant avec les magistrats ont lieu désormais au Petit Parquet, lors de son placement provisoire, et à l'audience même. Une source précieuse de renseignements, élément important de la conviction des juges, a ainsi disparu.

51. — La loi du 22 juillet 1912 a prévu dans son art. 4 que le juge chargé de l'instruction des affaires de mineurs

(1) Une brigade spéciale de la protection des mineurs a été créée en 1930 à la Police Judiciaire, à Paris. Elle comprend un inspecteur principal adjoint, deux brigadiers, onze inspecteurs. La Ville de Paris a créé tout récemment vingt postes d'assistantes de police. Ces deux institutions rendent les plus grands services et sont dès à présent débordées. Il est évident qu'elles offrent un maximum de garanties quant aux enquêtes dont nous parlons. Voir, au sujet des assistantes de police, *Bulletin de l'Union des Sociétés de Patronage*, 1936, p. 75.

devra procéder « à une enquête sur la situation matérielle et morale de la famille, sur le caractère et les antécédents de l'enfant, sur les conditions dans lesquelles celui-ci a vécu et a été élevé, et sur les mesures propres à assurer son amendement. Cette enquête sera complétée, s'il y a lieu, par un examen médical ».

Le décret-loi N° 8 a repris ces dispositions dans les termes suivants, beaucoup moins explicites : « Après une enquête sur l'enfant, la famille, le milieu, et après examen médical du mineur, le Président..... » etc.

La loi de 1912 n'exigeait l'enquête sur la famille et le milieu (l'enquête sociale, comme on dit couramment) que pour les mineurs de 13 ans. Le juge d'instruction était libre d'y procéder lui-même ou de la confier à des rapporteurs. A la Seine, dès 1927, on prit l'habitude de confier cette enquête à des œuvres disposant de services spécialisés (assistantes sociales, etc) et de la faire diligenter pour tous les mineurs. Il en fut de même dans certains grands centres disposant d'œuvres semblables. Par contre, dans de nombreux arrondissements de province où l'institution de rapporteurs n'a jamais pu être mise sur pied, l'enquête sociale se trouve réduite à un minimum d'investigations, et consiste souvent en renseignements de police, n'offrant pas toujours toutes les garanties désirables.

Sous le régime du décret-loi, l'enquête sociale continuera à être faite. Mais le juge d'instruction, n'ayant plus à instruire les vagabondages de mineurs, ne pourra plus désormais ni diligenter, ni faire diligenter ces enquêtes. Le Parquet se substituera à lui pour les confier aux œuvres spécialisées, ou aux rapporteurs là où il en existe. A défaut, les renseignements du commissariat de police feront autorité (2).

(2) Ici encore, Paris et les grandes villes sont particulièrement bien outillées. A Paris, les enquêtes sociales sont réparties entre les œuvres suivantes : 1° Le Service Social de l'Enfance en danger moral, fondé en 1923 par Miss Chloe Owings, qui compte une trentaine

Une enquête sociale régulièrement faite doit englober les éléments suivants :

A) *Sur le mineur :*

Etat-civil et arbre généalogique.

Instruction (enquête auprès des maîtres).

Apprentissage, métier. (Enquête auprès des patrons).

Notes sommaires sur l'état de santé, sur les maladies d'enfance, sur l'hérédité (syphilis; alcoolisme, tuberculose, etc.), sur l'opportunité de procéder à un examen médical complet.

Caractère, moralité. Habitudes. Penchants et jeux. Milieu. Fréquentations. Influences. Respect des parents.

B) *Sur la famille :*

Etat-civil des parents et alliés.

Métier des parents. Salaires. Budget familial.

Ambiance de la famille. Goûts. Conduite. Moralité. Réputation. Hygiène. Santé.

Intentions et autorité des parents. Crédit à y attacher.

C) *Conclusions et propositions.*

d'assistantes sociales, et dont relève le « Foyer de Soullins », à Brunoy (S.-et-O.) ; 2° La Sauvegarde de l'Adolescence ; 3° Les Mairaines Sociales ; 4° L'Aide Morale de la Jeunesse traduite en justice.

Le « Nouveau Guide pour la protection de l'enfance traduite en justice », édité par l'Union des Sociétés de Patronage de France et par le Comité de Défense des Enfants traduits en justice de Paris, donne sur ces organismes les renseignements les plus précieux (p.358 et suivantes).

En outre, un certain nombre de grands patronages, comme le Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence, rue de Vaugirard, assurent eux-mêmes les enquêtes sociales relatives à leurs pupilles.

Sur l'importance du rôle des assistantes sociales, voir notamment Elisabeth Huguenin, Les Tribunaux pour Enfants, Paris 1935, p. 29 et s. Cet ouvrage donne des aperçus d'ensemble excellents sur les questions qui nous intéressent.

Certains décrets-lois du 30 Octobre 1935 ont consacré le rôle des assistantes sociales. Toutefois le décret-loi n° 8, que nous étudions, ne les mentionne pas.

52. — L'examen médical était facultatif sous le régime de la loi de 1912. A la Seine, avant 1929, on y procédait chaque fois qu'un rapporteur en signalait la nécessité. En 1929, une circulaire prescrivit de procéder en tous les cas à un examen médico-pédagogique (3). Par contre, dans les petits tribunaux, rien n'était fait la plupart du temps.

Le décret-loi N° 8 rend cet examen obligatoire pour les vagabonds. C'est dans les petits tribunaux surtout que cette disposition produira son effet, dans la mesure où l'examen pourra être confié à un spécialiste, et non à un praticien peu expert en la matière, ou surchargé de travail.

Les examens médicaux, plus ou moins complets selon les circonstances, portent généralement sur les points signalés par l'enquête sociale, que le médecin a sous les yeux. On y retrouve donc, sous une forme plus scientifique, le résultat des recherches sur le milieu physique, familial, moral, scolaire, professionnel, et celui des observations sur le caractère. En outre le médecin établit une véritable fiche médicale du mineur, de ses ascendants et de ses collatéraux (Antécédents personnels du mineur, incidents de la gestation, circonstances de l'accouchement, venue des dents, âge de la marche, de la parole, de la propreté, étapes de la croissance. Antécédents pathologiques, avec observation sur le sommeil et l'émotivité. Aspect gé-

(3) A Paris, cet examen a lieu à Fresnes, pour les détenus, et au dispensaire de l'Assistance Publique pour les non-détenus.

Le Service Social de l'Enfance est outillé pour procéder lui-même aux examens médico-psychiatriques et syphiligraphiques des enfants dont il s'occupe à des titre divers.

Enfin, il existe au Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence, fondation de Henri Rollet, une remarquable Clinique de Neuro-Psychiatrie infantile, dépendant de la Faculté de Médecine, et dirigée par le Docteur Heuyer.

Pour situer le genre d'activité de ces différents services, on lira avec intérêt la « Leçon inaugurale » du Docteur Heuyer, publiée en 1926, et son exposé au Congrès du Patronage de 1933 (*Revue Pénitentiaire*, 1933, p. 322).

néral, taille, musculature, fonctions sensorielles, réflexes. Profil mental établi d'après les tests usuels de Binet-Simon, etc.) (4)

53. — Les contacts de l'enfant avec les magistrats sont assez brefs depuis la suppression de l'instruction. La comparaison au Parquet peut donner au Procureur ou à ses substituts l'occasion de faire quelques observations intéressantes, et rien ne les empêche de les consigner sur une fiche pour le dossier, ou d'en entretenir le Président, comme d'ailleurs rien ne les y oblige. A l'audience même, l'attitude du mineur peut être pleine d'enseignements comme elle peut être décevante. Certains magistrats ne savent pas interroger les enfants, d'autres n'en ont pas ou n'en prennent pas le temps, d'autres sont trop systématiquement défiants ou hostiles (5). Enfin et surtout, il y a très peu d'enfants qui se prêtent à des interrogatoires aussi rapides, et se livrent en si peu de temps. En dehors des pervers, qui mentent ou se butent, la plupart des jeunes délinquants n'ont pas le temps de se familiariser avec les choses et les gens qui les entourent, ni de se sentir en confiance. Que de fois des magistrats ont attendu un « cri du cœur » qui n'est pas venu ! Et il faut incriminer avant tout

(4) On trouve dans le « Nouveau Guide », déjà cité, p. 475, un des rapports médico-psychologiques dont les magistrats prennent connaissance lorsque l'enfant comparaît devant eux, ainsi que le questionnaire biosociologique très complet qui sert à l'établissement de ces rapports. Ce questionnaire est dû au Docteur Paul-Boncour.

(5) A Paris, dans les locaux du quai des Orfèvres — les anciennes écuries de la Garde Républicaine ! — M. le Président Baffos, M. le Substitut Médan, MM. les Juges et Substituts-Adjointes rendent une justice humaine et compréhensive à laquelle on doit rendre un hommage absolu. On regrette seulement qu'ils aient à la rendre dans un décor si minable, aidés par des services défectueusement installés. De plus, le Tribunal pour Enfants est surchargé de travail, et il n'est pas rare que les audiences se terminent après huit heures du soir. Le T.E.A. a en outre un rôle extra-légal de plus en plus considérable, et les familles prennent l'habitude, du reste excellente en elle-même,

la nature même de l'enfant, qui ne s'accommode pas toujours des règles de la procédure, et de l'emploi du temps des tribunaux.

54. — Ayant passé en revue les méthodes d'investigation habituelles, qui nous mettent en mesure d'établir les causes du vagabondage, nous allons dans les chapitres suivants présenter une classification de celles-ci.

---

de venir le consulter officieusement à tout instant. Enfin, depuis le décret-loi n° 8, c'est en fait le Président qui assure l'instruction des vagabondages. Malgré tout, rien n'a été fait, bien au contraire, pour décongestionner la 15<sup>e</sup> Chambre. Seul le dévouement des magistrats permet d'assurer le service normal, mais il leur est impossible d'approfondir certains cas comme ils le voudraient.

Nos critiques portent donc sur certains petits tribunaux, où les magistrats ne sont ni spécialisés — bien entendu — ni même suffisamment habitués aux affaires de mineurs, qu'ils jugent trop rapidement en début ou en fin d'audience. On ne sait d'ailleurs quel remède proposer : tribunaux régionaux spécialisés — (mais les frais de déplacement seront considérables) tribunaux spéciaux ambulants — ou réforme des modes d'accès à la magistrature et création de diplômes nouveaux sanctionnant des études de criminologie pratique.



## CHAPITRE III

---

# Facteurs héréditaires et pathologiques du vagabondage des mineurs

---

### § 1. — ROLE DE L'HÉRÉDITÉ

55. — L'importance des facteurs héréditaires dans la criminalité est aujourd'hui universellement reconnue (1).

Les névropathes hérédo-similaires, nés de parents névropathes, sont sujets à des psycho-névroses d'usure. Les tares familiales graves des parents se traduisent chez les enfants par des altérations de la cellule nerveuse et du système nerveux, pouvant aller jusqu'à l'idiotie, la stérilité, etc. Ces altérations ont pour caractères essentiels d'apparaître assez tardivement, et d'être inamendables, ce qui ne veut pas dire inéluctables. Elles ont une action directe sur le développement de la personnalité et le comportement, elles expliquent donc beaucoup de délinquances.

(1) En raison de l'ampleur des problèmes envisagés ici, nous ne pouvons donner les références spéciales à chacun de nos développements. Les ouvrages cités seraient d'ailleurs d'une lecture assez ardue. On trouvera dans la bibliographie l'indication d'un certain nombre de traités plus généraux et plus accessibles, dont certains s'efforcent d'établir la liaison entre les sciences médicale et juridique.

56. — D'autres enfants seront tarés parce que leurs parents étaient porteurs d'une toxi-infection. Dans cette seconde catégorie l'anormalité se révèle peu après la naissance, à des signes physiques caractérisés essentiellement par un développement dysharmonique, de la fragilité cérébro-spinale, des troubles de l'intelligence, de la motricité, de la parole, etc. Cette seconde catégorie comprend les alcooliques, les syphilitiques, les tuberculeux, etc.

57. — La plupart des hérédités que nous trouvons dans nos dossiers peuvent être classées dans ces deux catégories d'antécédents, bien que les psychiatres et les médecins ne soient pas toujours d'accord lorsqu'il s'agit d'entrer dans le détail. Il manque en effet aux uns et aux autres un vocabulaire-type rigoureux, et pour cette raison nous éviterons autant que possible les classifications théoriques, pour nous borner à signaler sommairement les principaux aspects psychopathiques et physiques que revêt habituellement la délinquance des vagabonds mineurs.

Nous écarterons une troisième catégorie d'hérédités, l'hérédité des tendances criminelles. L'existence d'un type de criminel-né, reconnaissable à des stigmates physiques, est aujourd'hui sérieusement contestée. L'hérédité générale, les tares acquises, et un concours de circonstances de fait, suffisent amplement à expliquer les actes délictueux, sans qu'il soit nécessaire de recourir au concept d'une hérédité spéciale.

58. — Il n'est pas toujours aisé de déceler les hérédités psychopathiques, ou tout au moins il faudrait pour y arriver un ensemble d'investigations auxquelles on ne procède généralement pas à l'occasion des menus délits que commet un mineur. Par ailleurs, ces hérédités font tache d'huile, les altérations du système nerveux ne sont pas faciles à déterminer, ni dans leur existence, ni dans leur amplitude, surtout lorsqu'elles se présentent à un état inter-

médiaire, et non à un état caractérisé. On ne sait trop ni où elles commencent, ni où elles finissent.

Les hérédités physiques ont des contours beaucoup plus nets. Lorsqu'il a pu reconnaître une hérédité alcoolique ou syphilitique, le médecin la caractérise aisément, en énonce presque limitativement les conséquences possibles, et le juge — car ici nous nous plaçons au point de vue juridique, et c'est parce que le sujet nous y entraîne que nous nous risquons timidement sur le terrain médical — arrive sans peine, sans tâtonnements, sur la foi de quelques lignes d'un rapport à mettre le doigt sur un des facteurs de la délinquance.

59. — L'alcoolisme des parents est un des responsables de la délinquance des enfants. Il agit : 1° Par altération du germe, d'où une débilité congénitale de l'enfant, qui supportera le contre-coup de l'intoxication. 2° Par la création d'un milieu propre à l'amoralité, ainsi que nous le verrons plus loin. 3° Par l'exemple direct : on trouve assez souvent au cours des enquêtes sociales, des familles où, le samedi et le dimanche, rituellement, petits et grands s'enivrent jusqu'à tomber comme des masses.

Les enfants d'alcooliques sont prédestinés à devenir des instables, et comme tels nous les classerons plus loin en catégories, pour mieux étudier vers quelles délinquances ils seront attirés.

On estime que 25 % des jeunes délinquants sont nés de parents alcooliques. En examinant des dossiers de vagabondage et en assistant aux audiences, on arrive à vérifier pour ce délit particulier cette proportion générale. Il est malheureusement trop vrai qu'une fois sur quatre au moins, le visage et l'attitude des parents, pour un œil exercé, dispensent de consulter à ce sujet l'expertise médicale. On semble admettre que l'alcoolisme des parents affecte beaucoup plus sensiblement les filles que les garçons.

60. — Les hérédités syphilitique et tuberculeuse ne sont pas moins rares, mais ne sont pas toujours aussi évidentes : une assistante sociale remarquera l'alcoolisme dès sa première visite, elle aura beaucoup plus de peine à dépister la tuberculose. Le médecin lui-même, sans la collaboration des parents, et sans les examiner, aura plus d'une fois de la difficulté à établir son diagnostic, en cas de prédispositions tuberculeuses diffuses par exemple, ou de troubles hérédo-syphilitiques influant sur l'évolution pathologique des glandes endocrines, dont l'importance est de plus en plus prise en considération (myxœdème, mongolisme, hyperthyroïdie, insuffisance surrénale agissant sur le sympathique, retard des migrations testiculaires, etc.). Il est donc très difficile de faire des statistiques en la matière : en dehors d'une affection présente, on peut avoir à faire à une hérédité remontant à plusieurs générations. La syphilis offre à cet égard des exemples troublants de réveil. Dans quelle mesure des toxi-infections de cette nature chez les parents ont-elles prédisposé l'enfant, l'ont-elles désaxé, ont-elles rompu l'équilibre de ses facultés ? On hésite à le dire, car bien souvent il faudrait pouvoir le mettre en observation. Mais on ne peut s'empêcher de penser qu'une fois sur deux, la syphilis ou la tuberculose sont installées dans la famille.

61. — Les hérédités que nous venons de rechercher prédisposent à la délinquance en général, et par là indirectement au vagabondage, puisque c'est sous cette forme que par définition les instabilités et les ruptures d'équilibre se caractérisent et qu'une fois sur trois au moins les jeunes délinquants font leur galop d'essai. A notre avis, il serait hasardeux de vouloir arriver à des conclusions plus précises. Mais il importait, avant de rechercher les anomalies chez le mineur, de faire partager à ses ascendants la part de responsabilité qui leur revient.

## § 2. — ROLE DE L'ÉTAT PHYSIQUE

62. — Ici nous ne nous préoccupons plus de savoir d'où provient l'anomalie. Nous la constatons seulement à des signes concrets. Nous en faisons la morphologie.

Les altérations physiques influent certes par elles-mêmes sur la criminalité ; mais elles agissent aussi, par intermédiaire, en se répercutant sur l'intelligence et le caractère, dont nous étudierons les troubles à part.

Nous pouvons les classer ainsi :

- 1° Débilité physique.
- 2° Maladies chroniques légères.
- 3° Maladies chroniques graves.
- 4° Infirmités physiques.
- 5° Etats maladifs passagers.
- 6° Séquelles d'états anciens.

Il est hors de doute que la débilité physique d'un enfant, et encore plus une infirmité, peuvent agir de façon décisive sur son comportement. Amoindri dans ses possibilités, heurté dans ses aspirations, chétif et souffreteux, objet des railleries et des quolibets, il sera poussé à la méchanceté ou à l'évasion. Et c'est ainsi que ce type physique nous fournit quelques vagabonds pervers et destructeurs, et aussi quelques malheureux.

En dehors de ces cas aigus, une irrégularité physique quelconque, chronique ou non, présente ou passée, peut être considérée comme un facteur général de délinquance. Là encore, le sujet se replie sur lui-même, s'exclut des normes sociales, à moins qu'il ne soit poussé à l'acte délictueux par des causes plus directes et plus physiologiques. Citons au hasard des dossiers les irrégularités physiques les plus fréquentes : végétations, insuffisances endocrinien-  
nes, irritations locales, phimosis, troubles sensoriels, ca-

ries et troubles de la nutrition, bégaiement, strabisme, incontinence d'urine, — sans compter les états vénériens, tuberculeux, pré-tuberculeux, ganglionnaires, etc.

Bon nombre de vagabonds présentent une de ces anomalies brièvement signalée par les médecins : cette indication n'est jamais négligeable, car, modifiant l'adage, on peut dire que dans un corps malsain, on a toutes chances de trouver un esprit malsain. Il serait ridicule de prétendre que les végétations sont une cause du vagabondage. Il serait tout aussi ridicule de ne pas vouloir en tenir compte pour apprécier les actes d'un vagabond.

### § 3. — ROLE DE LA DÉBILITÉ INTELLECTUELLE, DES MALADIES DE L'INTELLIGENCE, DU DÉSÉQUILIBRE MENTAL

63. — Procédant par éliminations successives, après avoir examiné l'influence de l'état physique, nous allons étudier celle des inaptitudes intellectuelles pour rester dans un paragraphe suivant en présence de l'instabilité caractérielle.

La déficience des aptitudes intellectuelles, — mémoire, imagination, jugement et leurs dérivés — peut revêtir différentes formes plus ou moins graves.

Voici, par ordre de gravité décroissante, la classification généralement admise :

- 1° Crétinisme.
- 2° Imbécillité.
- 3° Débilité mentale.
- 4° Arriération mentale.

64. — Le crétin, réduit à la vie végétative, et l'imbécile, dont l'âge mental ne dépasse guère cinq ans, ne nous arrêteront pas longtemps : privés de participation active

à la vie sociale, ils ne sont que très rarement délinquants, et en tous cas ils ne peuvent répondre de leurs actes.

65. — Les débiles intellectuels peuvent être définis comme incapables d'établir des rapports entre les phénomènes, l'intelligence étant essentiellement la faculté de nouer des fils entre les différents ordres de connaissances. Leur développement, la plupart du temps, a été retardé ou dysharmonique. Pourvus de mémoire, d'automatismes, dépourvus de curiosité, d'initiative, de personnalité, volontiers emphatiques, idéologiques et méticuleux (calligraphes) ils sont inaptes à juger et à raisonner avec pertinence. Il faut se garder de les confondre avec les distraits et les imaginatifs. Ils sont, soit des éparpillés, soit des raisonneurs, soit des apathiques. Lorsque la tentation délictuelle s'offre à eux, ils ne sont pas en mesure de lui résister ; ils n'aperçoivent pas la portée de leurs actes et ne se rendent pas compte de leur responsabilité sociale. Cette inconscience se retrouve souvent chez de jeunes vagabonds qui ont franchi le seuil de la maison paternelle sans envisager les suites de leur geste : ainsi feront-ils de délit en délit, car il leur manque une unité de mesure à laquelle ramener toutes choses.

66. — Les arriérés mentaux sont, comme leur nom l'indique, des retardés. C'est le plus souvent leur débilité physique qui a empêché le développement de leurs facultés intellectuelles et provoqué un décalage sensible entre leur âge réel et leur âge mental. Une méthode pédagogique appropriée est de nature, dans la majeure partie des cas, à compenser ce retard. Mais ils sont trop rarement soumis à cette éducation corrective. Un certain contingent de nos vagabonds rentrent dans cette catégorie. Ceux-là ont fait leur fugue par ignorance, parce que leur intelligence n'apportait pas de contre-poids aux attirances qu'ils ont subies. Ils ne sont pas dépourvus de raisonnement, mais

il leur manque des connaissances auxquelles appliquer leur faculté de raisonnement. Aussi laissent-ils bon espoir aux tribunaux, car une rééducation bien surveillée leur évitera la récidive.

67. — A côté de la déficience des aptitudes intellectuelles, nous pouvons rencontrer leur altération localisée. L'étude des maladies mentales nécessiterait tout un traité. Nous nous bornerons à signaler que certaines encéphalopathies, certaines maladies de la mémoire, de l'attention, sont de nature, sinon à provoquer directement, du moins à préparer et à prolonger des fugues ou des errances.

68. — Enfin, il se peut qu'entre facultés intellectuelles, l'équilibre normal se trouve rompu, l'une d'elles se trouvant en prédominance prononcée sur les autres. Là encore, c'est tout le domaine de la psychologie et de la psychiatrie que nous évoquons.

Relevons spécialement, pour notre étude, qu'un déséquilibre mental (à ne pas confondre avec les états de démence) va de pair avec les troubles caractériels qui constituent l'instabilité pré-délictuelle. L'exemple typique est celui de l'« esprit faux imaginatif », de l'enfant amateur de cinéma, de romans policiers et de robinsonnades, qui vit pour lui seul une vie extravagante et purement imaginative en marge de sa propre vie, qui joue tout seul, pour le plus grand ahurissement de ses parents (quand ils s'en aperçoivent) à prendre part à des aventures rocambolesques, jusqu'au jour où, soigneusement préparé pour cette équipée, il s'en va vagabonder vers l'irréel, se créant de toutes pièces le décor dans lequel il situera son action héroïque, jusqu'à un avatar retentissant qui causera l'effondrement de ce rêve ambulatoire. Cas assez rare, assez sympathique, qui attirera l'attention des parents sur la nécessité d'apporter plus de réalisme à l'éducation de l'enfant.

Voisin, quoique moins brillant et souvent plus grave dans ses conséquences, est le cas de l'enfant qui, prenant une réprimande au tragique, quitte le domicile de ses parents.

Ainsi, déficience des aptitudes intellectuelles, altération localisée, ou déséquilibre de celles-ci, préparent un terrain de délinquance particulièrement propice au vagabondage.

#### § 4. — ROLE DE L'INSTABILITÉ CARACTÉRIELLE

69. — Les psychiatres sont d'accord pour ramener à cinq les aptitudes affectives-actives qui, se combinant avec les aptitudes intellectuelles, composent la personnalité innée de chaque individu.

Ce sont :

- 1° L'activité.
- 2° L'émotivité.
- 3° L'avidité.
- 4° La bonté.
- 5° La sociabilité.

L'excès ou le défaut de ces aptitudes est une anomalie, qui engendre l'instabilité caractérielle, et par là même prédispose le mineur à la délinquance, et provoque même parfois celle-ci directement.

70. — Les anormaux de l'activité peuvent être, soit en permanence, soit périodiquement, excités ou déprimés. Ils peuvent en outre passer par des états alternés de dépression et d'excitation : c'est ce qu'on nomme cyclothymie, ou, à l'état aigu, folie maniaque-dépressive.

L'excité, qui est souvent atteint en outre de déséquilibre mental, est par nature impulsif et turbulent. C'est par turbulence qu'il fera une fugue.

Le déprimé qui, à l'encontre du précédent, est souvent atteint d'insuffisance thyroïdienne, de fragilité cérébro-spinale ou hépatique, n'aura généralement pas l'énergie suffisante pour partir à l'aventure. Nous ne le rencontrerons comme vagabond que dans les cas où le milieu familial était tel, qu'il a été contraint de s'en échapper.

L'intermittent par contre, passant par des extrêmes, sera un sujet indiscipliné qui aimera l'évasion ; au Tribunal, il se présente la plupart du temps en pleurnichant, car les événements l'ont plongé dans une période de dépression, au cours de laquelle une tentative de suicide n'est pas rare.

71. — Les anormaux de l'émotivité sont essentiellement des hyperémotifs. Ils sont impressionnables, sujets à des obsessions, à des phobies, à des impulsions. Chez d'autres, l'excès d'émotivité conduira au scrupule, à l'indécision, au remords. Les jeunes vagabonds invertis sont souvent de cette catégorie.

En réalité, l'hyperémotivité s'accompagne presque toujours de l'affection d'une autre aptitude. Les hyperémotifs sont volontiers des excités. Pour peu qu'il y ait une hérédité tuberculeuse, surtout maternelle, ils sont hystériques. La fugue hystérique, puérile, et présentée sous un jour dramatique par l'enfant, n'est pas rare.

72. — Les anormaux de l'avidité sont rarement des déficients, mais au contraire des hyperavides. Le type accompli en est le paranoïaque, qui est un des mieux connus, et se reconnaît par un orgueil tantôt tyrannique, tantôt secret (narcissisme). Le paranoïaque est égocentriste et intolérant, peu scrupuleux et arriviste. Il y a des vagabonds paranoïaques, qui sont assez souvent des sujets intelligents. Plus d'un « self-made man », grand brasseur d'affaires, a commencé par un vagabondage de cette espèce.

73. — Les anormaux de la bonté se subdivisent en deux groupes.

Dans le premier, il faut placer ceux que nous appellerions volontiers les « paradoxaux de la bonté », et qui, alliant une bonté foncière à une autre anomalie, sont ainsi conduits à la réaction anti-sociale. Bons et paranoïaques, ils voudront imposer leurs vues par tous les moyens, au nom de leur idéal. Bons et hyperémotifs, ils seront scrupuleux et dogmatiques. Bons et déprimés, ils se laisseront entraîner au nom d'idées généreuses. Mais ces formes anormales de bonté, supposant une culture assez développée, ne se rencontrent guère chez des mineurs.

Au contraire, la déficience de la bonté, plus souvent nommée « perversité instinctive », est courante chez les enfants délinquants. Le pervers intelligent sait se faire aimable pour cacher des raffinements de perfidie, car il est rarement brutal dans sa méchanceté. Les pervers débiles mentaux usent de moyens grossiers pour satisfaire leur manie de destruction et leurs goûts de cruauté. Dénonçant pour le plaisir de nuire, volant pour priver le volé et non pour s'enrichir, pyromanes, ils vagabondent souvent dans un but de destruction, savourant avec délices l'illégalité de leur situation. Par cet aspect, ils touchent à la paranoïa.

Sous une forme plus générale, la perversion se traduit par une inadaptabilité sociale marquée. Outre maints défauts quotidiens, elle explique les actes des toxicomanes, les déviations sexuelles, les érotismes divers, l'anarchisme (considéré sous sa forme de banditisme, et non comme doctrine sociale et économique). Nombreux sont les jeunes vagabonds qui agissent par perversion : mal formés dans un milieu social trop dur, ils assouvissent dans des fugues sans but précis leur besoin de vandalisme.

74. — Restent enfin les anormaux de la sociabilité, chez qui le travestissement des faits devient maladif. Men-

tant continuellement, ils cherchent à attirer l'attention, et vont jusqu'à la simulation pour donner de la publicité à leurs actes hystériques et recueillir l'adhésion d'autrui. On les nomme souvent mythomanes. Il n'est guère de dossiers de mineurs où ce mot ne figure — peut-être quelque fois abusivement — et il est certain que la mythomanie peut expliquer quelques cas déconcertants de vagabondage.

§ 5. — CONCLUSION SUR LES RÉACTIONS ANTI-SOCIALES  
DUES A L'HÉRÉDITÉ OU A UN ÉTAT PATHOLOGIQUE

75. — Les paragraphes qui précèdent, s'ils ont été trop sommaires pour nous permettre de donner autre chose qu'un aperçu restreint, auront au moins permis de constater le rôle très important des états pathologiques dans le vagabondage des mineurs.

Que valent les classifications des aptitudes, celles des anormaux ? Il est bien difficile de le dire, alors surtout que les spécialistes ne sont pas d'accord. Seraient-elles absolument exactes, qu'il serait néanmoins impossible d'y faire entrer tous les cas de délinquance. En effet, certains troubles du caractère sont opposés et ne peuvent coexister, d'autres au contraire vont souvent de pair : il y a des anormaux mixtes, et nous avons déjà vu par exemple que les hyperémotifs sont souvent des instables de l'activité. Ces chevauchements existent non seulement entre les différentes catégories de troubles du caractère, mais entre chacune de celles-ci et chacune des affections de l'intelligence. Il se fait ainsi, de l'état physique le plus simple à l'état névropathique le plus complexe, une quantité de combinaisons, qui échappent au travail le plus patient d'échantillonnage.

En réalité, en matière de délinquance juvénile, il n'y a pas de cloisons étanches. C'est en pleine élaboration de

leur personnalité que nous examinons les mineurs. Dans le sens où les Anciens disaient qu'on ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve, nous ne les retrouvons jamais pareils à eux-mêmes. La science médicale, les examens médico-pédagogiques, ne peuvent nous apporter que des indications, dont aucune n'est infaillible, dont aucune n'est à elle seule déterminante.

Les juristes, par force, ne pouvant entrer dans le détail d'un étiquetage médical trop minutieux, se trouvent gardés contre de grands périls. Ils retiennent les seuls éléments décisifs, et ils délimitent ainsi leur zone d'investigations, et les possibilités de redressement de l'enfant.

Hérédité syphilitique, alcoolisme, débilité mentale, paranoïa, mythomanie, sont des mots génériques qui commencent à les éclairer. L'enquête sociale, l'attitude du mineur, feront le reste.

Ainsi, pour les vagabonds, ils savent que dans huit dossiers sur dix, il y aura un rapport médical nettement mauvais, une hérédité chargée (2). Ils savent que l'hyper-émotivité hystérique, la perversité instinctive, la paranoïa ambulatoire, auront essentiellement prédisposé au vagabondage, la mythomanie s'y superposant presque toujours. Ils savent qu'il faut tenir compte des instincts sexuels, des curiosités purement psychologiques et non malades, du conflit mental psychanalytique familial qui pousse les enfants à l'errance. Ils savent que sur un terrain ainsi préparé, des circonstances de fait, parfois très ténues, qui re-

(2) Une enquête à la Petite-Roquette en 1927 avait donné les chiffres suivants : sur 300 garçons examinés, 18 % étaient normaux d'intelligence et de caractère, 31 % présentaient des tares caractérielles ; 29 % présentaient à la fois des tares caractérielles et une débilité intellectuelle marquée ; 18 % étaient débiles d'intelligence, sans tares caractérielles ; 3 % étaient épileptiques ; 1 % présentait des suites d'encéphalite léthargique. Au total, 80 % présentaient des anomalies psychiques, parmi lesquelles les troubles du caractère comptaient pour 64 %.

lèvent de l'enquête sociale, et auxquelles nous allons consacrer un chapitre, vont faire pousser la délinquance comme une mauvaise graine.

Ils savent aussi qu'entre tous ces éléments il y a de perpétuelles interférences, et pas toujours de commune mesure.

Il en est de l'acte délictuel d'un jeune vagabond comme d'une pierre qui tombe dans un bassin : il se forme des cercles concentriques qui se réfléchissent en premier sur les bords, puis l'un sur l'autre, indéfiniment. Qui donc songerait à les saisir ?

---

## CHAPITRE IV

---

### Mobiles d'ordre familial et social

---

76. — Nous nous proposons maintenant de suivre le mineur vagabond dans les milieux où il évolue, d'examiner les influences qu'il y subit, de rechercher comment il se trouve de leur fait poussé à la délinquance.

Partant d'observations d'ordre général pour rétrécir et préciser le champ de nos investigations et l'orienter toujours davantage vers la personne même de l'enfant et ses réactions, nous étudierons successivement :

- 1° La condition géographique et matérielle du foyer.
- 2° La condition morale du foyer.
- 3° L'éducation et le métier de l'enfant.
- 4° Les loisirs et les fréquentations de l'enfant.

#### § 1. — CONDITION GÉOGRAPHIQUE ET MATÉRIELLE DU FOYER

77. — Situant l'enfant dans l'espace, nous noterons, à titre préliminaire, l'influence que peut avoir le climat sur lui, par incidence sur son état général. Lorsqu'on confronte les traits caractéristiques des différentes provinces, on ne manque jamais de souligner les effets de leur situation géographique. Tel climat endureit, tel autre est débilitant.

Pour l'enfant, les répercussions seront encore plus sensibles que pour l'adulte, car il faut affecter d'un coefficient (à déterminer spécialement pour chaque individu) les réactions de l'enfant par rapport à celles de l'homme accompli.

Il nous faut tenir compte aussi de l'influence que peut avoir le terroir, à travers plusieurs générations, sur un enfant, même s'il a été transplanté. Un enfant né à Paris d'une vieille souche bretonne n'aura pas le même comportement qu'un autre d'origine provençale.

78. — Plus directe est l'influence du domicile des parents : un petit citadin et un petit paysan ne sont pas soumis aux mêmes sollicitations et n'ont pas les mêmes dispositions. Il est bien rare qu'un enfant quitte une métairie pour vagabonder. Un enfant de la ville sera plus facilement tenté de faire une fugue, et saura mieux se la représenter, ce qui est déjà la moitié de l'accomplissement. Enfin un petit faubourien, hanté par l'atmosphère de la grande ville, se décidera très facilement à quitter le domicile de ses parents.

Pour résumer, le climat agira par des impondérables, parfois ataviques, et la situation géographique par la multiplicité des tentations.

79. — C'est par d'autres voies que se fait sentir le rôle de la « classe sociale » à laquelle appartient l'enfant. Nous usons avec déplaisir de ce vocable, mais puisque classes il y a, et puisque nous sommes tous malgré nous catalogués dans l'une ou l'autre, il nous faut bien suivre cette distinction usuelle, du reste totalement arbitraire, qui finalement — tout au moins à l'heure actuelle, les autres échelles de valeurs ayant cédé le pas — se ramène essentiellement à une question d'argent.

On n'a aucune peine à comprendre que dans les milieux aisés le vagabondage des enfants soit très rare : ils

se trouvent dans des conditions de confort telles que des misères morales — s'il y en a — ne suffisent pas à déterminer leur départ. En fait, sur vingt enfants qui comparaissent devant le tribunal, on en voit un ou deux qui appartiennent à des familles aisées. Ils les ont quittées, soit parce qu'ils y étaient malheureux, soit parce qu'ils sont des fugeurs imaginatifs.

Ainsi, 90 % des vagabonds sortent de milieux pauvres. Encore faut-il faire une distinction, qui est surprenante à première vue : ces quatre-vingt-dix pour cent se partagent en deux lots inégaux, le plus faible comprenant les enfants qui sortent de familles tout à fait indigentes, le plus fort ceux qui appartiennent à des familles pauvres où l'on « boucle » tout juste un maigre budget. Donc la franche misère produit moins de vagabonds que la pauvreté. Et à la réflexion, on peut expliquer ce résultat par le fait que des enfants, installés dans une misère chronique, sont moins tentés que d'autres qui sont mieux en mesure d'estimer la distance moins grande qui les sépare d'une vie plus facile.

So. — La profession des parents — lorsque parents il y a — est de grande importance pour notre étude. Tout d'abord parce qu'elle conditionne le montant du budget familial, donc du bien-être familial. Ensuite parce que selon les occupations de ses parents, le mineur sera plus ou moins bien surveillé, éduqué, et soigné.

Au premier abord, on est tenté d'établir des statistiques d'après les éléments des *dossiers*. Mais que vaudraient-elles ? Les chiffres de Paris ne donneront pas les mêmes proportions que ceux d'un département rural. D'une province à l'autre, selon les ressources du sol, du commerce, et de l'industrie, les résultats varieront. Autant vaut s'en tenir à des approximations, qui sont d'ailleurs assez éloquentes.

Dans les grands centres, six ou sept fois sur dix, le

père est ouvrier et passe donc ses journées au dehors, y prenant parfois ses repas de midi. Puis viennent de petits employés et de petits commerçants tenant eux-mêmes leur boutique, et avec eux, un certain nombre de garçons de café, musiciens, employés de compagnies de transport, colporteurs, etc., qui, par profession, sont souvent éloignés du foyer à des heures insolites.

C'est assez indiquer que le défaut de surveillance a été pour beaucoup dans le vagabondage de l'enfant. Une enquête au sujet de la profession des mères confirme cette opinion. Certes un bon tiers d'entre elles sont « ménagères », mais cela ne garantit pas qu'elles s'occupent activement d'une famille souvent nombreuse. Et puis ne trouvons-nous pas un autre tiers de femmes de ménage, ouvrières, employées, etc... Si nous y ajoutons toutes celles qui travaillent au dehors, nous nous apercevons que seules restent à la maison, en dehors des ménagères dont il a été parlé, quelques petites commerçantes, couturières, etc... assez absorbées par leur profession. Donc si une fois sur deux la femme ne quitte pas son intérieur, dans la moitié de ces cas elle n'est cependant pas en état de surveiller ses enfants. Et comme les défauts de notre organisation sociale font que souvent le père *et* la mère travaillent au dehors, il ne paraît pas bien utile d'ajouter que la santé physique et morale des enfants s'en ressent. Sans qu'on puisse cette fois incriminer les parents, obligés de gagner leur vie, il faut constater que le mode d'exercice de leur profession a une action directe sur leurs enfants.

81. — Restreignant encore notre champ visuel, nous voici maintenant dans la maison même. Et dans quelle triste maison ! C'est parfois une cabane au milieu d'un terrain vague. C'est souvent un « immeuble de rapport » crasseux et malsain, sans air et sans lumière, dans un faubourg sale et surpeuplé, où le « logement » de la famille comprend en moyenne deux pièces. Dans beaucoup de cas

les enfants dorment dans la même pièce que les parents, respirant un air vicié, et s'initiant à une vie conjugale qui est parfois sans beauté et sans pudeur. Ils sont ainsi exposés à la contagion des maladies que les autres membres de la famille ont pu contracter, aux mauvais exemples, aux discussions et aux coups, si les parents sont alcooliques. Mal nourris en plus, ou en tous cas irrationnellement, ils pâtiennent dans leur structure physique et morale, et ces ambiances détestables les jettent littéralement à la rue. Nous reprendrons plus loin à part l'étude de ce climat moral de la famille. Pour rester dans le domaine économique, signalons que c'est dans la proportion de huit fois sur dix au moins que le logement laisse à désirer. Il est peu fréquent, chez nos jeunes vagabonds, qu'une famille de cinq membres en moyenne dispose de plus de trois pièces. Devrait-on d'ailleurs appeler « pièces » des mansardes à peine éclairées, des cellules sans dégagements, des arrière-boutiques où le soleil ne pénètre jamais ? Les ravages de ces taudis, à tous points de vue, sont incommensurables. Les municipalités se livrent souvent à un urbanisme ostentatoire et coûteux plutôt que de contribuer directement et effectivement à la suppression des taudis. Les constructions d'immeubles à loyers « modérés », la loi Loucheur, etc., profitent à une catégorie sociale supérieure à celle où se recrute le gros de nos vagabonds. Et enfin, il faut bien dire que dans notre pays, la lutte contre le taudis se heurte quelquefois au mauvais vouloir des intéressés — de même qu'à l'opposé, des familles extrêmement pauvres savent faire des efforts touchants pour donner au foyer un semblant de coquetterie.

Il ne nous appartient pas d'entrer dans le détail des remèdes énergiques auxquels il faudrait recourir dans la lutte contre le paupérisme et les taudis. Mais n'oublions pas que dans les fugues des enfants intervient pour une grande part l'insalubrité ou l'insuffisance du logement. « Rentrons dans la rue » dit Gavroche.

§ 2. — CONDITION MORALE DU FOYER

82. — Moins concrète dans ses résultats, l'étude de la cohésion morale de la famille est pourtant fort significative. Il est acquis que 30 à 40 % seulement des jeunes délinquants sortent d'un foyer normal. Dans tous les autres cas, la famille est désorganisée : décès de l'un des parents, — séparation régulière ou non — remariage, etc... (1).

83. — Cinq pour cent des jeunes délinquants sont orphelins de père et de mère. C'est relativement peu, mais il faut tenir compte du fait que la disparition des parents a généralement provoqué en faveur de l'enfant des mesures de protection.

Par contre, lorsque c'est seulement l'un d'eux qui a disparu la proportion de délinquants, et particulièrement de vagabonds, est beaucoup plus forte (trente pour cent). Qu'arrive-t-il en effet ? Le veuvage du survivant, dans ces milieux, ne dure généralement pas bien longtemps. Un remariage, ou bien plutôt un concubinage, donne à l'enfant un beau-père ou une belle-mère qui n'aura pour lui qu'une affection mitigée. On ne peut nier que dans certains cas l'enfant ait bénéficié ainsi d'une nouvelle tendresse et de nouveaux soins ; mais ils sont rares et trois fois sur quatre c'est une ère de persécutions ou de déboires qui s'ouvre pour lui. Que de fois un mineur vagabond déclare à l'audience : « Je ne m'entendais pas avec l'ami de ma mère ». Que de fois une « amie » du père laisse éclater sa rancœur

(1) Voir Chloë Owings, *Le Tribunal pour Enfants*, Paris, 1923, p. 66, et Aimée Racine, *op. cit.*, p. 144 et s. Nous n'avons pas en France, d'étude aussi complète que ce dernier ouvrage, tirant avec patience et méthode tous les enseignements de quelques centaines de dossiers. Nous avons donc dû puiser nos approximations dans des statistiques isolées, que nous avons presque toutes vérifiées expérimentalement.

contre un enfant du premier lit : le survivant, qui dans sa hâte à remplir le vide du foyer, n'a pas su ménager les intérêts de l'enfant, n'a pas non plus l'autorité suffisante pour arrêter ce malentendu qui s'aggrave de jour en jour. Les conditions précaires d'existence, les occupations professionnelles viennent se greffer là-dessus (surtout lorsque c'est la mère qui a disparu) et un beau jour l'enfant quitte le foyer familial, parce qu'il devient clair pour lui qu'il n'y a plus sa place. Ce n'est pas à lui qu'il faut en faire grief.

On s'est demandé si la disparition du père préjudiciait plus à l'enfant que celle de la mère. C'est une question d'espèce. Mais il faut reconnaître que l'autorité du père ne remplace jamais la tendresse de la mère, qui met l'enfant à l'abri de tant de meurtrissures dans un foyer normal. En plus, le père travaille au dehors la plupart du temps, et l'enfant sera ou livré à lui-même, ou abandonné à une belle-mère ou à une concubine, si c'est la mère qui a disparu. Ainsi — et les dossiers le confirment — c'est la mort de la mère qui pèse le plus lourdement sur l'enfant.

84. — Lorsqu'on parle de la dislocation du foyer, on a tendance à faire du divorce le plus grand de tous les maux. Tel n'est pas notre avis. Dans les milieux prolétaires où se recrutent les enfants vagabonds, dès que les causes du divorce existent, elles entraînent des effets extrêmes. Morale et religion n'y font rien. Autant vaut clarifier la situation, plutôt que de donner aux enfants le spectacle des scènes, des violences, des infidélités conjugales. Tout vaut mieux pour eux que le risque de rencontrer leur mère avec un amant, ou d'assister aux entrevues de ceux-ci. Certes, en cas de divorce, ils courent tous les dangers que nous avons résumés à l'alinéa précédent, mais au moins ils n'ont pas le spectacle d'une immoralité organisée en marge de la légalité.

Ce n'est donc pas le divorce, mais la désunion des

parents que nous incriminerons, et, cette distinction faite, nous reconnaitrons qu'elle est encore plus désastreuse pour l'enfant que la mort d'un de ses père et mère, puisqu'à ce malheur soudain et à ses conséquences fréquentes, elle ajoute une période de plusieurs mois ou de plusieurs années de dérèglements, de mauvais exemples, de mauvais traitements. La période de l'instance en divorce, au cours de laquelle l'enfant est plus ou moins judicieusement confié à l'un ou l'autre de ses parents, est particulièrement propice aux fugues.

85. — Si la situation d'un enfant légitime peut se trouver pénible dans sa famille dans les cas ci-dessus exposés, que dire des enfants naturels ? Les conditions de leur naissance, la précarité des soins qu'ils ont reçus dans leur jeune âge, ne font pas bien augurer de la stabilité de leur foyer et du bonheur qu'ils y trouveront. En fait, nous en rencontrons un bon lot parmi nos vagabonds. Même reconnus, même légitimés (mais est-ce toujours par leur vrai père ?), ils ont souvent à souffrir de l'ambiance familiale.

86. — N'oublions pas de tenir compte d'éléments qu'il suffit d'énoncer : nombre des enfants dans la famille, délinquance des autres membres de celle-ci, etc... Tous doivent rentrer dans nos estimations lorsque nous cherchons le niveau moral de la famille, car le vagabondage des enfants en est fonction directe.

87. — Ce niveau moral, les juges l'établissent sans peine lorsqu'ils ont lu l'enquête sociale et observé mineur et parents à l'audience. Ils en tiennent le plus grand compte pour décider des mesures de redressement qui s'imposent.

Or, il convient de remarquer que, lorsque l'enfant a quitté ses parents pour des raisons d'atmosphère familiale, c'est qu'il en a été éprouvé de façon habituelle pendant un

certain laps de temps ; c'est que le malaise — nous voudrions écrire mal-aise — est chronique. Plus que tout autre délit, la fuite d'un enfant doit mettre en garde sur la qualité de l'atmosphère familiale, et sur l'opportunité qu'il peut y avoir à l'en soustraire.

### § 3. — EDUCATION ET MÉTIER DE L'ENFANT

88. — Si importante que soit l'action du milieu familial pour l'avenir de l'enfant, il n'est pas le seul à intervenir. Le tour d'horizon de l'enfant est plus grand. De bonne heure, il va aller à l'école. Avant même la fréquentation obligatoire de l'école primaire, des écoles maternelles peuvent l'accueillir, ainsi que les garderies scolaires et les jardins d'enfants. Au terme de la scolarité primaire, diverses voies s'offrent à lui : études plus poussées, orientées généralement vers une spécialisation technique ; apprentissage ; placement immédiat dans une industrie ou dans un commerce. Enfin, certains enfants seront conservés pendant quelques années à la maison, comme étant trop jeunes pour pouvoir être placés et gagner leur vie. Cette période d'attente ne serait pas mauvaise pour eux, s'ils étaient activement surveillés et bien soignés. Mais comme c'est souvent le contraire qui se produit, cette période est pour l'enfant une des plus dangereuses et des plus fertiles en tentations diverses, qui peuvent le mener jusqu'au vagabondage.

Nous allons étudier successivement : 1° La scolarité.  
2° L'apprentissage et le métier.

89. — L'assiduité scolaire a deux effets d'un ordre tout différent.

En premier lieu, elle occupe l'enfant. Pendant six heures par jour au minimum, les faits et gestes de celui-ci

sont contrôlés, et les tentations de l'extérieur lui sont épargnées. Ainsi, d'une façon toute directe et matérielle, l'enfant est préservé.

En second lieu, son esprit est peu à peu meublé et formé. Il apprend d'une façon concrète à distinguer le bien du mal. Il développe son sens critique et se met à juger ses propres actions et celles des autres. Il commence à se faire une idée de la façon dont il pourra orienter sa propre existence. Ainsi devrait s'établir entre la famille et l'école une collaboration pour aiguiller l'enfant vers ses destinées d'homme. Et au cas malheureusement trop fréquent où la famille manque à ce devoir, c'est à l'instituteur seul qu'il incombe de le remplir, même si cela doit avoir pour effet de mettre le mineur en mesure de porter un jugement critique sur sa famille. C'est pour lui, au prix d'une désillusion parfois pénible, la seule chance d'échapper à la contamination morale qui le menace et qui risque de le pousser à la réaction anti-sociale.

Avec, sans, ou contre la famille, l'instituteur joue un rôle de premier plan. S'il en fallait une confirmation, il suffirait de lire les enquêtes sociales relatives aux mineurs. Presque toujours, lorsque l'instituteur a été retrouvé et interrogé, il a pu donner les renseignements les plus sûrs au sujet de l'enfant. Presque toujours, son avis aurait été de nature à éviter la délinquance, s'il existait un organisme destiné à recevoir ces avis, et à en tenir compte pour tracer impérativement sa voie à l'éducation de l'enfant.

De toute façon, il y a le plus grand intérêt à assurer une fréquentation scolaire régulière. Légalement, la scolarité est obligatoire. En fait, l'absentéisme sévit. Certains enfants n'ont jamais mis les pieds à l'école primaire, parce que leurs parents ont préféré les garder à la maison et les employer à de menus travaux. D'autres suivent la classe de façon intermittente, surtout à la campagne, où il n'est pas rare de voir des classes presque désertes aux moments où certains travaux de culture battent leur plein. D'autres

enfin font l'école buissonnière, au hasard de leurs fantaisies et de leurs rencontres.

L'obligation de la scolarité a des sanctions légales : presque partout, elles sont lettre morte. Si l'école laïque voulait les appliquer rigoureusement, l'école libre concurrente se montrerait aussitôt plus coulante. Les Municipalités connaîtraient de nombreuses difficultés et s'exposeraient à une impopularité qu'elles ne veulent pas braver. Et on ferme les yeux.

Le résultat, nous le trouvons dans une statistique qu'avait dressée M. Yan au temps où il dirigeait la Petite Roquette, avant que Fresnes soit devenu, réorganisé par l'Administration Pénitentiaire, le lieu de détention des mineurs délinquants (2). Sur 1.979 détenus, 44 seulement avaient reçu soit une instruction primaire poussée au delà du certificat d'études, soit une instruction secondaire ou technique. Sur les 1.935 autres, 175 seulement avaient le certificat d'études primaires. Le gros de l'armée, soit 1.519 savaient à peu près lire, écrire et compter. 241 étaient totalement illettrés. On ne peut montrer plus clairement où se recrutent les délinquants.

S'il faut admettre que l'absentéisme scolaire et l'insuffisance de l'éducation ont une action directe sur la délinquance, il faut admettre encore bien plus qu'ils encourageront avant tout le vagabondage. L'absentéisme, parce qu'il permettra directement à l'enfant de traîner dans la rue dont nous verrons plus loin l'exemple pernicieux, ou de rester dans une famille qui est certainement sujette à caution et le prouve par son incurie. L'insuffisance de l'éducation, parce qu'à sa sortie de l'école le mineur sera mal armé pour l'existence alors que des soins particuliers auraient pu atténuer un retard scolaire dû aux causes les plus diverses, et réformer un caractère qui en avait besoin.

(2) Cité par Mialane, La Criminalité Juvenile, Thèse Paris, 1908.

La question de savoir quelles sont les méthodes à suivre dépasserait le cadre de cette étude et relève de la pédagogie. Il nous suffira d'avoir souligné le rôle excessivement important d'une fréquentation régulière de l'école.

90. — C'est surtout à titre préventif que l'assiduité scolaire est recommandable. En effet, ainsi qu'on l'a vu dans le relevé des statistiques, les jeunes délinquants se recrutent essentiellement parmi les mineurs de plus de treize ans, c'est-à-dire parmi ceux qui ont cessé de tomber sous le coup de la scolarité obligatoire.

Tant mieux pour eux, si leurs parents ont la sagesse de leur faire suivre un enseignement post-scolaire : ils en bénéficieront de toute façon, et nous ne risquerons guère de les rencontrer dans notre malheureuse clientèle ; mais on estime que cinq pour cent seulement des enfants sont dans ce cas.

Si on les met en apprentissage, les choses sont déjà différentes. D'un côté, ils vont se trouver astreints à une discipline, prendre la notion de leur utilité sociale et acquérir une qualification. De l'autre, ils vont être exposés aux dangers des camaraderies d'atelier, des menues aventures de la rue. S'ils n'ont pas l'armature morale suffisante, ils n'y résisteront pas, et quelques-uns viendront comme jeunes vagabonds devant le Président du Tribunal pour Enfants.

Si de plain pied on leur donne un métier, leur situation est encore plus redoutable. Car, n'ayant aucune formation pratique, la plupart du temps ils seront employés comme petits commissionnaires ou garçons de courses. Par métier, les voici dans la rue la majeure partie du temps. Il n'est pas rare, non plus, qu'ils soient grooms, chasseurs, etc... ayant à exercer leur activité dans un milieu moral inquiétant, où ils font prématurément les pires expériences. Les fillettes, employées dans des bureaux, ou à la

confection de fleurs artificielles, quand ce n'est pas comme « arpètes » courent encore de plus grands dangers, auxquels elles ne résistent pas toujours. Les uns et les autres se ressentent du fait qu'ils ne sont pas qualifiés professionnellement. Leur stabilité en souffre. Or, chaque changement de place renouvelle les périls auxquels ils avaient parfois échappé.

On estime que 80 pour cent des enfants sont placés dès la fin de leur scolarité. Il n'est guère facile de déterminer la proportion de ceux qui font un apprentissage méthodique, et de ceux qui ne bénéficient d'aucune orientation ; mais il semble bien que ces derniers constituent une majorité. Il n'est pas rare d'apprendre par une enquête sociale qu'ils ont changé jusqu'à dix fois de place, avant de se laisser entraîner à une fugue plus ou moins grave, parfois accompagnée d'un délit.

Si la famille conserve un enfant à la maison (un cas sur dix environ parmi nos vagabonds) le fait est loin d'être une garantie. Dans les classes aisées il en serait une : il prouverait, ou plutôt il pourrait prouver une sollicitude à l'égard d'un enfant peu doué ou maladif. Dans les classes peu favorisées sur lesquelles porte notre étude, il n'a pas la même portée. Il peut dénoter une incurie complète des parents. Ou encore, il indique que l'enfant est utilisé pour des besoins domestiques immédiats, au détriment de son avenir : il en est ainsi spécialement des fillettes, lorsqu'elles sont les aînées d'une famille nombreuse.

Ainsi, à côté des influences familiales, l'orientation professionnelle de l'enfant est décisive en la matière qui nous intéresse. A elle seule, elle explique nombre de réactions antisociales. Et nous retiendrons surtout que, le jour où depuis le plus jeune âge jusqu'à la fin de l'adolescence, on aura enserré le mineur de façon plus ou moins obligatoire, et en collaboration plus ou moins étroite avec les familles, dans un réseau à la fois souple et ferme de mesures éducatives et professionnelles, on aura automatique-

ment et pratiquement enlevé à l'enfant sinon ses prédispositions au vagabondage, du moins la possibilité de les satisfaire. Nous y reviendrons dans nos conclusions.

#### § 4. — LES LOISIRS ET LES FRÉQUENTATIONS DE L'ENFANT

91. — Nous terminerons maintenant ce tour d'horizon par un examen sommaire des distractions de l'enfant. En dehors des heures passées dans sa famille, en dehors de ses études et de ses occupations professionnelles ou parfois à l'occasion de celles-ci, il connaît aussi des loisirs, assortis de certaines fréquentations. Quels sont-ils, dans nos milieux essentiellement prolétariens ?

92. — Il y a d'abord la rue, la rue aux cent actes divers. Le petit Pierre d'Anatole France en retirait un émerveillement et un profit. Mais le petit Pierre était un enfant heureux et choyé. Les nôtres y circulent plus souvent en deshérités : ils la jugent parfois plus hospitalière que la maison. Elle est remplie pour eux de choses enviabiles, trop enviabiles, contre lesquelles ils n'ont pas été mis en garde. Leurs désirs tout neufs, leur crédulité sans limites les entraînent. Les influences perverses ont prise sur eux. Les mauvais exemples de certains camarades, et une détestable émulation font le reste. La surveillance du maître d'école ou du patron ne peut s'exercer. Seule celle des parents pourrait être opérante. Si elle fait défaut, l'enfant est à la merci de la rue.

93. — Il semble que le cinéma aille de pair avec la rue dans l'influence pernicieuse. Sa diffusion le rend chaque jour plus redoutable. Par une incurie vraiment criminelle, les enfants de tout âge y sont admis, à l'encontre

de ce qui se passe dans nombre de pays étrangers (3). La censure est à caractère essentiellement politique, et on donne le visa à des productions foncièrement amoraux. Or, le cinéma possède un pouvoir de suggestion considérable ; il pousse les enfants au vagabondage imaginaire, il fausse leurs idées, il va à l'encontre des règles de morale qu'on leur inculque si péniblement. A quoi bon suivre le chemin qu'on leur trace, se qualifier par le travail ou par l'élévation des sentiments, alors que le cinéma leur propose l'exemple de réussites fantasmagoriques, où le « débrouillard », où le dévoyé sont promus aux plus hautes destinées ? Et le petit vagabond dira : « Je suis parti de la maison, parce que j'avais vu au cinéma... »

94. — Il dira aussi : « J'avais lu dans le journal les Aventures de Cartouche... » Car les lectures pernicieuses altèrent profondément ces petites cervelles. La vogue des romans policiers, la création de revues qui, par dérision sans doute, prétendent s'occuper de criminalistique, et font au crime la plus retentissante publicité, enfin les rubriques quotidiennes de « faits-divers » des journaux, remplies de détails scabreux, tout cela répandu sans frein par des firmes qui tirent leur profit du scandale, fait un mal incalculable à l'enfance. Et nous n'aurons garde d'omettre, puisqu'elles sont de mode, les pseudo-enquêtes sur l'enfance coupable, qui, en fin de compte, sont destinées seulement à flatter les goûts malsains du public, et tombent malheureusement sous les yeux des enfants.

(3) M. Théodore Valensi, député, a récemment déposé une proposition de résolution invitant le gouvernement : 1° A agir auprès des commissions de censure cinématographique, afin de raréfier les films policiers ; 2° A imposer une distinction entre les cinémas, selon qu'ils présentent des films pour adultes ou pour enfants.

La Société des Nations a publié diverses brochures sur la question. Voir notamment : « Rapport sur les travaux du comité de la protection de l'enfance dans la question du cinématographe ». (1928)

95. — Il faudrait parler encore longuement des établissements plus ou moins suspects où on fait métier de pervertir la jeunesse, de l'arracher aux influences bienfaites : Café, cabaret, bal-musette, skating, etc..., sans compter maisons de rendez-vous et établissements similaires.

Au terme de cette brève revue, on est effrayé de constater combien la voie du bien est insuffisamment tracée pour les enfants des classes laborieuses, combien la voie du mal est rendue attrayante. On a l'impression que l'enfant est à un carrefour où dix routes s'ouvrent à lui. La bonne est à peine indiquée par un écriteau effacé. Les neuf autres sont resplendissantes de lumières et de séductions.

---

## CHAPITRE V

---

### Récapitulation et conclusion

---

96. — Il faut se garder, lorsqu'on a affaire à un jeune vagabond, de vouloir à tout prix lui découvrir toutes les tares que nous venons de passer en revue, et d'examiner son cas avec un préjugé défavorable.

Il ne faut jamais perdre de vue en particulier qu'un mineur peut vagabonder quoique parfaitement sain et sortant d'un milieu familial et social excellent : il s'agit évidemment dans cette hypothèse d'entraînements accidentels sans répercussion profonde sur la personnalité.

Enfin, si les vagabonds sont la plupart du temps, soit des malchanceux, soit des pervers, il faut tenir compte d'un autre facteur de leur délinquance : la paresse. S'ajoutant aux prédispositions dont l'étude a fait l'objet des chapitres précédents, la paresse les grossit d'un coefficient considérable ; c'est elle qui achève de décider l'enfant et qui le détermine à choisir la voie du moindre effort.

Nous ne voudrions pas faire l'éloge de la paresse, qui a déjà été fait du reste, ni celui de la musardise. Le vagabond sympathique, depuis Villon jusqu'à la *Chanson des Gueux*, a été souvent considéré comme un type littéraire. Mais il nous semble qu'on le rencontre aussi dans la réalité : inconsciemment, le vagabondage est pour les enfants une façon de s'évader d'une vie qui leur pèse sur

les épaules, parfois injustement. Ils espèrent vaguement trouver ailleurs une existence plus facile, plus libre, et réussir, comme le font les héros du cinéma, avec un aimable manque de scrupules qu'on appelle de nos jours « sens de l'adaptation » et qui ne mérite pas tout à fait le nom de malhonnêteté. A notre avis, il faut tenir un large compte de ce facteur et ne pas classer trop systématiquement les enfants parmi les perversis en voulant découvrir chez eux à la fois tous les facteurs de la délinquance.

Il faut se garder également d'un excès contraire, qui consisterait à imputer leurs actes uniquement soit à une tare physique, soit à des influences fâcheuses. En effet, dans les milieux que nous étudions, il est bien rare que là où les influences mauvaises ont pu s'exercer, les enfants aient été parfaitement sains.

Il faut convenir finalement que tout est question de dosage, et que nulle part ne se rencontrent de proportions immuables.

Pour faire un petit vagabond, prenez quelques hérédités, ajoutez-y quelques irrégularités du milieu familial, quelques déboires, quelques illusions, et envoyez au Tribunal pour Enfants.

## TROISIEME PARTIE

---

# LE RÉGIME INSTITUÉ PAR LE DÉCRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935

---

CHAPITRE I. — LES INTENTIONS DU LÉGISLATEUR.

CHAPITRE II. — ÉCONOMIE DU DÉCRET-LOI.

CHAPITRE III. — LES ANOMALIES OU INSUFFISANCES JURIDIQUES DU DÉCRET-LOI.

CHAPITRE IV. — LES DIFFICULTÉS D'APPLICATION PRATIQUE DU DÉCRET-LOI.

---



## CHAPITRE PREMIER

---

### Les intentions du législateur

---

97. — Nous avons vu, en retraçant l'historique de la législation sur le vagabondage des mineurs, comment fut élaboré le décret-loi du 30 octobre 1935.

Il nous paraît utile, comme nous allons l'examiner de très près, d'en donner le texte :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

*Vu la Loi du 24 mars 1921 ;*

*Vu la Loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décret toutes mesures ayant force de loi pour défendre le franc ;*

*Le Conseil des Ministres entendu.*

DÉCRÈTE :

Art. 1<sup>er</sup>. — *Les dispositions des articles 270, alinéa 2 et 271, alinéas 2, 3 et 4, du code pénal, relatives au vagabondage des mineurs de dix-huit ans, sont abrogées.*

Art. 2. — *Les mineurs de dix-huit ans, qu'ils aient quitté leurs parents, qu'ils aient été abandonnés par eux ou qu'ils soient orphelins, n'ayant, d'autre part, ni travail ni*

domicile, ou tirant leurs ressources de la débauche ou de métiers prohibés, seront, soit sur leur demande, soit d'office, confiés préventivement à un établissement spécialement habilité à cet effet ou à l'assistance publique. Le placement pourra être fait, soit par le Préfet du département et à Paris par le Préfet de Police, soit par le Procureur de la République, soit par le Président du Tribunal pour enfants.

Art. 3. — Après une enquête sur l'enfant, la famille, le milieu et après un examen médical du mineur, le Président du Tribunal pour enfants prendra, en chambre du conseil, le ministère public, le mineur et son défenseur entendus, toutes les mesures appropriées pour la protection du mineur. Suivant les circonstances, il pourra le remettre, soit à ses parents, soit à un particulier, soit à une institution charitable, ou le confier à l'assistance publique ; il pourra encore décider de son envoi dans tel ou tel établissement susceptible de lui donner les soins réclamés par son état. Il pourra décider que l'enfant sera placé sous le régime de la liberté surveillée. La décision ne sera pas inscrite au casier judiciaire du mineur, elle sera susceptible d'appel devant la chambre du conseil de la cour d'appel. Elle pourra être rapportée chaque fois que l'intérêt de l'enfant le réclamera.

Art. 4. — Si le mineur enfreint la décision prise à son égard, il pourra être placé préventivement dans un dépôt spécial et sera renvoyé devant le président du tribunal pour enfants qui prendra telles mesures qui lui paraîtront les plus conformes à l'intérêt du mineur dans les termes de l'article précédent, ou transmettra le dossier au procureur de la République pour que l'enfant soit déféré au tribunal pour enfants et soit jugé conformément aux dispositions de la loi du 22 juillet 1912 et en application des articles 66 et 69 du code pénal.

Art. 5. — Le parquet et l'inspection des enfants assistés devront être immédiatement informés du placement

*provisoire des mineurs et toutes les enquêtes devront lui être communiquées à toutes fins utiles.*

Art. 6. — *Un règlement d'administration publique, pris sur la proposition du garde des sceaux, Ministre de la Justice, et du Ministre de la Santé Publique, déterminera les conditions d'application du présent décret et fixera notamment la rémunération du travail imposé aux mineurs.*

Art. 7. — *Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux colonies.*

Art. 8. — *Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions du deuxième paragraphe de l'article unique de la loi du 8 juin 1935.*

Art. 9. — *Le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, le garde des sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre des Finances, le Ministre des Colonies et le Ministre de la Santé Publique et de l'Education Physique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel.*

98. — Nous allons essayer de rechercher en premier lieu les intentions du Législateur, c'est-à-dire de dégager la philosophie du décret, pour employer le mot de M. Taton-Vassal au Comité de Défense des Enfants traduits en justice (1). Nous serons ainsi préparé à en étudier l'économie dans un second chapitre, puis à l'apprécier.

Nous analyserons d'autant mieux ces intentions du Législateur, que nous connaissons les critiques adressées par lui au régime qu'il a abrogé. Nous allons donc résumer tout d'abord ces critiques et dire ce que nous en pensons.

(1) Séance du 29 Novembre 1935. Voir Bulletin de l'Union des Sociétés de Patronage, 1936, p. 45 et s.

99. — Si l'on en juge par divers écrits, et par les trois propositions de loi que M. Louis Rollin avait successivement déposées, et qui ont servi de base à l'élaboration du décret, lequel a d'ailleurs été contresigné par lui en tant que Ministre des Colonies, les griefs que le Législateur formulait contre le régime de la loi du 24 Mars 1921 étaient les suivants :

1° Les enfants vagabonds sont avant tout des malheureux.

2° Le vagabondage ne doit donc pas être considéré comme un délit, ainsi que l'a fait la loi de 1921, mais comme un état de fait malencontreux qui ne doit pas être imputé à l'enfant.

3° La peine de prison, et la répression en maison correctionnelle pour les jeunes vagabonds, sont inadmissibles.

4° Ceux-ci ne doivent ni être condamnés, ni avoir un casier judiciaire.

On comprend à la rigueur que de tels griefs aient pu être diffusés par des journaux, et que l'opinion publique, mal informée, et excessive dans ses réactions, s'en soit emparé. On admet moins facilement que des juristes, même avec les meilleures intentions, aient pu mettre en avant ou partager un tel point de vue.

100. — En premier lieu, on voudrait pouvoir dire que tous les enfants auxquels s'appliquait la loi du 24 mars 1921 étaient des malheureux. Mais une affirmation aussi absolue est inexacte. Certes, il y a un bon lot de victimes parmi les vagabonds mineurs. Il y en a d'autres, fort nombreux, qui ont subi les prédispositions ou les influences fâcheuses que nous avons étudiées dans notre deuxième partie, et qui sont donc excusables dans une certaine mesure, ce qui

n'est déjà plus la même chose : ils ne sont pas intacts, il ne faudra pas seulement les recueillir, mais les soigner et les rééduquer. Enfin et surtout, il y a ceux chez qui de mauvais instincts, une perversité foncière, une paresse incurable, des goûts anormaux, ont prévalu. Evidemment, on trouvera toujours à la base de leurs actes un concours de circonstances regrettable, mais leurs réactions antisociales auront été hors de proportion avec cette cause occasionnelle. Ces perversis précoces ne sont pas rares ; on ne peut les considérer comme des malheureux de la même catégorie que les précédents. C'est une faute capitale que de procéder en cette matière à une généralisation absolue et d'assimiler les uns aux autres ; on s'expose à nuire au redressement des uns aussi bien que des autres.

101. — Ensuite, pourquoi présenter la loi de 1921 comme ayant *créé* le délit de vagabondage ? Nous avons vu au début de cette étude que la création du délit remontait à la rédaction du code pénal, et que la loi de 1921 avait seulement formulé une définition spéciale pour les mineurs. Il est exact que celle-ci était extensive, mais est-ce au Législateur de 1935 à user de cet argument, alors qu'il a encore élargi la définition ?

Si nous abordons le fond même du problème, celui-ci est double : 1° A-t-on raison de considérer le vagabondage en général comme un délit ? 2° Peut-on donner une solution différente à la question, pour des actes identiques, selon que l'agent est majeur ou mineur, et sous le prétexte d'assurer la préservation de l'enfance ?

Beaucoup de criminologistes discutent la notion du délit de vagabondage simple. En lui-même, celui-ci constitue une façon d'être qui n'a pas de caractère antisocial direct, il est un comportement négatif. Chaque individu est libre de vivre au jour le jour, de changer de gîte chaque soir, et de métier chaque matin. Singulière loi, qui punit un homme de n'avoir pas cinq francs en poche et

de se promener avec un baluchon sur le dos, et qui le punit encore plus de détenir plus de cent francs et le même baluchon ! On dira qu'elle le punit à titre préventif, parce qu'il a une instabilité sociale qui est dangereuse pour l'ordre établi. C'est donc le régime des mesures préventives, visant un délit futur ? Il est en singulière contradiction avec la théorie des libertés républicaines. C'est donc le régime de la stabilité obligatoire ? Il faut qu'une forme de gouvernement ait jusqu'à la dernière rempli ses obligations de prévoyance sociale pour avoir le droit de l'imposer.

Prenons ce qui est : par un long acheminement, le législateur, bien avant le code, a institué un délit de vagabondage pour les majeurs. Il l'a étendu aux mineurs, l'a modifié, en a élargi la définition : mais comme ce faisant il avait visé des métiers « prohibés », on ne peut pas dire à proprement parler qu'il ait fait du vagabondage tel qu'il était défini un délit spécial aux mineurs ; il a simplement adapté son texte à la situation de ceux-ci.

Aujourd'hui, en 1935, on voudrait étendre de nouveau la définition, considérer le vagabondage comme un état de fait malencontreux dont le vagabond n'est pas toujours responsable, graduer la répression en conséquence. Que faire ?

On ne songe pas un instant à conserver la loi de 1921, à lui retirer simplement la juridiction sur les enfants-victimes (2).

Va-t-on rendre délictueux pour le mineur des faits qui resteront licites pour le majeur ? On se heurtera aux graves objections qu'avaient rencontrées ceux qui voulaient poursuivre la prostitution des mineures, et qui ont dû se résigner à employer un biais.

(2) Il résultait d'ailleurs des travaux préparatoires que telle était bien l'intention du législateur de 1921, et la pratique des parquets s'y conformait dans la plupart des cas.

Va-t-on au contraire considérer que ce qui est un délit pour le majeur n'en est pas un pour le mineur ? Mais ce sera renforcer les critiques qui visent l'article 269. Et comment, s'il n'y a pas de délit, assurer la prise de corps, l'exécution des mesures ? L'échec de la loi de 1908 n'est-il pas particulièrement significatif à cet égard ?

Nous verrons un peu plus loin que ce précédent fâcheux n'effraya pas les auteurs du décret-loi.

102. — Pour ce qui est des autres reproches adressés au régime existant, le problème était beaucoup plus simple.

Certes, des mineurs pouvaient être condamnés à une peine de prison. Mais en fait par le jeu de la question de discernement, cette peine ne se trouvait appliquée qu'aux élinquants dangereux.

Certes, on envoyait parfois les jeunes prévenus à Fresnes (3) par un mandat de dépôt d'ailleurs parfaitement légal. Mais la loi de 1912 interdisait cette mesure pour les mineurs de 13 ans, et pour ceux de 13 à 18 ans l'article 16 de cette même loi permettait au Juge d'Instruction d'user de toute une gamme de placements provisoires. Ce n'est pas parce qu'en fait les Magistrats n'usaient guère de cette faculté, qu'il fallait bouleverser toute une législation : une circulaire aurait suffi à rappeler aux Juges les possibilités que leur donnait la loi.

Certes, les mineurs de 13 à 18 ans pouvaient avoir un asier pour vagabondage. Mais avait-on le droit de laisser tout à fait ignorer aux futurs employeurs des enfants les actes répréhensibles de ceux-ci ? Et là encore, ne pouvait-on amender, au lieu de bouleverser ?

(3) Pour la Seine. Et ailleurs, théoriquement du moins, dans les quartiers spéciaux des prisons.

103. — Enfin on ajoutait, non sans raison cette fois, que si à des peines on substituait des mesures de redressement, il fallait donner à celui qui les édicterait la possibilité d'en surveiller l'exécution.

104. — Pour ce qui est des attaques dont l'envoi en correction était l'objet, il faut bien convenir que ce régime était souvent inefficace. Les tribunaux avaient d'ailleurs su le remarquer, et en usaient très modérément, pour les seuls cas désespérés. Enfin l'Administration Pénitentiaire avait fait de très sérieux efforts pour organiser les maisons d' « éducation surveillée » (4).

105. — Quoi qu'il en soit, s'hypnotisant sur les prétendus inconvénients qu'il découvrait à l'application de la loi de 1921, négligeant les périls et les incertitudes que nous avons signalés, et que lui signalait par avance, sans avoir été consulté, le Comité de Défense des Enfants traduits en justice (5), le Législateur s'est laissé inspirer par les idées dominantes que voici, qui sont une amplification des critiques adressées à la loi de 1921 et résumées par nous :

1° Les vagabonds étant la plupart du temps des malheureux, ne seront pas punis comme délinquants.

(4) Voir notamment le remarquable rapport de Mlle Chaptal au Comité de la Protection de l'Enfance de la Société des Nations. (Publications de la S.D.N., 1934). On y trouve le compte rendu de nombreuses visites à des maisons d'éducation surveillée. (p. 104 et s.).

(5) Au début de 1935, la Chancellerie préparait de nouveaux textes relatifs à l'enfance abandonnée. M. Pernot, Garde des Sceaux, avait mentionné ce travail dans une circulaire du 8 avril 1935. La campagne de M. Rollin battait son plein. Aussi, le Comité de Défense crut-il devoir se saisir de la question, et à la séance du 25 juin 1935, Mme H. Campinchi, avocat à la Cour, lui présentait un rapport remarquable. Ce rapport, qui n'a été publié que fin 1935 (Bulletin de l'Union des Sociétés de Patronage, 1935, p. 105 et s.), indiquait par avance, et en détail, tous les écueils à éviter. Il n'en fut tenu aucun compte.

2° L'impunité absolue ne pouvant être envisagée, les courtes peines étant d'autre part sans efficacité, ils seront soumis à des œuvres d'éducation et de redressement, à l'exclusion de toute répression.

3° En conséquence, ils ne feront plus, sous aucun prétexte, de séjour en prison, ni dans un établissement correctionnel, et n'auront plus de casier judiciaire.

4° C'est le Président qui en principe statuera sur leur cas, et, plus que jamais, pour assurer l'efficacité des mesures prononcées, son rôle se poursuivra bien au delà de la sentence.

Il nous reste à voir le détail de la mise en pratique de ces principes, tel qu'il a été prévu par le Législateur : ce sera l'objet du chapitre suivant.

---



## CHAPITRE II

---

### Economie du décret-loi

---

106. — Tout d'abord, et d'un trait de plume, le décret-loi N° 8 abroge les articles 270, alinéa 2, et 271, alinéas 2, 3 et 4 du Code Pénal. Observons seulement qu'il laisse subsister sans aucune restriction les articles 269, 270 et 271 réduits chacun à un alinéa. Nous aurons à y revenir.

107. — L'article 2 commence par une définition du vagabondage, sans que ce dernier mot toutefois y figure. Il nous a paru intéressant, puisque par chance les éléments du délit — de l'ancien délit — sont énoncés dans le même ordre dans ces deux textes, de confronter la définition donnée par la loi de 1921 avec celle du Décret-loi.

Voici le résultat :

#### LOI de 1921

...qui, ayant, sans cause légitime, quitté, soit le domicile de leurs parents

ou tuteurs, soit les lieux où ils étaient placés par ceux à l'autorité desquels ils étaient soumis ou confiés

ont été trouvés soit errant

soit logeant en garni et n'exerçant régulièrement aucune profession

soit tirant leurs ressources de la débauche ou de métiers prohibés.

#### DECRET-LOI de 1935

...qu'ils aient quitté leurs parents,

qu'ils aient été abandonnés par eux ou qu'ils soient orphelins

n'ayant d'autre part ni travail, ni domicile,

ou tirant leurs ressources de la débauche ou de métiers prohibés.

On le voit, le texte du Décret-loi est à la fois beaucoup plus large et beaucoup moins précis que celui de la loi de 1921. On n'y trouve rien de ce qu'une jurisprudence aujourd'hui périmée avait apporté depuis 1932, en précisions, en restrictions, en interprétations, à la notion du vagabondage. L'existence d'une « cause légitime », si utilement approfondie par M. Flandin, l'abandon du domicile des tuteurs et assimilés, le fait de l'errance, le fait de loger en garni, rien de tout cela n'est reproduit.

Désormais, tout enfant qui, *en fait*, se trouvera soustrait de façon suffisamment caractérisée et durable à l'autorité paternelle, et qui, ou bien n'aura ni travail, ni domicile, ou bien tirera ses ressources de la débauche ou de métiers prohibés, tombera sous le coup du décret-loi.

On comprend dès lors pourquoi celui-ci est si avare de détails : c'est que dans l'idée du législateur la notion de vagabondage, tout en continuant à englober les prostituées et les pervers, va désormais être élargie autant qu'il se peut concevoir, jusqu'à contenir les malheureux, ceux qui ont été chassés du foyer, les orphelins dont on ne s'est pas soucié ; etc... ; une délimitation exacte, comme dans la loi de 1921, devient inutile par la généralité même du champ d'application.

On ne pourra donc guère épiloguer sur l'étendue d'une définition aussi compréhensive, qui amène pêle-mêle au Tribunal malchanceux et pervers.

108. — Le dernier alinéa de l'article 2 et le début de l'article 3 traitent du placement provisoire et des enquêtes qui seront faites pendant sa durée.

Notons d'abord que pour plus de clarté il eût mieux valu consacrer comme dans la loi de 1921, un article à la définition du vagabondage, et un autre au placement provisoire.

Quoi qu'il en soit, ce sont concurremment le Préfet (et à Paris le Préfet de Police), le Procureur de la Républi-

que, et le Président du Tribunal pour enfants et adolescents, qui pourront ordonner le placement du mineur. Placement préventif dit le texte, et nous regrettons que le mot « provisoire » n'ait pas été substitué ou adjoint : dans beaucoup de cas il est un peu tard pour prévenir un fait qui précisément a amené la mesure de placement.

L'enfant sera confié soit à un Etablissement spécialement habilité (et évidemment une liste sera établie après coup, désignant au moins un Etablissement par département, si ce n'est par arrondissement judiciaire) soit à l'Assistance Publique. Aucune préférence n'est marquée pour le choix à faire.

Pendant la durée de ce placement provisoire, il est procédé obligatoirement à une enquête sur la famille et le milieu, d'une part, et à un examen médical, d'autre part. On cherche vainement l'indication d'un délai, des personnes chargées de diligenter l'enquête, de celles qui auront à mettre en œuvre le médecin. On ne trouve pas davantage un aperçu sur l'étendue des investigations auxquelles il devra être procédé. Il est probable que les auteurs du Décret-loi avaient en vue l'enquête sociale et l'examen médico-pédagogique tels qu'ils sont pratiqués habituellement à Paris, et qu'ils ont — mentalement — attribué la même teneur aux mesures qu'ils ordonnaient.

109. — A l'audience, qui est tenue en Chambre du Conseil, le Président du Tribunal pour enfants et adolescents siège comme juge unique. Il prend avis du Ministère Public et entend le défenseur du mineur. Il n'est pas précisé si ce dernier doit être obligatoirement assisté d'un Avocat, commis d'office au besoin.

En matière de procédure, l'article 3 mentionne encore qu'un appel sera possible devant la Chambre du Conseil de la Cour d'Appel ; il ne dit ni dans quel délai, ni par qui il pourra être interjeté.

Instituant en outre un système nouveau, l'article 3

prévoit que la sentence pourra être rapportée chaque fois que l'intérêt de l'enfant le réclamera. Par « rapportée » il faut sans doute entendre « modifiée », car le mot « rapportée » signifie bien que la première décision est anéantie, mais n'indique pas qu'on lui substitue une mesure nouvelle, fût-ce la remise à la famille, qui est cependant nécessaire pour fixer le sort de l'enfant. La procédure de ces modifications n'est pas autrement désignée et il n'existe pas de référence à la législation antérieure.

110. — Désireux de rapprocher les prescriptions relatives à la procédure — ce que le Décret-loi n'a pas fait — nous avons dissocié de l'article 3 la liste des mesures qui peuvent être prises à l'égard de l'enfant. Nous les reproduisons ci-dessous, en les confrontant avec celles qui pouvaient être prises en vertu de la loi de 1921.

LOI DE 1921

DECRET-LOI

Emprisonnement correctionnel.

Envoi dans une colonie correctionnelle.

Envoi dans une colonie pénitentiaire

Envoi dans une école de réforme ou de préservation.

Remise à Institution charitable.

Remise à personne charitable.

Remise aux parents.

Remise à Institution charitable.

Remise à personne charitable.

Remise aux parents.

Remise à l'Assistance publique.

Remise à tout établissement utile en vue de soins.

Observons que dans le système du Décret-loi, le Président choisit librement entre les différentes mesures, alors que dans la loi de 1921 son choix était limité par la considération de l'âge du délinquant.

Enfin, le Décret-loi, comme la loi de 1921, donne la possibilité de soumettre le mineur au régime de la liberté surveillée, qui s'est montrée efficace (1).

III. — L'Article 4 envisage le cas où le mineur enfreindrait la mesure prise à son égard. La loi de 1921 ne le prévoyait pas et on appliquait selon les circonstances les textes suivants : Art. 4, alinéa 1<sup>er</sup>, et art. 23 de la loi du 22 Juillet 1912, articles 2, 12 et 13 du règlement d'administration publique du 15 Janvier 1929. A défaut d'autres précisions, il faut bien admettre, en ce qui concerne les vagabonds, que ces textes sont implicitement abrogés.

Le contrevenant sera placé « préventivement », dit avec persévérance le décret, dans un dépôt spécial, qui, de toute évidence, étant désigné en d'autres termes que celui de l'article 2, ne saurait être le même.

Une seconde fois, l'enfant comparaitra devant le Tribunal pour enfants et adolescents ; une seconde fois, le Président pourra lui appliquer une quelconque des mesures de placement de l'article 3 ; mais, si le mineur paraît inamendable, il pourra aussi transmettre le dossier au Parquet, lequel saisira cette fois le Tribunal pour enfants et adolescents siégeant au complet, jugeant en vertu de la loi du 22 Juillet 1912, et appliquant les articles 66 et 69 du code pénal. L'article 4 dit bien « 66 et 69 » et nous le répétons avec lui, puisque nous nous bornons ici à l'analyser. Nous verrons plus loin ce qu'il faut en penser.

(1) Voir l'ouvrage de M. Raymond Prieur « La liberté surveillée des mineurs », et celui de Magdeleine Lévy « Les auxiliaires du Tribunal pour Enfants », datant tous deux de 1933.

112. — Les articles 5 et 6 sont suffisamment clairs pour que nous n'y revenions pas. Notons seulement que l'article 6, en annonçant un règlement d'administration publique qui s'avère indispensable, prévoit qu'il fixera la rémunération du travail imposé au mineur.

Nous apprenons ainsi l'existence de ce travail. Mais où sera-t-il effectué ? Mais comment ? Quels sont les règlements d'administration publique ou les décrets antérieurs qui ne sont pas abrogés, ou qui le sont, ou qui le seront ? Toutes ces questions restent pendantes.

113. — Avant d'examiner comment le Décret-loi n° 8 a pu être appliqué, nous croyons utile de mettre sous les yeux du lecteur la Circulaire que, le 22 Novembre 1935, M. le Premier Président de la Cour d'Appel de Paris envoyait aux Présidents en vue de son application :

COUR D'APPEL

DE PARIS

—

CABINET

DU

PREMIER PRÉSIDENT

—

Paris, le 22 Novembre 1935.

*Le Premier Président,*

*à Monsieur le Président du Tribunal d*

Je crois devoir vous signaler tout spécialement les dispositions du décret-loi paru au « Journal Officiel » du 31 Octobre 1935 (page 11.465) et qui a pour objet d'édicter des mesures nouvelles à l'égard des mineurs de 18 ans, soit orphelins, soit ayant quitté leurs parents ou abandonnés par eux, et n'ayant d'autre part ni travail, ni domicile et tirant leurs ressources de la débauche ou de métiers prohibés.

Sous l'empire de l'article 271, al. 2, 3 et 4 du Code pénal, ces mineurs étaient considérés comme se trouvant en état de vagabondage, et justiciables du Tribunal pour Enfants, au même titre que les autres mineurs délinquants. Il n'en est plus de même désormais : les mineurs trouvés en état de vagabondage ne sont plus considérés comme des délinquants, et le décret-loi du 30 Octobre 1935 a précisément pour objet d'organiser, en ce qui concerne ces mineurs, aux lieu et place des mesures répressives abolies, tout un système d'assistance et de relèvement.

En attendant des instructions générales qui pourront être tirées notamment du règlement d'administration publique prévu par l'article 6 du décret-loi, j'appelle votre attention sur les principales dispositions qu'il contient :

1° Tout d'abord, les mineurs de la catégorie visée au décret-loi n'étant plus considérés comme se trouvant en état de délit, ne doivent, sous aucun prétexte, être envoyés en prison ou déférés à un Juge d'instruction ; ils seront placés préventivement, en attendant les résultats de l'enquête, soit dans un Etablissement spécialement habilité à cet effet, soit à l'Assistance publique. Ce placement, qui peut être fait par les soins de l'autorité administrative, peut aussi émaner du Procureur de la République ou du Président du Tribunal pour Enfants. Il conviendra donc que vous vous mettiez dès maintenant, en attendant la création d'un Etablissement habilité, en rapport avec les services hospitaliers du Département ou de l'arrondissement qui auront vraisemblablement reçu, de leur côté, toutes instructions utiles à cet effet. L'enfant pourra également être dirigé préventivement sur un patronage, si celui-ci consent à le recevoir.

2° Le mineur se trouvant ainsi provisoirement placé et sans contact avec de véritables délinquants, doit faire l'objet, aux termes de l'article 3 du décret-loi, d'un examen médical et d'une enquête qui portera aussi sur sa famille et sur le milieu dans lequel il a été élevé. A Paris et dans les Centres où existe un Service social organisé, c'est à ce service que l'enquête devra être confiée. Il importe qu'elle soit aussi complète que possible, et qu'elle réunisse tous les éléments de documentation qui permettront de prendre la mesure la plus conforme à l'intérêt de l'enfant. Vous devrez donc diriger et surveiller cette enquête, et tenir la main à ce que l'examen médical soit effectué conformément aux instructions ministérielles antérieures, au regard de la tuberculose et de la syphilis. Vous ne devez pas hésiter également, chaque fois qu'il vous paraîtra nécessaire, à prescrire un examen mental du mineur.

3° Le rôle dévolu par le décret-loi au Président du Tribunal pour Enfants va devenir prépondérant lorsque, renseigné par l'enquête et par l'examen médical, il aura à prendre, à l'égard du mineur, la décision d'où va dépendre peut-être tout l'avenir de ce dernier.

Désormais, en effet, ce n'est plus au Tribunal, mais au Président seul qu'il appartient — le mineur, son défenseur et le Ministère public entendus — de prendre, en Chambre du Conseil, la mesure d'orientation et de placement la plus propre à assurer le reclassement social de l'enfant.

Suivant les circonstances, le Président pourra remettre le mineur soit à ses parents, soit à un particulier, soit à une institution charitable, soit à l'Assistance publique.

S'il est atteint d'une maladie, ou si son état mental est déficient, son envoi dans un Etablissement susceptible de lui donner les soins réclamés par son état devra être ordonné.

L'adjonction de la liberté surveillée pourra, aux termes du décret-loi, être prescrite. Cette mesure, qui consiste à doubler la surveillance de la famille, m'apparaît comme essentielle. L'expérience a montré le rôle capital que peut exercer le délégué sur le relèvement de l'enfant, quand il a su acquérir la confiance et l'estime de celui-ci. A Paris, une association organisée à cet effet existe. J'ai pu me rendre compte des efforts accomplis par ses membres ; il conviendra que vous mettiez à profit des bonnes volontés et des dévouements qui ne demandent qu'à se manifester.

4° Il peut arriver que le mineur enfrenne la décision qui aura été prise à son égard, et, sans commettre de délit, soit à nouveau trouvé errant ou tirant ses ressources de la débauche ou de métiers prohibés. Aux termes de l'article 4 du Décret-loi, le mineur devra être placé dans un dépôt spécial, et renvoyé devant le Président du Tribunal qui pourra, à son choix et suivant les circonstances, prendre les décisions suivantes : ou bien, il tentera un nouvel essai de reclassement et prendra une des mesures dont il a été parlé ci-dessus, ou bien le mineur lui apparaîtra comme ayant besoin d'une discipline plus ferme et d'un régime plus sévère, et, dans ce cas, il transmettra le dossier au Procureur de la République pour que l'enfant soit déféré au Tribunal, qui lui appliquera les mesures de redressement prévues par l'art. 66 du Code pénal. Aucune infraction n'étant relevée à la charge du mineur, c'est à dessein que l'art. 67 du Code pénal, qui édicte les pénalités, a été écarté.

La gravité de la tâche qui vous incombe et la mission qui vous est confiée, réclament de votre part beaucoup de soins, de clairvoyance et de scrupules : nul plus que vous-même n'est apte à la remplir,

et le Législateur, en vous confiant la responsabilité de l'avenir de certains mineurs, autrefois déferés à la juridiction répressive, a entendu grandir encore le rôle du Président du Tribunal pour Enfants.

.....

Telles sont les dispositions principales des deux décrets-lois concernant l'enfance ; j'ai cru devoir les porter à votre connaissance pour vous permettre d'en assurer, dès maintenant, l'application et de m'en référer, au cas où des difficultés d'interprétation, dont la solution n'appartiendrait pas exclusivement à l'autorité judiciaire, viendraient à se manifester.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire.

*Le Premier Président,*

EUGÈNE DREYFUS.

114. — Nous ferons seulement remarquer qu'il n'y a rien d'étonnant à ce que l'Art. 67 du Code Pénal ait été écarté par le Décret-loi, puisqu'il frappe uniquement les mineurs criminels. Par contre, l'Art. 69 qui vise les délinquants, est bien mentionné. C'est du reste un des points névralgiques de l'Art. 4, et nous y reviendrons.

---



## CHAPITRE III

---

### Les anomalies ou insuffisances juridiques du décret-loi

---

115. — Nous avons déjà relaté l'opinion de M. Voirin quant à la légalité du Décret-Loi n° 8. « Ce n'est pas une des moindres singularités de la crise économique, que l'abrogation de la loi de 1921 se soit trouvée nécessaire à la défense du franc », pouvait dire M. Pascalis à l'Assemblée Générale de l'Union des Sociétés de Patronage. Mais qu'advient-il si un jour un Tribunal s'avise de constater cette illégalité ? Toutefois, nous ne nous arrêterons pas davantage à cette objection : entrant dans le vif du sujet, nous allons encore trouver des anomalies juridiques qui, cette fois, auront une répercussion directe sur la mise en pratique du Décret.

116. — Et tout d'abord, est-ce qu'un mineur trouvé dans les conditions de l'Art. 270, alinéa 1, non abrogé, ne va pas pouvoir être poursuivi pour délit de vagabondage en vertu de cet article, et jugé dans les formes de la loi de 1912, sauf application de l'Art. 66 ?

En effet, dit l'Administration Pénitentiaire qui appuie cette thèse, pour affirmer que le délit de vagabondage

n'existe plus pour les mineurs de dix-huit ans, il faut admettre que les dispositions du Code pénal ne leur étaient applicables que complétées par la loi du 24 Mars 1921.

Or, cette question a donné lieu à une jurisprudence divergente des cours et Tribunaux, et n'a jamais été tranchée par la Cour de Cassation.

De plus, l'Art. 269 subsiste toujours, et ne contient pas de restriction en ce qui concerne les mineurs.

Il est évident que cette théorie est embarrassante.

Mais il faut bien convenir qu'elle est en contradiction formelle aussi bien avec les intentions des promoteurs du décret-loi, qu'avec toute l'évolution de la législation relative au vagabondage des mineurs.

Néanmoins, on ne peut s'empêcher de penser que si chaque texte législatif nouveau était suffisamment bien étudié, de pareilles antinomies ne se présenteraient pas, et on éviterait ainsi des discussions stériles qui affaiblissent la portée d'un texte.

117. — On s'est posé une question connexe, qui revient à se demander si le vagabondage des mineurs, tel qu'il est défini par le Décret, ne constitue pas un délit.

Et pour appuyer cette thèse, on prétend que la loi du 24 Mars 1921 et le Décret-loi du 30 Octobre 1935 auraient eu simplement pour effet de déterminer les éléments constitutifs du délit, d'indiquer les juridictions qui ont à en connaître, et d'énumérer les mesures de sûreté, de garde, etc... qui peuvent intervenir.

Ce qui revient à dire, puisque le Législateur de 1935 a bien manifesté son intention de supprimer le délit, qu'on trouve néanmoins dans la combinaison des textes un ensemble de dispositions qui viennent contrecarrer en fait cette intention.

Bref, l'esprit serait prisonnier de la forme.

Et on invoque toujours l'existence de l'Art. 269, et

celle du mot « délit » dans l'Art. 66 du Code pénal auquel renvoyait dans certains cas la loi de 1921.

A cette théorie, on peut opposer non seulement, comme nous l'avons dit, les travaux préparatoires de la loi de 1921, et les intentions de M. Rollin, promoteur du Décret-loi, mais aussi, pour réfuter un texte par un autre, l'Art. 1 du Code pénal, qui déclare : « L'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles est un délit. » Or, il n'y a plus, dans le système de 1935, de peine correctionnelle applicable aux mineurs vagabonds.

Cet argument serait décisif, si par malheur l'Art. 4 — par une erreur de plume, a-t-on dit — ne mentionnait pas l'Art. 69 du Code pénal, et ne semblait pas faire de la récidive un délit.

Nous examinerons plus loin cette nouvelle objection, qui tend à jeter un doute sur les intentions du Législateur, pourtant parfaitement claires, tout au moins en ce qui concerne le vagabondage primaire.

118. — En pratique, et tout en reconnaissant que les questions exposées par nous ci-dessus pouvaient peut-être se poser, on a admis que le délit de vagabondage des mineurs était supprimé d'un trait de plume. Dès le lendemain de la promulgation du Décret, on en appliquait les conséquences : tout d'abord en supprimant l'instruction (1), ensuite en cessant de décerner des mandats de dépôt contre les jeunes vagabonds, et de les détenir à la Maison d'éducation surveillée de Fresnes, ou dans des établissements relevant de l'Administration Pénitentiaire.

Et cependant, les termes de l'Art. 2 du Décret étaient impératifs : il fallait de toute évidence se saisir de la per-

(1) A Paris, on a supprimé un des juges d'instruction du T.E.A.. Du même coup, la tâche du Président et du Parquet s'est trouvée considérablement alourdie.

sonne du vagabond pour le confier préventivement à ce qu'on appelait « un Etablissement habilité ». En dehors des cas très rares où le mineur lui-même solliciterait cette mesure, en vertu de quoi allait-on l'arrêter, et le détenir ?

On cherche vainement une façon de légitimer cette « prise de corps » : il n'y en a pas. Nous sommes en plein arbitraire. Et, quel que soit le désir des juristes d'assurer la protection de l'enfance, il ne faut tout de même pas leur demander de laisser fouler aux pieds les principes sacrés et absolus de la liberté individuelle, alors qu'une loi récente vient encore de renforcer ceux-ci.

Il convient de remarquer que les rédacteurs du Décret-loi n'ont eu aucun souci de donner un semblant de légalité aux arrestations de mineurs : ils auraient pourtant pu faire un effort d'imagination, pour essayer de justifier par exemple une sorte de dévolution automatique de la puissance paternelle, au profit de l'autorité judiciaire.

En tous les cas, pour ceux qui font passer le souci de la légalité avant les considérations pratiques, sauvegardant ainsi les principes fondamentaux du droit, ces arrestations sont et demeureront illégales.

119. — Mentionnons en passant les gros inconvénients que présente la suppression de l'Instruction : il suffira de se reporter à ce que nous avons dit sur ce point dans la seconde partie.

En pratique, c'est le Parquet qui s'est substitué au Juge d'Instruction pour ordonner le placement provisoire des mineurs, faire aboutir l'enquête sociale et l'expertise médicale.

120. — Il n'échappera pas non plus que la question de discernement ne sera plus posée dorénavant. C'est une brèche sérieuse dans l'application de la loi de 1912, mais

il ne pouvait en être autrement. Dès qu'on supprimait le délit, on n'avait plus à envisager l'intention délictueuse, ni le degré de responsabilité délictuelle (2).

121. — Suivant toujours l'ordre du Décret, observons combien il est regrettable que les dispositions relatives à l'appel soient si brèves. Le délai n'en est pas même indiqué. En dehors du Ministère public et du mineur, quels droits auront les parents ? N'était-ce pas le moment de trancher la question si délicate de savoir si les Institutions charitables qui ont eu, à un moment donné, l'enfant en charge, ont un droit quelconque à interjeter appel ?

Les auteurs du décret-loi ont-ils estimé que celui-ci ne serait jamais appliqué par défaut ? On peut le penser, puisqu'ils sont muets à ce sujet.

Ils n'ont pas davantage songé à rendre l'assistance d'un Avocat obligatoire, ni à réglementer la comparution des parents, pourtant si utile dans beaucoup de cas. Quand on relit des textes comme la loi de 1912, on ne peut s'empêcher de regretter que le décret-loi de 1935 n'ait pas été étudié avec autant de soin.

122. — Et voici pour finir la dernière difficulté qui est de taille : la récidive prévue à l'Art. 4 est-elle un délit, et la décision sur récidive, rendue par le Tribunal en entier, a-t-elle un caractère pénal ?

Les praticiens ont estimé que non, et là encore on a pu invoquer l'esprit du texte. On a ajouté que d'ailleurs l'application de l'article 4 se ferait le plus souvent sous la forme d'un incident à la liberté surveillée, et qu'un tel incident n'avait pas le caractère d'un délit.

A notre avis, cette argumentation n'est pas décisive,

(2) Nous rappelons que, d'après une opinion assez fréquente, la question de discernement avait déjà été supprimée par la loi de 1921. V. *supra*, N° 34.

car il est bien clair que le caractère para-délictueux de l'incident à la liberté surveillée tel qu'il avait été conçu en 1912, ne saurait faire échec aux intentions du Législateur, si celui-ci entendait en 1935 créer un délit.

En outre, le point névralgique de la discussion, c'est la présence dans le texte d'une référence à l'Art. 69 du Code pénal. Erreur de plume, a-t-on dit, en s'appuyant encore sur les intentions des promoteurs du Décret-loi.

Mais sur ce point aussi une discussion reste possible. Ne peut-on prétendre qu'indulgents à l'extrême lorsqu'il s'agissait d'un délinquant primaire ou d'un récidiviste amendable, ils ont voulu être sévères à l'extrême lorsqu'il s'agissait d'un récidiviste pour l'amendement duquel toutes les mesures de l'Art. 3 s'avéraient impuissantes ? Et n'ont-ils pas préféré alors, dans leur défiance à l'égard des colonies pénitenciaires et correctionnelles, faire subir aux mineurs délinquants une courte peine de droit commun, sous réserve de l'application de la loi de 1850 ?

La chose n'est pas vraisemblable, dira-t-on. Malheureusement, tel qu'il existe, l'art. 4 *in fine* ne semble pas pouvoir être interprété autrement (3).

123. — Signalons pour terminer qu'aux termes des Art. 33 et 36 du décret du 15 Janvier 1929, les pupilles de la Nation ne doivent jamais être confiés à l'Assistance Publique.

Or, il s'est trouvé qu'un Tribunal pour enfants et adolescents statuant en vertu du Décret-loi n° 8, confie à l'Assistance Publique un pupille de la Nation. La chose était-elle régulière ?

(3) A l'heure actuelle, pour éviter d'avoir à se prononcer, les Présidents, en cas de récidive, statuent une seconde fois en vertu de l'article 3, ainsi que l'article 4 le leur permet.

Certes, il est indiscutable que l'esprit du décret de 1929 est bien de confier les pupilles aux seuls Offices départementaux. Mais d'un autre côté, le Décret de 1929 a été pris en application de la loi de 1912. Or, le décret-loi N° 8 légifère en marge de celle-ci et d'ailleurs en fait les Offices départementaux ne pourraient assumer la charge des pupilles vagabonds.

La question n'en demeure pas moins sans solution officielle.

---



## CHAPITRE IV

---

### Les difficultés d'application pratique du décret-loi

---

124. — Une première difficulté d'application du Décret-loi pourrait provenir du fait que trois personnes, dont l'une étrangère au Tribunal, ont la faculté de faire opérer un placement provisoire du mineur. On pourrait craindre en effet un manque de coordination entre ces différentes autorités. En pratique, il ne semble pas que les Préfets aient usé ou doivent user des droits que leur confère le décret-loi. On ne voit pas trop d'ailleurs comment les mineurs leur seraient amenés. Ceci nous dispense de nous demander si les Sous-Préfets jouiraient des mêmes droits. Mais la création de ce pouvoir tripartite n'en est pas meilleure.

125. — La difficulté essentielle provient de l'inexistence des Etablissements destinés à recevoir les mineurs. Elle a empêché d'appliquer le Décret-loi dans son esprit et conformément aux intentions de ses auteurs. Nous en verrons bientôt les conséquences, qui sont d'une extrême gravité.

Rappelons que les Etablissements dont s'agit devraient être de trois sortes.

1° Celui qui est prévu à l'Art. 2, et qui est destiné à héberger les mineurs à titre provisoire, tout le temps que dureront l'enquête sociale et l'examen médical. Pour plus de commodité, nous l'appellerons « centre de triage » car c'est en effet à partir de lui que, par décision du Président, les mineurs seront acheminés vers leur placement définitif.

2° Ceux qui sont prévus à l'Art. 3, concurremment avec l'Assistance Publique, et y sont dénommés « Institution charitable » ou « Etablissements susceptibles de lui donner des soins réclamés par son état ». Il s'agit évidemment soit de patronages, soit d'Instituts médico-pédagogiques ou organismes similaires.

3° Celui où sera provisoirement placé, conformément à l'Art. 4, le mineur récidiviste, et qui est appelé « dépôt spécial ». Toutefois, l'Art. 4 ne le rend pas obligatoire.

126. — Or, le décret-loi est entré en vigueur dès sa promulgation, et il n'existait aucun centre de triage. On aurait pu envisager de continuer à envoyer à Fresnes (1), comme par le passé, les mineurs qu'on jugeait utile d'isoler. Mais la chose ne fut pas possible. Laissons la parole à M. Duteil, Conseiller Général de la Seine, qui va nous expliquer pourquoi dans un discours prononcé au Conseil Général le 4 Décembre 1935 : « Ce Décret, qui a été promulgué le 31 Octobre, qui n'a été porté à la connaissance de la population que le 3 Novembre, par le « Journal Officiel », a commencé à recevoir son application le 2 Novembre, puisque ce jour-là, M. le Procureur Général près le Parquet de la Seine mettait en demeure l'Assistance Publique de prendre en charge cinquante-cinq enfants qui se trouvaient à la section spéciale de la prison départementale de Fresnes...

(1) Et, en province, dans les quartiers spéciaux des locaux de l'Administration Pénitentiaire.

*En moins de vingt-quatre heures, avant que le Décret ne soit sorti des presses du « Journal Officiel », avant que quiconque, non initié, ait pu en prendre connaissance, l'Administration de l'Assistance publique à Paris, gérante du service départemental des Enfants Assistés, était mise en demeure de prendre en charge des enfants qui, jusqu'alors, étaient pensionnaires de la Maison d'éducation surveillée de Fresnes.*

*Depuis, en vertu de ce Décret-loi, l'Administration est mise en demeure, presque quotidiennement, de prendre un ou deux enfants.*

*Le Département de la Seine est soumis, comme les autres départements, à la loi de 1904 ; il a un Etablissement dépositaire, l'hospice des Enfants-Assistés, rue Denfert-Rochereau, que vous connaissez. Il a évidemment d'autres centres, puisque le service départemental des Enfants-Assistés s'occupe de l'éducation de 22.000 enfants.*

*Par conséquent, le Département a été obligé de recevoir dans son hospice dépositaire les enfants qui étaient à Fresnes, par injonction du Parquet général de la Cour de Paris. Il est obligé de recevoir presque quotidiennement les enfants qui sont arrêtés sur la voie publique ou qui peuvent lui être envoyés par M. le Préfet de Police.*

*Ce sont des enfants qui ont des tares que j'ai déjà énumérées, ce sont des enfants vicieux, des enfants qui, pour employer l'euphémisme du Décret-loi, se livrent à des métiers prohibés. Eh bien, l'Assistance Publique est obligée de recevoir ces enfants dans les locaux où elle reçoit des enfants sains physiquement et moralement.*

*Vous pensez, Messieurs, à quelle promiscuité nous livrons les enfants pour lesquels nous n'avons jamais hésité à voter les crédits nécessaires afin qu'ils aient une éducation aussi parfaite que possible.*

*Ce décret-loi, par son application brutale, annule l'effort poursuivi par le département de la Seine... » (2)*

Après M. Duteil, M. de Fontenay était obligé de constater qu'en effet, Fresnes ne recevant plus les vagabonds puisqu'ils n'étaient plus des délinquants, l'Assistance publique se voyait obligée de les recueillir, aux lieu et place du centre de triage inexistant. Et il ajoutait :

*« Si, en effet, vous étiez allés, comme a pu le faire M. Duteil et comme je l'ai fait moi-même, à l'hospice des Enfants-Assistés, vous auriez vu ce spectacle navrant, d'enfants confiés par leurs parents pendant quelques semaines à l'Assistance publique, c'est-à-dire d'enfants sains, cohabitant avec d'autres enfants arrêtés la veille pour vagabondage, et vous comprendriez tout de suite combien cette situation est regrettable.*

*L'Assistance publique, qui a la charge de recueillir et de sauver les enfants qui lui sont momentanément confiés, n'a pas le droit et n'entend pas les laisser ainsi contaminer par ces rebuts précoces de la société. C'est pour cela qu'il faut, ou la décharger momentanément de ce rôle, ou lui donner les moyens de le remplir convenablement...*

Et, comme de leur côté les patronages se récusaient pour recevoir les vagabonds pervers, M. André Boulard déclarait :

*« En conclusion, d'après les renseignements recueillis auprès des personnes compétentes en la matière, la réouverture de Fresnes, comme centre de triage pour les garçons est indispensable dans le plus bref délai. Par ailleurs la création d'un centre général de triage, pour les deux sexes, avec service d'observation — pouvant garder les mi-*

(2) Voir le *Bulletin Municipal Officiel de la Ville de Paris*, Numéros des 6, 7, 16, 17, 22, 26 et 27 décembre 1935, qui reproduisent *in extenso* les débats du Conseil Général.

neurs de trois à quatre mois, s'avère nécessaire dans un délai aussi court que possible —, ce centre devrait comporter cent vingt-cinq places environ. Il devrait être installé à proximité de Paris. Bien entendu, les dépenses d'installation et de fonctionnement seraient, pour la plus grande part, à la charge de l'Etat... »

Il s'agissait, en somme, la section spéciale de Fresnes ayant été fermée en tant que dépôt pour mineurs vagabonds, de la rouvrir comme centre de triage provisoire, jusqu'à ce qu'un centre définitif ait pu être mis sur pied.

En effet, après une intervention de M. Henri Sellier, qui récapitulait le problème, M. André Boulard se faisait l'interprète de l'Assemblée lorsqu'il se refusait à ouvrir aux vagabonds perversis l'école départementale Théophile-Roussel, à Montesson, spécialement destinée aux enfants difficiles.

*« Nous ne voulons pas voir venir à l'Ecole Théophile-Roussel des enfants corrompus qui risqueraient de remettre en question l'œuvre de rééducation que le Département de la Seine s'est imposée en faisant un gros effort, et qui donne d'excellents résultats. (Très bien !) »*

Finalement, l'Assemblée se prononçait sur deux délibérations qui lui étaient soumises par M. Duteil. La première, optant pour la réouverture provisoire de Fresnes, était adoptée à l'unanimité. En voici le texte :

« Le Président du Conseil Général, accompagné des Présidents des 4<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> Commissions, est invité :

« 1<sup>o</sup> A faire de toute urgence une démarche auprès des ministres compétents, Garde des Sceaux et Ministre de la Santé Publique, pour les mettre au courant de la situation critique dans laquelle se trouve le Département de la Seine pour appliquer le Décret-loi N<sup>o</sup> 8 du 31 Octobre 1935 ;

« 2° A leur demander, à titre transitoire et en attendant la construction et l'aménagement de l'établissement spécial destiné à recevoir des enfants vagabonds ou exerçant des métiers prohibés, la désaffectation de la partie de la prison de Fresnes affectée à la Maison d'éducation surveillée et à la réaffecter comme institut médico-pédagogique sous la surveillance de l'Assistance Publique, gérante du service des Enfants Assistés. »

La seconde, visant à la création d'un Etablissement définitif, fut pour étude budgétaire, renvoyée à la Commission. La voici :

« Le Conseil général,

« Vu les dispositions du Décret-loi du 31 Octobre 1935, N° 8, du Ministère de la Justice :

« Sur la proposition de M. Duteil,

« Délibère :

« L'Administration est invitée à envisager la création d'un établissement médico-pédagogique destiné à recevoir les enfants désignés dans le décret susindiqué et, accessoirement, les pupilles difficiles et vicieux du département, ainsi que ceux qui pourraient être confiés directement par les familles. »

127. — Ces citations un peu longues auront du moins eu le mérite de faire connaître exactement l'étendue des difficultés que rencontrait l'exécution du Décret-loi, non seulement à Paris, mais dans toute la France. Il faut reconnaître qu'elles découlent d'ailleurs logiquement du Décret.

128. — Ces difficultés eurent leur répercussion au Petit Parquet : qu'allait-on faire des deux ou trois vaga-

bonds mineurs que chaque jour — et illégalement, ainsi que nous l'avons vu — on amenait aux Magistrats ? Le mandat de dépôt n'était plus possible. Fresnes était fermé. Le Décret-loi ne permettait pas la remise provisoire à la famille ou à des particuliers. Les patronages, désireux à bon droit d'éviter une contamination qui aurait fait rapidement des ravages, refusaient la garde provisoire des enfants, prétendant n'avoir plus de place. Enfin l'Assistance Publique les recevait contrainte et forcée, et se plaignait elle aussi de la promiscuité dangereuse qu'ils constituaient pour les Enfants assistés. En outre, elle n'était pas organisée pour assurer le séjour de ces enfants, et en particulier ne pouvait les soumettre au régime cellulaire qui semble indispensable. De plus, leur présence, leur nombre grandissant en raison de la définition nouvelle du vagabondage, empêchaient l'Assistance publique de faire face aux obligations normales qui lui sont imposées par la loi de 1904, notamment de recueillir les enfants dits « en dépôt » devenus plus nombreux, eux aussi, à la suite du Décret-loi N° 21 du Ministère de la Santé Publique.

Le Parquet cependant se voyait obligé de continuer à envoyer les mineurs à l'Assistance Publique. A la suite de diverses démarches, le Ministre de la Justice avait promis d'étudier la possibilité de revenir au *statu quo* jusqu'à ce que le centre de triage ait été organisé. Puis il avait semblé se désintéresser de la question. Aucune suite n'avait été donnée à la délibération du Conseil Général, pas plus qu'aux instances de l'Assistance Publique.

Et c'est ainsi qu'à l'heure où nous écrivons, la situation est inchangée (3). Un règlement d'administration pu-

(3) Depuis que nous avons rédigé ce chapitre, une circulaire de M. le Garde des Sceaux aux Procureurs Généraux a mis un terme à la situation que nous avons exposée. Cette circulaire, reconnaissant que l'application du décret-loi nécessite la construction et l'aménagement d'établissements spéciaux, et que des mesures transitoires doivent être

blique est à l'étude : il n'aura pas le pouvoir de créer instantanément un centre de triage fort coûteux. Quand paraîtra-t-il d'ailleurs ? En attendant, les vagabonds continuent à contaminer, physiquement et moralement les pupilles de l'Assistance. Assez souvent, ils s'échappent : c'est tout juste si on ne s'en réjouit pas.

129. — Tous les Parquets de France connaissent les mêmes difficultés.

Et celles-ci recommencent lorsqu'il s'agit de placement définitif : on se rappelle que l'échec de la loi de 1908 n'a pas eu d'autres causes.

Que se passe-t-il en effet ? Lorsque le Président juge qu'il est dangereux de remettre l'enfant à la famille, il peut le confier soit à un patronage, soit à l'Assistance Publique, soit à un Etablissement destiné à lui donner des soins.

Ne revenons pas sur le placement à l'Assistance Publique, que toutes les lois antérieures s'appliquaient à restreindre lorsqu'il s'agissait de délinquants, et que le décret-loi semble se faire un malin plaisir de rétablir.

prises, reconnaissant aussi que les vagabonds pervers sont un grave danger de contamination, prescrit aux magistrats de ne placer les enfants à l'Assistance Publique ou dans des œuvres que si ce placement doit être sans danger pour les autres pupilles. A défaut, les jeunes vagabonds devront être placés dans des locaux dépendant de l'Administration Pénitentiaire, et qui seront spécialement aménagés.

Cette circulaire, en date du 27 Mars 1936, donne en particulier satisfaction au Conseil Général de la Seine. Sous une autre dénomination sans doute, Fresnes va accueillir désormais les jeunes vagabonds. C'est le retour au *statu quo*, avec cette différence que les patronages, non rémunérés, continueront à se récuser, tandis que l'Assistance Publique hébergera en leur lieu et place les « bons sujets ». Tout au moins sera-t-elle débarrassée des pervers — les plus nombreux, hélas — et n'aura-t-elle plus à avouer avec impuissance le pourcentage stupéfiant des évasions.

Désormais, la réforme des établissements d'accueil et de rééducation, c'est-à-dire un des buts essentiels des promoteurs du décret-loi, va être différée au gré des possibilités budgétaires de l'Etat, des Départements et des Communes.

Nous n'avons pas besoin de dire non plus que les patronages déclinent la garde de l'enfant bien plus encore que lorsqu'il s'agit d'un placement provisoire.

Notons pour finir, qu'il n'existe aucun de ces Etablissements médico-pédagogiques, d'ailleurs infiniment utiles, que prévoit l'art. 3 (4).

Une fois de plus, nous constatons, avec M. Pascalis, que « la charrue de la générosité a été attelée devant les bœufs de la simple pratique ».

130. — Le dépôt spécial de l'art. 4 n'existe nulle part. Quelle installation de fortune va en tenir lieu ? La question est à résoudre.

131. — Il semble que le législateur ait tenu à manifester, tout au long de son Décret, un souverain mépris pour les questions d'argent : c'est ainsi qu'il a complètement oublié de régler la question des frais de séjour des vagabonds. On sait que les patronages touchent habituellement la somme de 4 fr. 50 par pupille et par jour. Est-il besoin de dire qu'elle est notoirement insuffisante ? Or, du fait qu'il n'y a plus de délit, le Parquet et l'Administration Pénitentiaire ont été d'accord pour déclarer que les patronages qui recueilleraient des vagabonds ne pourraient faire

(4) Certes, il y a la remarquable Ecole Théophile-Roussel, à Montesson ; il y a la colonie agricole de Mettray, il y avait Hoerdt, aujourd'hui fermé. Mais ces établissements, si bien organisés soient-ils, sont insuffisants pour accueillir tous les jeunes vagabonds. D'ailleurs, ils ne dépendent pas du Ministère de la Santé Publique, devenu le grand maître en la matière, ainsi que le reconnaît expressément la circulaire du 27 mars 1936. Enfin, rien ne coordonne leur organisation.

Si jamais on en vient à établir les projets de construction ou de réaménagement des établissements prévus par le décret-loi, une question se posera : seront-ce des établissements d'Etat ? Quelles seront les obligations des Départements et des Communes ? Quelle sera la part de l'initiative privée ?

figurer les frais de garde de ceux-ci sur les états trimestriels, adressés à la Chancellerie, sur le vu desquels ils en sont payés. La raison donnée, parfaitement logique, est que le Décret-loi n'étant pas une application de la loi de 1912, le système des états trimestriels ne peut jouer.

Sans doute, on trouvera un moyen d'indemniser les Patronages s'ils acceptent de se charger des jeunes vagabonds. Mais comment se montrer surpris qu'en attendant, même en faisant abstraction du danger de contamination, ils s'obstinent à les refuser ? (5)

132. — Relevons encore, sans commentaires, ce que dit M. Duteil au sujet de l'Article 6 :

*« Je remarque, en passant, qu'on a oublié une chose, quand on nous a enjoint de prendre ces enfants immédiatement, c'est que l'Art. 6 prévoit une rémunération du travail imposé aux mineurs et que nous sommes incapables de faire travailler nos enfants dans nos Etablissements, parce que nous n'avons ni le matériel, ni les locaux, ni le personnel nécessaires. »*

« M. le Directeur Général de l'Assistance Publique. — *Ni les crédits.* »

(5) D'après diverses opinions, que nous avons recueillies, il semble que le coût réel d'une journée d'hospitalisation soit d'environ dix francs. Voir également à ce sujet l'intervention à la Chambre, le 13 décembre 1935, de M. Guy Menant, secrétaire général du Groupe de l'Enfance Malheureuse. M. Guy Menant a exprimé l'avis que tout était à faire en la matière qui nous intéresse. Estimant, lui aussi, que l'Assistance Publique n'était pas préparée à recevoir les enfants vagabonds, il a vivement critiqué le système éducatif des patronages et l'Administration Pénitentiaire. Selon lui, c'est une réforme radicale qu'il faut opérer, en créant avant tout les établissements nécessaires. Nous serions volontiers de son avis. Mais n'est-ce pas, en ces temps de budgets chancelants, renoncer à toute réforme ? Aussi ferons-nous porter nos dernières suggestions — *infra*, N° 139 — sur des transformations de l'organisation pédagogique ou judiciaire qui nécessiteront de moindres dépenses, ou utiliseront des crédits existants.

133. — On trouverait sans peine d'autres difficultés de détail qui entravent ou entraveront l'application correcte d'un Décret-loi qui est par ailleurs entaché d'irrégularités juridiques.

Plutôt que de nous perdre dans ces détails, nous allons résumer brièvement nos critiques dans une dernière partie, et présenter quelques suggestions.

---



## CONCLUSION

---

134. Nous avons suffisamment insisté sur l'importance du vagabondage des mineurs, au cours de la seconde partie, pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir longuement.

Qu'on le qualifie d' « école du crime », de « porte ouverte à tous les vices », qu'on appelle les jeunes vagabonds des « stagiaires de la délinquance », on reconnaît toujours qu'il est un grave problème, « une menace pour la sécurité et pour l'ordre publics ».

Il est trop naturel que le législateur, lent à s'émouvoir pendant tout le xix<sup>e</sup> siècle, ait, par la suite, voulu faire disparaître cette anomalie sociale.

Et l'on ne peut qu'approuver l'évolution qui s'est produite dans la « philosophie » de la législation. Il est évident que le vagabondage, ainsi que nous l'avons déjà souligné, est bien différent de la plupart des délits. Spécialement, chez les mineurs, il peut n'être qu'un état de fait malencontreux, et, plus que toute autre réaction anti-sociale, il peut être imputé souvent à un défaut d'organisation sociale. Ce dernier argument, spécieux dans beaucoup de cas, a ici sa pleine valeur. Il était donc légitime de renoncer à une répression qui pouvait se justifier sous d'autres régimes et dans un autre état de civilisation, pour inaugurer une méthode radicalement différente, celle de l'amendement par voie de préservation et de rééducation. Il est excellent qu'on ait su discerner derrière le vagabondage un défaut d'adaptation sociale, et qu'on ait essayé

d'y remédier, à un âge où les enfants restent assez mal-léables pour que cette tentative puisse être couronnée de succès.

Ainsi, d'un point de vue très général, les intentions du législateur de 1935 ne pouvaient qu'être approuvées, mais il est bien évident qu'il fallait apporter un soin particulier à les exprimer. Les lois du 22 Juillet 1912 et du 24 Mars 1921 étaient des instruments de travail de premier ordre. Celui qui les remplaçait devait être digne d'eux.

135. — Comme nous l'avons vu, il n'en est pas ainsi. Le Décret-loi N° 8 du Ministère de la Justice est un texte absolument insuffisant, et de plus anti-juridique. Dans son désir, d'ailleurs traduit de façon équivoque, de supprimer le délit, il a institué une mesure de placement arbitraire. La plupart de ses dispositions donnent lieu à discussion et à polémique. Et où trouver la solution de tous les problèmes qu'il laisse en suspens ?

Du point de vue pratique, il a prévu le placement des mineurs dans des Etablissements qui, pour la plupart, n'existent pas et ne pourront exister avant longtemps, car leur création suppose des vues d'ensemble qui font défaut, et des ressources budgétaires qui manquent. Par force, l'Assistance Publique est devenue le seul déversoir des jeunes délinquants qui attendent leur comparution, et elle en subit le plus grand préjudice (1). En ce qui concerne le placement définitif, en raison du mélange de malheureux et de pervers qu'on leur offre, sans les indemniser, les patronages se refusent. Et on voit, non sans stupeur, le juge pour enfants forcé de rendre à une famille indigne de petits pédérastes qui n'en sont plus à leurs essais.

(1) Voir supra, N° 128, comment une circulaire du 27 Mars 1936, rouvrant les locaux de l'Administration Pénitentiaire aux jeunes vagabonds, a tout au moins déchargé l'Assistance Publique de la partie indésirable de cette clientèle.

Pour comble, la précipitation avec laquelle l'Administration Pénitentiaire a tiré les conséquences de la suppression du délit, a mis, dès le premier jour, les Magistrats devant une situation inextricable. A l'heure actuelle, c'est un embouteillage complet, et en fin de compte, la répression du vagabondage des mineurs est complètement paralysée, et l'application du décret-loi se trouve faussée (2).

136. — On essaye de défendre le décret-loi en disant qu'il a seulement posé un principe, et qu'un règlement d'administration publique doit le préciser. Cet argument ne vaut rien, car le principe si mal posé a dû être appliqué le lendemain, et aucune autorité n'a fait le nécessaire pour qu'il y soit sursis.

Le Ministère de la Justice serait, paraît-il, d'avis qu'il est dessaisi de la question, puisqu'il n'y a plus de délit. Et c'est le Ministère de la Santé Publique qui préparerait un règlement dans lequel il sera tranché non seulement de questions sociales, mais de questions juridiques.

Nous éprouverions à ce sujet les plus vives inquiétudes, si nous ne savions qu'un très distingué Magistrat, depuis longtemps spécialiste éminent de ces questions, s'intéresse à la rédaction de ce règlement. Certes, tout sera mis en œuvre pour rendre le décret applicable.

Mais quelques centaines de règlements d'administration publique ont été annoncés par les décrets-lois. Aucun

(2) Nous avons appris que certains Tribunaux auraient fait des placements provisoires de jeunes vagabonds dans les locaux disponibles de certains hôpitaux. Cette initiative nous semble avoir de bons côtés : il est bien rare qu'un hôpital n'ait pas une salle désaffectée qu'on puisse aménager à peu de frais, et une telle pratique nous paraît souligner de façon heureuse le caractère « clinique » des mesures prises à l'égard des vagabonds mineurs. Il resterait à régulariser ce procédé de placement après accord des administrations intéressées, car il ne peut être jusqu'à présent qu'officieux.

n'a paru. Combien de temps attendrons-nous le nôtre ? Les jeunes vagabonds ne l'attendent pas pour arriver aux Parquets de France.

137. — Nous voudrions essayer de faire entrevoir ce que pourra être le règlement d'administration publique annoncé. Mais comment bâtir sur des fondations aussi chancelantes ? Que vaudront des prescriptions de détail venant se greffer sur un texte qui ignore les principes les plus élémentaires du droit ? Toutefois, nous reproduisons ci-dessous les vœux de l'Union des Sociétés de Patronage de France, qui s'efforcent de rendre le décret applicable, sans plus, mais ne peuvent lui donner une base juridique qui lui manque (3) :

Les œuvres adhérentes à l'Union des Sociétés de Patronage de France, réunies en assemblée générale le 30 Novembre 1935, rendent hommage aux pensées généreuses qui ont inspiré le décret-loi du 30 Octobre 1935 relatif à la protection de l'enfance.

Dans leur intention de faire de ce décret une application loyale, et conforme à son esprit, elles en ont examiné les dispositions essentielles.

Elles sont convaincues de la nécessité de procurer à l'enfance malheureuse une assistance qui ne soit pas une répression, mais elles sont également préoccupées d'assurer la défense sociale contre les mineurs définitivement tarés et précocement dangereux ; elles sont d'autre part soucieuses de préserver leurs propres patronnés de toutes contaminations morales et physiques.

Après en avoir délibéré, elles ont adopté les vœux suivants :

1° Une discrimination devra être faite, par voie d'amendement au décret, entre les enfants malheureux, simplement vagabonds, orphelins ou abandonnés par leurs parents, d'une part, et les adolescents qui tirent leurs ressources de la débauche, d'autre part ;

2° L'Article 69 du Code Pénal semble avoir été visé par une erreur matérielle dans la rédaction de l'article 4 du décret, et il con-

(3) Ces vœux, qui seront publiés en 1936 dans le *Bulletin de l'Union des Sociétés de Patronage*, nous ont été très aimablement communiqués par M. Pascalis, Secrétaire Général de l'Union.

viendrait, pour la bonne administration de la justice, de l'en faire disparaître ;

3° Il est à craindre que des délais assez longs, — qui pourront être de quelques heures, qui pourront être d'un jour ou deux — ne s'écoulent entre le moment où le mineur sera appréhendé et celui où il pourra être amené devant le Président du Tribunal pour Enfants. Il est très désirable qu'en attendant l'ouverture des établissements spécialement habilités prévus au décret, des lieux d'hébergement convenables et connus des autorités intéressées soient désignés pour recevoir les mineurs justiciables du décret ;

4° Les Œuvres sont unanimes à rendre hommage à l'Administration Pénitentiaire qui avait organisé aux prisons de Fresnes pour les mineurs prévenus de vagabondage le régime le plus favorable ; elles souhaitent que pour satisfaire au nouveau décret la partie des locaux de Fresnes antérieurement affectés aux mineurs vagabonds soit désaffectée comme Etablissement pénitentiaire, mais réaménagée pour servir de maison d'accueil et de centre de triage ;

5° Il est très désirable que les mineurs, avant qu'une œuvre ne soit appelée à les recevoir, puissent être examinés au point de vue médical, de manière que les malades, et, par exemple, les anormaux et les syphilitiques, puissent être dirigés sur les œuvres qui sont mieux préparées à leur donner des soins ; à cet égard, l'organisation de Fresnes leur donnait les plus complètes satisfactions ;

6° Des règlements locaux devront statuer sur les questions de transfèrement, en désignant les moyens à employer et les agents qui en seront chargés ;

7° En attendant l'ouverture des établissements appropriés prévus au décret, les mineurs ont dû être provisoirement confiés aux établissements actuellement existants ; les œuvres recevront les mineurs qui leur seront confiés ; il faut toutefois tenir compte que les moyens des œuvres diffèrent considérablement de l'une à l'autre et qu'elles ne sont pas toutes en état de recevoir indistinctement toutes les catégories d'enfants ; c'est donc l'intérêt commun qu'elles puissent, avant de recevoir un enfant, donner, en connaissance de cause, leur consentement dans chaque cas particulier ;

8° Il est très désirable que le remboursement des frais de garde supportés par les œuvres leur soit assuré sur des bases équitables.

9° L'Article 2 du Décret ne semble pas prévoir que le mineur conduit devant le président du Tribunal puisse, pendant la durée de l'enquête, être placé dans sa famille en liberté surveillée. Cette solution n'est prévue que par l'article 3, lorsque l'enquête est terminée.

Il est très désirable que lorsque le mineur appartient, en ligne directe ou collatérale, à une famille honorable et digne de confiance, il puisse lui être confié en liberté surveillée.

10° Il est désirable que, soit par la voie d'un amendement du Décret, soit par la voie de la jurisprudence, le sens de l'expression « si le mineur enfreint la décision prise à son égard » soit précisé, afin de spécifier dans quels cas il y aura infraction, et dans quels autres simple indiscipline.

138. — En réalité, ce qu'il faut le plus critiquer, c'est la méthode qui a présidé à l'élaboration de ce décret, et de tant d'autres. Elle consiste à abroger hâtivement des textes existants, à les remplacer par d'autres parfois mieux inspirés, mais mal étudiés, fourmillant d'erreurs de droit ou d'erreurs matérielles, manquant de précision, laissant planer l'incertitude sur les textes qui sont abrogés et sur ceux qui ne le sont pas, et engendrant ainsi d'innombrables difficultés.

Il semble que depuis quelques années le pouvoir législatif, et encore bien plus le pouvoir exécutif, lorsqu'il se substitue à lui pour une nuit aussi mémorable que celle du 30 Octobre 1935, soient rigoureusement incapables de mettre sur pied un texte de loi.

139. — Et enfin, il y avait un autre écueil plus grave, qui, à lui seul, condamnait par avance le décret-loi : dès qu'on passe, surtout en matière de criminalité juvénile, de la phase de la répression à celle de la prévention et de la rééducation, on ne peut plus travailler par secteurs séparés. Il faut pouvoir, à tout âge, préserver ou réformer l'enfant. Il faut améliorer ou créer des organismes d'ordre pédagogique, médical ou social. Il faut que depuis ses premières classes jusqu'à la fin de son orientation professionnelle, l'enfant soit suivi et dirigé. Il faut le forcer — ou plutôt forcer ses parents — à choisir pour lui la filière qui convient à ses aptitudes.

Seule une réforme d'ensemble, entreprise et menée à bien d'après les études approfondies de plusieurs Ministres, pourra éviter la dispersion des efforts, en créant un véritable statut de la jeunesse, en donnant aux établissements publics ou privés qui s'emploieront à son redressement, une affectation précise et efficace (4).

Ainsi, en raison de la complexité du sujet traité, le décret-loi N° 8, même reposant sur des bases juridiques solides, n'aurait pu sortir son entier effet sans être accompagné d'autres réformes.

Contrôle plus sévère de la fréquentation scolaire, de l'état sanitaire de l'enfant et de sa famille, amélioration des garderies scolaires, développement des exercices phy-

(4) Cette tâche ne saurait être menée à bien sans une étroite collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale, dans l'esprit où l'envisageait la Circulaire du Garde des Sceaux du 20 Juin 1931 : « Pour assurer la fréquentation scolaire, première épreuve d'une conduite régulière et d'une vie utile chez un mineur, une collaboration constante devrait exister entre les inspecteurs d'académie, les instituteurs, et le juge des enfants qui, en agissant avec autant de tact que de modération, saurait cependant aussi bien imposer son autorité aux parents négligents qu'aux enfants manquant aux classes. Ces relations devraient permettre un échange de services réciproques, et le juge pourrait ainsi trouver, chez la plupart des instituteurs et des institutrices de son ressort, des délégués spécialement qualifiés pour assurer la surveillance des mineurs rendus à leur famille. » Mlle Chaptal. *op.cit.* p.51, cite quelques réalisations inspirées de ces principes, notamment celle de la « Protection Toulousaine de l'Enfance ». Nous croyons savoir que dans le Nord, et aussi à Marseille, sous l'impulsion de M. Vidal-Naquet, on trouve des réalisations analogues.

Il est hors de doute que les milieux pédagogiques manifestent un très vif et très réel intérêt pour l'enfance délinquante. Voir notamment le Compte Rendu du Congrès International de l'Enfance, tenu à Paris en 1931, p. 229 et s. et les très nombreux journaux et revues consacrés aux questions pédagogiques. Mais il nous semble que le zèle certain des universitaires et celui des juges n'ont que rarement su se rencontrer et se coordonner comme le voudrait la circulaire précitée. A noter toutefois un essai intéressant, tenté au cours des trois dernières années dans le département de la Sarthe et de proche en proche dans quelques autres, pour associer la gendarmerie à la lutte contre la non fréquentation scolaire.

siques à l'école et en dehors de l'école, réorganisation de l'enseignement post-scolaire et de l'apprentissage, rien de tout cela ne saurait être négligé si l'on veut réduire dans de très fortes proportions le nombre des jeunes vagabonds. C'est avant tout l'enseignement primaire et technique qu'il faut perfectionner, de façon à suivre et à entourer l'enfant aussi longtemps qu'il est fragile. Et si par malheur il arrive au Tribunal, qu'on le juge dans une salle claire et nette, dans une atmosphère morale propice, et non dans des locaux aussi défectueux que ceux du Quai des Orfèvres ou de maint tribunal de province. Qu'on ne le mette pas entre les mains d'un Président déjà accablé par les référés, la juridiction gracieuse, le rôle civil et parfois commercial, mais plutôt entre celles d'un assesseur spécialisé. Et pourquoi ne pas faire assister celui-ci, préalablement formé à ses fonctions, d'un médecin et d'un membre de l'enseignement qui interviendraient à titre consultatif ? Le médecin interpréterait, compléterait, rendrait vivant le texte de l'examen médico-pédagogique, et pourrait saisir à l'audience des nuances qui auraient échappé jusque-là. Et nous croyons bien que la présence d'une directrice d'école primaire éclairerait souvent la religion du juge sur les mobiles secrets de certaines fugues ou sur la psychologie de certains délinquants réticents. Il ne manque pas dans l'Enseignement de maîtres remarquables et dévoués, qui, pour leur propre profit, ne demanderaient qu'à remplir ces fonctions avec un esprit de suite qu'on ne trouve pas toujours dans ce qu'il est convenu d'appeler la « charité privée ».

Toutes ces réformes sont immédiatement réalisables, sans gros crédits, alors que la création d'établissements nouveaux, certes fort désirable, se heurte à des difficultés budgétaires qui semblent devenir chroniques.

Il est à souhaiter que des législateurs plus qualifiés et moins préoccupés par les contingences de la situation politique, sachent faire des efforts dont d'autres pays ont

donné l'exemple, sinon toujours fructueux, du moins méritoire, et fournissent aux magistrats, aux sociologues, et aux œuvres sociales un instrument de travail dont ils ont un besoin urgent. Il y va de l'intérêt des enfants d'aujourd'hui, qui seront la France de demain.

Vu : *Le Doyen,*  
ED. ALLIX.

Vu : *Le Président de la Thèse,*  
HUGUENET.

Vu et permis d'imprimer  
*Le Recteur de l'Académie de Paris*  
S. CHARLÉTY.



## BIBLIOGRAPHIE

---

Le vagabondage des mineurs a fait rarement l'objet de monographies : nous n'avons retrouvé que trois thèses de droit sur le sujet, d'ailleurs assez anciennes, tandis que les thèses de médecine sont à la fois plus nombreuses et plus récentes.

Par contre, la question est évoquée, de façon plus ou moins complète, dans une telle quantité d'ouvrages généraux et de périodiques, qu'il est impossible d'en faire un dénombrement exact. Nous nous bornons à indiquer les auteurs chez lesquels nous avons puisé des renseignements d'ordre pratique, et qu'il est indispensable de consulter pour s'orienter dans la connaissance du sujet et de ses données actuelles.

---

Christian PAULTRE. — *De la répression de la mendicité et du vagabondage en France sous l'Ancien Régime*, Paris, 1906.

LOMBROSO. — *L'homme criminel. Essai anthropologique et psychiatrique*, Paris, 1931.

— *Le crime, causes et remèdes*, Paris, 1931.

RIBOT. — *L'hérédité psychologique*.

Professeur DEBIERRE. — *L'hérédité normale et pathologique*.

Docteur Gilbert ROBIN. — *Les drames et les angoisses de la jeunesse*, Paris, 1934.

— *L'enfant sans défauts*.

COLLIN et ROLLET. — *Traité de médecine légale infantile*, Paris, 1920.

- FAY. — *Huit leçons de psychiatrie infantile à l'usage des éducateurs.*
- BINET. — *Les enfants anormaux.*
- Docteur LEDRAIN. — *L'alcoolisme individuel et héréditaire.*
- Docteur BELEY. — *L'enfant délinquant.*
- Docteur A. LE BIHAN. — *Le vagabondage impulsif*, Bordeaux, 1929.
- Docteur Marcel CANTÉGRIT. — *Le vagabondage des enfants*, Lyon, 1932.
- Docteur Guy NÉRON. — *L'enfant vagabond*, Paris, 1928.
- Docteur Louis FAIVRE. — *Les jeunes vagabondes prostituées en prison*, Paris, 1931.
- H. JOLY. — *L'enfance coupable.*
- L. MIALANE. — *La criminalité juvénile*, Thèse, Paris, 1926.
- HÉLIE. — *Le vagabondage des mineurs*, Thèse, Paris, 1899.
- ROZÉS. — *Les enfants vagabonds*, Thèse, Toulouse, 1900.
- TESTUT. — *Le vagabondage des mineurs*, Thèse, Paris, 1908.
- L. ROUBAUD. — *Les enfants de Caïn.*
- Juliette GOUBLET. — *Les petites mineures*, Paris, 1934.
- Code de l'Enfance traduite en justice*, Paris, 1904.
- Supplément au Code de l'Enfance*, Melun, 1922.
- NAST et KLEINE. — *Code Manuel des Tribunaux pour Enfants*, Paris, 1913.
- Nouveau Guide pour la protection de l'enfance traduite en justice*, édité par le Comité de Défense des Enfants traduits en justice et l'Union des Sociétés de Patronage de France, Paris, 1934.
- Eugène PRÉVOST. — *De la prostitution des enfants*, Paris, 1909.
- Elisabeth HUGUENIN. — *Les Tribunaux pour Enfants*, Neuchâtel, 1935.
- Aimée RACINE. — *Les enfants traduits en justice*, Paris, 1935.
- Marguerite LOOSLI USTERI. — *Les enfants difficiles et leur milieu familial*, Neuchâtel, 1935.
- Chloe OWINGS. — *Le Tribunal pour Enfants*, Paris, 1923.

P. WETS. — *L'enfant de justice*. Bruxelles, 1928.

Magdeleine LÉVY. — *Les auxiliaires du Tribunal pour Enfants, Délégués et Rapporteurs*. Paris, 1933.

ROUVIER. — *L'enfance coupable et les sociétés de patronage*, Melun, 1925.

Raymond PRIEUR. — *La liberté surveillée des mineurs*, Paris, 1933.

A. MOSSÉ. — *Les prisons et les institutions d'éducation corrective*, Paris, 1929.

Colette HALLU. — *L'avenir professionnel des enfants anormaux et délinquants* Paris, 1934.

*Publications de la Société des Nations.*

Collection de la « *Revue Pénitentiaire* ».

Collection du « *Bulletin de l'Union des Sociétés de Patronage* ».

Collection de la Revue « *Etudes Criminologiques* ».

Annexes du « *Journal Officiel de la République Française* ».

*Bulletin Municipal Officiel de la Ville de Paris.*

Circulaires Officielles.

Documents du Tribunal pour Enfants et Adolescents de la Seine.

Collection de la Revue « *L'Enfant* ».



## TABLE DES MATIERES

---

|                                                                                             |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| PLAN DE L'OUVRAGE . . . . .                                                                 | 7  |
|                                                                                             |    |
| PREMIÈRE PARTIE. — Historique de la Répression du vagabondage des mineurs . . . . .         | 9  |
|                                                                                             |    |
| CHAPITRE PREMIER. — L'Ancien Régime . . . . .                                               | 11 |
| CHAPITRE II. — Le Code Pénal . . . . .                                                      | 17 |
| CHAPITRE III. — La législation de 1906 à 1935 . . . . .                                     | 25 |
|                                                                                             |    |
| DEUXIÈME PARTIE. — Comment et pourquoi le mineur vagabonde . . . . .                        | 45 |
|                                                                                             |    |
| CHAPITRE PREMIER. — Aspects habituels et statistiques du vagabondage des mineurs . . . . .  | 47 |
| CHAPITRE II. — Comment on recherche les mobiles du vagabondage des mineurs . . . . .        | 53 |
| CHAPITRE III. — Facteurs héréditaires et pathologiques du vagabondage des mineurs . . . . . | 61 |
| CHAPITRE IV. — Mobiles d'ordre familial et social . . . . .                                 | 75 |
| CHAPITRE V. — Récapitulation et conclusion . . . . .                                        | 91 |

|                                                                                      |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| TROISIÈME PARTIE. — Le décret-loi du 30 octobre 1935 ....                            | 93  |
| CHAPITRE PREMIER. — Les intentions du législateur ....                               | 95  |
| CHAPITRE II. — Economie du décret-loi .....                                          | 105 |
| CHAPITRE III. — Les anomalies ou insuffisances juridiques<br>du décret-loi . . . . . | 115 |
| CHAPITRE IV. — Les difficultés d'application pratique du<br>décret-loi . . . . .     | 123 |
| CONCLUSION . . . . .                                                                 | 135 |
| BIBLIOGRAPHIE . . . . .                                                              | 145 |

ACHEVÉ D'IMPRIMER  
LE 12 MAI 1936  
A L'IMPRIMERIE  
MAURICE LAVERGNE  
289, RUE ST-JACQUES,  
— PARIS-V° —









